



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



# Rapport annuel 2013





Depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée, la Conférence générale n'a eu lieu en dehors du siège de l'Organisation à Vienne que deux fois: à Bangkok (Thaïlande), en 1987, et à Yaoundé (Cameroun), en 1993. Du 2 au 6 décembre 2013, la quinzième session de la Conférence générale s'est tenue à Lima (Pérou).

Le secrétariat de l'ONUDI tient à exprimer toute sa reconnaissance au Gouvernement du Pérou pour sa généreuse hospitalité et l'excellente organisation de la Conférence.

La couverture du présent *Rapport annuel* reproduit le logo conçu par le Gouvernement du Pérou pour la Conférence générale tenue à Lima. Le logo a pour objet de traduire l'équilibre harmonieux entre des motifs précolombiens et l'influence des étoiles.

# Rapport annuel 2013



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2014

### *Rapport annuel de l'ONUDI 2013*

© ONUDI 2014. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de leur système économique et degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

Beaucoup plus courte et concise que les précédentes, en application de la décision IDB.41/Dec.12 (n) du Conseil du développement industriel, cette édition du *Rapport annuel* répond néanmoins aux exigences d'établissement de rapports relatives à la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et au cadre de programmation à moyen terme de l'ONUDI pour la période 2010-2013, tel que modifié par l'examen à mi-parcours qu'a approuvé la Conférence générale dans sa décision GC.14/Dec.18.

Sauf indication contraire, toutes les références monétaires sont libellées en dollars des États-Unis et les références en "tonnes" s'entendent de tonnes métriques.

Toutes les photos © UNIDO, sauf indication contraire.

Publication réalisée par la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais de l'Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier sans bois et non couché, certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent *rapport* et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse [www.unido.org](http://www.unido.org).

ISSN 1020-766X

Distribution: GÉNÉRALE

IDB.42/2-PBC.30/2 2014

Français

Original: ANGLAIS

### APPENDICES (disponibles en ligne à l'adresse [www.unido.org](http://www.unido.org))

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Coopération technique avec les pays les moins avancés (PMA) • Programme ordinaire de coopération technique • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus en 2013 • Présentations de pays/ séminaires organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie • Représentation hors siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Liste des activités de coopération technique

# TABLE DES MATIÈRES

---

Avant-propos	v
Bref regard sur l'ONUDI	vi
États membres de l'ONUDI	vii
<b>1. GOUVERNANCE ET GESTION</b>	<b>1</b>
La Conférence générale et la Déclaration de Lima	2
La voie à suivre	2
Domaines d'action privilégiés	3
• Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans le contexte du développement industriel • Emploi des jeunes • Pays les moins avancés • Petits États insulaires en développement • Pays à revenu intermédiaire	
Gestion	7
• Financement • Approbation et suivi des programmes • Évaluation • Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle • Éthique • Personnel • Services d'appui et gestion des installations	
<b>2. RENFORCEMENT DES PARTENARIATS</b>	<b>13</b>
L'ONUDI et le système des Nations Unies	14
Activités régionales	16
• Afrique • Pays arabes • Asie et Pacifique • Europe et nouveaux États indépendants • Amérique latine et Caraïbes	
Bureaux de liaison de l'ONUDI	20
• New York • Genève • Bruxelles	
Coopération avec d'autres acteurs internationaux	22
Coopération avec l'industrie et le secteur privé	24
• Groupements sectoriels et réseaux économiques • Partenariats de vente au détail, partenariats public-privé et responsabilité sociale des entreprises	
Coopération avec les milieux universitaires	27
Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire	29
<b>3. DES SOLUTIONS POUR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE</b>	<b>33</b>
Technologie et développement	34
• Investir dans le développement • Investir dans la technologie • Agribusiness • Développement rural • Développement de PME et de consortiums d'exportation • Améliorer la compétitivité	

Renforcement des capacités productives	42
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition de compétences</li> <li>• Assurance qualité</li> <li>• Sécurité du consommateur</li> </ul>	
Développement inclusif	44
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration des femmes dans le développement industriel</li> <li>• Autonomisation des jeunes</li> <li>• Appui aux pays sortant d'une crise</li> </ul>	
<b>4. UN CADRE D'ACTION RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>51</b>
Industrie verte	52
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production plus propre et économe en ressources</li> <li>• Efficacité énergétique dans l'industrie</li> <li>• Gestion de l'eau</li> </ul>	
Accès à l'énergie à des fins productives	59
Mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement	63
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Protocole de Montréal</li> <li>• La Convention de Stockholm</li> </ul>	
<b>5. RECHERCHE ET ANALYSE</b>	<b>67</b>
Recherche et analyse aux niveaux thématique, régional et mondial	68
Services consultatifs	68
Services statistiques	70
Renforcement des capacités	72
Abréviations	73

# AVANT-PROPOS

---



L'année écoulée a été, pour l'Organisation comme pour moi même, un changement. En ce qui concerne l'ONUDI, la contribution essentielle de l'industrie au développement inclusif et durable a été reconnue et le rôle stratégique que joue l'Organisation dans ce processus a été fortement salué. Quant à moi, j'ai eu l'honneur et le privilège d'être choisi par les États membres pour diriger l'Organisation les quatre prochaines années, afin de gravir une nouvelle marche mais dans la continuité. Je ne doute pas un seul instant que, par la qualité du travail qu'elle a accompli en 2013, comme le décrit le présent *Rapport annuel*, l'ONUDI s'est posée comme un partenaire incontournable dans le débat sur le programme de développement pour l'après-2015. De toute évidence, ce succès, je le partage avec l'ensemble du personnel, pour son engagement sans faille au service de l'Organisation et, surtout, avec mon prédécesseur, M. Kandeh K. Yumkella, qui a dirigé l'ONUDI avec compétence au cours du premier semestre et l'a engagée dans un processus de changement utile et radical que j'entends poursuivre pendant mon mandat.

Je suis entré à l'ONUDI avec une stratégie qui repose sur cinq piliers: la position stratégique de l'Organisation dans le monde du développement en pleine évolution, la qualité de ses services et la nécessité d'apporter des solutions ciblées, la mobilisation des fonds, la poursuite du processus de changement et de rénovation, la motivation et la participation active du personnel. Ce sont véritablement là les bases sur lesquelles je compte continuer à renforcer l'ONUDI les prochaines années et je suis heureux de constater que, l'année dernière, nous nous y sommes employés avec persévérance. À cet égard, l'adoption par la Conférence générale, à sa quinzième session en décembre, de la Déclaration de Lima: vers un développement industriel inclusif et durable et l'inscription de l'industrialisation à l'ordre du jour du Groupe de travail à composition non limitée chargé de proposer un ensemble d'objectifs de développement durable ont constitué pour moi des avancées majeures en 2013.

Nous avons largement pu compter sur de nombreux appuis solides, à commencer par nos pays bénéficiaires — les pays en développement et les pays à économie en transition — et nos principaux soutiens du monde industrialisé qui ont conscience que, pour éradiquer le fléau de la pauvreté de notre planète, une croissance économique et industrielle forte, inclusive, durable et résiliente s'impose. Un chapitre entier du présent *Rapport annuel* décrit les partenariats précieux que l'ONUDI a noués avec des organisations, des institutions et différents secteurs de la société. Le *Rapport* présente également les réseaux, créés par l'ONUDI ou à son initiative, qui visent à promouvoir les efforts de développement.

Par souci de concision, il n'est guère possible dans pareil rapport de rendre compte en tous points des réussites accomplies par l'Organisation au cours de l'année. C'est pourquoi j'invite les lecteurs à consulter notre site Web et à découvrir par eux-mêmes l'action fort remarquable que mène l'ONUDI pour améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance à travers le monde.

**Le Directeur général de l'ONUDI**  
**LI Yong**

## BREF REGARD SUR L'ONUDI

---

L'ONUDI, créée en 1966, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985. Au 31 décembre 2013, elle comptait 172 États membres et employait 693 fonctionnaires au siège et dans d'autres bureaux.

- Le Directeur général de l'ONUDI, LI Yong (Chine), a été nommé par la Conférence générale à sa deuxième session extraordinaire (28 juin 2013) pour un mandat de quatre ans.
- Le montant total prévu des opérations de l'ONUDI pour 2012-2013 était de 455,2 millions d'euros. La valeur du portefeuille des programmes et des projets en cours a enregistré un nouveau record de 477,7 millions de dollars des États-Unis. En 2013, la valeur des activités de coopération technique a atteint 180,5 millions de dollars des États-Unis.
- L'objectif primordial de l'Organisation est de promouvoir le développement industriel durable et inclusif des pays en développement ou en transition. À cette fin, l'ONUDI favorise également la coopération aux niveaux mondial, régional et national, de même qu'au niveau sectoriel.
- Outre son siège à Vienne, l'ONUDI a également des bureaux à Bruxelles, à Genève et à New York. Sa représentation hors siège comprend des bureaux régionaux et des bureaux de pays, des comptoirs et des centres de liaison nationaux, soit au total 55 implantations et 142 fonctionnaires (nationaux et internationaux). L'ONUDI a des bureaux de promotion des investissements et de la technologie dans six pays et gère ses 54 centres et programmes nationaux pour une production plus propre en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- L'ONUDI compte deux organes directeurs: la Conférence générale, qui se réunit tous les deux ans, et le Conseil du développement industriel, qui se réunit une fois par an. Le Comité des programmes et des budgets est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel; il se réunit une fois par an.
- La Conférence générale est l'organe directeur suprême de l'Organisation. Elle définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. La quinzième session de la Conférence générale s'est tenue du 2 au 6 décembre 2013 à Lima (Pérou). La seizième session est prévue du 30 novembre au 4 décembre 2015.
- Le Conseil du développement industriel, qui compte 53 membres, examine la mise en œuvre du programme de travail et l'exécution des budgets ordinaire et opérationnel, et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général. La quarante et unième session du Conseil a eu lieu du 24 au 26 juin 2013.
- Le Comité des programmes et des budgets, qui comprend 27 membres, aide le Conseil à élaborer et à examiner le programme de travail, les budgets et d'autres questions financières. La vingt-neuvième session du Comité s'est tenue les 22 et 23 mai 2013.



# ÉTATS MEMBRES DE L'ONUDI<sup>1</sup>

---

Afghanistan	El Salvador	Madagascar	République populaire démocratique de Corée
Afrique du Sud	Émirats arabes unis	Malaisie	République tchèque
Albanie	Équateur	Malawi	République-Unie de Tanzanie
Algérie	Érythrée	Maldives	Roumanie
Allemagne	Espagne	Mali	Rwanda
Angola	Éthiopie	Malte	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Arabie saoudite	ex-République yougoslave de Macédoine	Maroc	Sainte-Lucie
Argentine	Fédération de Russie	Maurice	Saint-Kitts-et-Nevis
Arménie	Fidji	Mauritanie	Samoa
Autriche	Finlande	Mexique	Sao-Tomé-et-Principe
Azerbaïdjan	France	Monaco	Sénégal
Bahamas	Gabon	Mongolie	Serbie
Bahreïn	Gambie	Monténégro	Seychelles
Bangladesh	Géorgie	Mozambique	Sierra Leone
Barbade	Ghana	Myanmar	Slovaquie
Bélarus	Grèce	Namibie	Slovénie
Belgique	Grenade	Népal	Somalie
Belize	Guatemala	Nicaragua	Soudan
Bénin	Guinée	Niger	Sri Lanka
Bhoutan	Guinée-Bissau	Nigéria	Suède
Bolivie (État plurinational de)	Guinée équatoriale	Norvège	Suisse
Bosnie-Herzégovine	Guyana	Nouvelle-Zélande	Suriname
Botswana	Haïti	Oman	Swaziland
Brésil	Honduras	Ouganda	Tadjikistan
Bulgarie	Hongrie	Ouzbékistan	Tchad
Burkina Faso	Inde	Pakistan	Thaïlande
Burundi	Indonésie	Panama	Timor-Leste
Cabo Verde	Iran (République islamique d')	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Togo
Cambodge	Iraq	Paraguay	Tonga
Cameroun	Irlande	Pays-Bas	Trinité-et-Tobago
Chili	Israël	Pérou	Tunisie
Chine	Italie	Philippines	Turkménistan
Chypre	Jamaïque	Pologne	Turquie
Colombie	Japon	Portugal	Tuvalu
Comores	Jordanie	Qatar	Ukraine
Congo	Kazakhstan	République arabe syrienne	Uruguay
Costa Rica	Kenya	République centrafricaine	Vanuatu
Côte d'Ivoire	Kirghizistan	République de Corée	Venezuela (République bolivarienne du)
Croatie	Koweït	République de Moldova	Viet Nam
Cuba	Lesotho	République démocratique du Congo	Yémen
Danemark	Liban	République démocratique populaire lao	Zambie
Djibouti	Libéria	République dominicaine	Zimbabwe
Dominique	Libye		
Égypte	Luxembourg		

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2013.





## GOUVERNANCE ET GESTION

---

► Le présent chapitre porte sur la récente session de la plus haute instance de l'ONUDI, la Conférence générale, les orientations futures que celle-ci et le Directeur général ont proposées pour l'Organisation, les questions intersectorielles sur lesquelles cette dernière met l'accent et les procédures administratives qui guident ses activités au quotidien. Il est plus succinct que dans le passé car on a voulu consacrer l'essentiel du *Rapport annuel* à la riche palette de services de coopération technique et autres qui ont été fournis au cours de l'année et aux avantages que les pays bénéficiaires en ont retirés. Des informations supplémentaires sur la façon dont l'ONUDI travaille sont présentées sur son site Web ([www.unido.org](http://www.unido.org)).

## La Conférence générale et la Déclaration de Lima

---

Depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985, la Conférence générale n'a eu lieu en dehors du siège de l'Organisation que deux fois, à Bangkok en 1987 et à Yaoundé en 1993. La quinzième session de la Conférence générale, convoquée 20 ans plus tard à Lima, a offert aux États membres une occasion unique de renouveler leur engagement en faveur du renforcement de la coopération entre les régions, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Cette session, qui a été coorganisée par le Gouvernement péruvien, a réuni de hauts responsables gouvernementaux du monde entier, ainsi que des représentants de haut niveau d'autres organismes des Nations Unies et des personnalités du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

La Conférence a été ouverte par le Président péruvien, Ollanta Humala Tasso, lors d'une cérémonie à laquelle assistait le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Lors de la Conférence, les États membres ont adopté par acclamation la Déclaration de Lima: vers un développement industriel inclusif et durable, par laquelle ils ont confirmé le rôle de l'ONUDI dans le programme de développement mondial pour l'après-2015. Ils ont également adopté un certain nombre d'autres décisions et résolutions importantes qui guideront l'action de l'ONUDI dans les années à venir.

En outre, la Conférence générale a permis aux responsables gouvernementaux et aux représentants du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire d'échanger des avis éclairés sur la contribution du développement industriel inclusif et durable à la réalisation d'objectifs de développement socioéconomique plus vastes. Le Forum sur le développement industriel — qui a lieu lors de chaque session biennale de la Conférence générale — a comporté deux tables rondes (sur les partenariats pour le développement industriel et sur le développement industriel, objectif de développement durable), que sont venus compléter six débats interrégionaux ayant respectivement pour thème l'industrie verte et le développement durable, les stratégies de création d'emplois en vue d'un développement inclusif et durable, les moyens de rendre

l'industrialisation inclusive et durable, le renforcement des modèles associatifs en vue du développement industriel, la diversification économique et l'industrialisation des pays riches en ressources naturelles et l'autonomisation des femmes chefs d'entreprise. Parmi les autres activités importantes organisées en marge de la Conférence générale, il convient de citer deux manifestations parallèles sur la coopération industrielle et les petites et moyennes entreprises et sur les échanges commerciaux à travers les chaînes de valeur, ainsi que le lancement public à l'Université de Lima du *Rapport de l'ONUDI sur le développement industriel*.

La Conférence générale a été précédée par la Conférence ministérielle des pays les moins avancés (voir ci-dessous) et par la Conférence ministérielle de l'Amérique latine et des Caraïbes (voir chapitre 2).

## La voie à suivre

---

La Déclaration de Lima adoptée par la Conférence générale fixe les priorités de l'ONUDI en matière de développement pour les années à venir et met particulièrement l'accent sur le développement industriel inclusif et durable. Elle confirme que l'élimination de la pauvreté est l'objectif central de l'Organisation. Le Directeur général l'a décrite en ces termes: "La Déclaration de Lima témoigne de l'appui et de la confiance que les États membres accordent à l'ONUDI. Elle balise la voie que l'Organisation doit suivre et met en place de solides fondements qui permettront de continuer à faire progresser le développement industriel après 2015 et la réalisation des objectifs de développement durable. Elle souligne que l'ONUDI possède des compétences et une expérience essentielles pour assurer un développement industriel inclusif et durable et instaurer de nouveaux partenariats de développement." Les États membres ont demandé à l'ONUDI de promouvoir des mesures efficaces en faveur du développement industriel inclusif et durable consistant notamment à renforcer les capacités de production; à soutenir la transformation structurelle de l'économie; à encourager la croissance économique et la création d'emplois décents; à accroître la productivité et le développement; à promouvoir l'utilisation durable, la gestion et la protection des ressources naturelles et des

services écosystémiques qu'elles fournissent; à faciliter le transfert et l'absorption de technologies à des conditions mutuellement convenues; et à soutenir la recherche-développement connexe. Dans la Déclaration de Lima, le document final du groupe de travail informel sur l'avenir de l'ONUDI, y compris ses programmes et ses ressources, intitulé "Document d'orientation stratégique", a également été accueilli positivement.

Les futures stratégies de réduction de la pauvreté devront être un outil économique capable de fournir aux individus, aux ménages et aux pouvoirs publics des revenus qui leur permettent de se consacrer à leurs propres priorités de développement et qui les aident à devenir autonomes. Dans le cadre de son action visant à promouvoir le développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI mettra pleinement à profit le potentiel de l'industrie pour apporter des solutions durables, équitables et soutenables aux problèmes sociaux et environnementaux.

## Domaines d'action privilégiés

### Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans le contexte du développement industriel

Un débat interrégional sur les femmes chefs d'entreprises et leur rôle dans le développement industriel inclusif et durable a eu lieu pendant la Conférence générale. Ce débat, qui a réuni des centaines de participants et a porté sur l'autonomisation des femmes et la promotion de l'esprit d'entreprise, a marqué une étape importante de l'action de l'ONUDI visant à promouvoir l'égalité des sexes. Les participants ont reconnu que, pour changer la situation, il fallait notamment coordonner l'action des parties prenantes afin de surmonter les obstacles socioculturels profondément enracinés; donner aux filles et aux femmes accès à une meilleure éducation; réformer les politiques afin de créer un climat favorable aux femmes chefs d'entreprises; promouvoir des centres de développement des entreprises chargés de fournir des services de formation, des technologies et des financements; soutenir des entreprises porteuses de croissance dirigées par des femmes; et



Le Président péruvien (au centre) en compagnie du Secrétaire général de l'ONU (g.) et du Directeur général de l'ONUDI (d.)

Extrait de l'intervention du Secrétaire général, Ban Ki-moon: "Cette nouvelle Déclaration de Lima adoptée par l'ONUDI est une étape encourageante. Elle indique plus fermement au monde la voie du développement industriel inclusif et durable. Elle lui donne des conseils importants alors que les regards se portent sur les échéances de 2015. Il faudra, pour que nos objectifs puissent être atteints, que l'économie mondiale soit largement réformée et restructurée. L'industrie et le secteur privé joueront un rôle crucial. En menant de concert une action éclairée, nous pouvons créer des emplois, accroître le bien-être collectif et protéger l'environnement... Par cette Déclaration, vous avez rappelé qu'il était primordial d'édifier un cadre de vie garantissant à tous la sécurité, la prospérité et la dignité. Ensemble, nous pouvons mettre à profit l'énorme potentiel qu'offre le développement industriel inclusif et durable. Cette vision largement partagée renforcera la position stratégique de l'ONUDI lors des délibérations qui conduiront à l'adoption d'un nouveau programme de développement mondial en 2015 et lui permettra de prendre toute sa place dans le programme de développement de l'après-2015." ■

promouvoir des réseaux de mentorat et d'accompagnement professionnel.

Une manifestation ayant pour thème le rôle déterminant des femmes en matière de justice énergétique dans les secteurs productifs qui a eu lieu en marge de la Conférence de Vienne sur l'énergie en mai a permis d'exposer les grandes questions que recouvre le paradigme genre-énergie-développement et d'examiner les meilleures pratiques utilisées pour faire face à ces questions et les enseignements qui en ont été tirés. En coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), l'ONUDI a rédigé une note d'orientation intitulée *Sustainable Energy for All: the Gender Dimensions* (énergie durable pour tous: dimensions relatives à l'égalité des sexes) afin d'aider les décideurs et les acteurs clefs à définir des activités programmatiques et politiques visant à accroître le rôle des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions énergétiques propres et durables. Toujours en coopération avec ONU Femmes, l'ONUDI a parrainé le prix de 2013 pour l'égalité des sexes créé par l'Initiative SEED, qui a pour objet de soutenir les nouvelles entreprises les plus prometteuses dirigées par des femmes dans le secteur social ou dans le domaine de l'environnement. Le prix a été remis à la fin d'octobre à Nairobi lors d'une cérémonie internationale organisée dans le cadre d'un colloque de l'Initiative SEED. Parmi les lauréates de cette année figurent une entreprise colombienne qui forme et emploie des femmes rurales afin de produire des assiettes biodégradables et une organisation péruvienne qui conçoit et vend des produits verts. Des renseignements détaillés sur les projets et programmes de l'ONUDI en faveur des femmes sont présentés dans la section du chapitre 3 intitulée "Développement inclusif".

## Emploi des jeunes

L'emploi des jeunes est l'un des défis les plus urgents auxquels sont confrontés de nombreux pays et en particulier les pays en développement. La création d'emplois exige des efforts concertés de la part des gouvernements, de la communauté internationale, du secteur privé, des jeunes eux-mêmes et d'autres parties prenantes. L'ONUDI a été chargée d'élaborer des



Possibilités d'emploi pour les jeunes à Kassala (Soudan)

projets et des programmes visant à réduire la pauvreté chez les jeunes grâce à des activités de qualification et de renforcement des capacités et à la fourniture d'un appui financier aux industries et aux micro-, petites et moyennes entreprises créatives.

L'ONUDI est un membre actif du réseau interinstitutions des Nations Unies pour la promotion des jeunes. Lors des Journées européennes du développement, à Bruxelles à la fin de novembre, l'ONUDI a organisé avec SOS-Children's Village International un débat sur l'emploi productif des jeunes auquel ont participé des représentants de haut niveau des États membres, d'organisations internationales, du monde universitaire et du secteur public.

Sans surprise, les projets et programmes de l'ONUDI en faveur des jeunes sont particulièrement nombreux en Afrique, où les 10-25 ans représentent 31% de la population (contre 25% à l'échelle mondiale). L'ONUDI et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe élaborent actuellement une stratégie régionale commune pour l'emploi des jeunes dont l'objectif principal est d'inciter ces derniers à créer et développer des entreprises. Des renseignements détaillés sur les activités concrètes visant à réduire la pauvreté chez les jeunes sont présentés dans la section du chapitre 3 intitulée "Développement inclusif".

## Pays les moins avancés

La quinzième session de la Conférence générale a été précédée par la Conférence ministérielle des pays les

moins avancés (PMA). Cette conférence, qui a duré deux jours et réuni des ministres de l'industrie et des représentants des organismes des Nations Unies compétents, des commissions économiques régionales, des institutions des pays émergents, des donateurs et des entités du secteur privé, a encouragé la formation de partenariats pour fournir des moyens de subsistance durables et apporter le bien-être à tous les citoyens des pays les moins avancés. Elle s'est efforcée de mobiliser les mécanismes disponibles dans le secteur privé et pour le développement des petites et moyennes entreprises, le renforcement des capacités productives, le commerce et l'emploi. La Conférence ministérielle a également contribué, en collaboration avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et d'autres économies émergentes, à la mise en œuvre de la Stratégie opérationnelle 2012-2020 de l'ONUDI en faveur des PMA, qui vise à promouvoir le rôle essentiel de la coopération Sud-Sud dans les efforts de développement de ces pays.

Le point d'orgue de cette réunion de deux jours a été l'adoption d'une déclaration ministérielle intitulée: "Du Programme d'action d'Istanbul à l'avenir que nous voulons en 2015 et après: mise en œuvre de la Stratégie opérationnelle de l'ONUDI en faveur des pays les moins avancés". Dans cette déclaration, les ministres ont souligné que l'impératif central des PMA était toujours d'éliminer la pauvreté, mais que cela ne serait possible que moyennant une croissance économique inclusive, durable et solide. Ils ont réaffirmé leur volonté d'assurer la transformation structurelle de leurs économies respectives, tout en insistant sur le fait que cet effort devait être soutenu par un partenariat mondial renforcé en faveur des PMA. Ils ont également souligné que l'égalité des sexes était essentielle pour mettre à profit la contribution des femmes au développement et reconnu le rôle joué par les économies émergentes dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Ils ont réaffirmé que le programme de développement pour l'après-2015 devrait tenir compte de manière équilibrée des trois dimensions (économique, sociale et environnementale) du développement durable et noté que l'accès aux marchés, la diversification de la production industrielle, l'élimination des contraintes pesant sur l'offre, la disponibilité des ressources, le

transfert de technologie et le renforcement des capacités de production étaient des facteurs cruciaux. Enfin, ils ont invité tous les partenaires à faire en sorte que l'ONUDI dispose de moyens financiers suffisants pour appliquer sa stratégie opérationnelle visant à assurer un développement industriel inclusif et durable dans les PMA.

## Petits États insulaires en développement

Les petits États insulaires en développement (PEID) voient leur viabilité économique menacée par diverses difficultés dont les pays continentaux de plus grande taille sont généralement épargnés. Leur petite taille, leur situation maritime et leur éloignement les rendent particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à la montée du niveau de la mer, tout en limitant leur potentiel de croissance économique. Ils sont également très tributaires des combustibles fossiles et de la biomasse traditionnelle pour leurs besoins en énergie. Au cours de l'année, l'ONUDI a noté que les PEID portaient un intérêt croissant à ses activités de coopération technique.

Dans le cadre de son initiative pour une énergie durable, l'Alliance des petits États insulaires a demandé à l'ONUDI d'aider, par l'intermédiaire de son réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables soutenus par les Gouvernements autrichien et espagnol, d'aider les pays insulaires des Caraïbes et du Pacifique à créer des centres pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Des discussions ont eu lieu avec les parties prenantes et un accord final sur les centres devrait être conclu en 2014. Dans le cadre d'une initiative parallèle, l'ONUDI a lancé, avec le soutien financier du Gouvernement autrichien, un nouveau programme visant à encourager les investissements dans les énergies renouvelables. Parmi les travaux déjà réalisés, on peut citer la préparation d'installations de démonstration des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans plusieurs États insulaires du Pacifique, dont Kiribati (transformation du thon), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (transformation du thon), le Samoa (eau chaude solaire pour une brasserie) et Vanuatu (emballage du bois et conditionnement de la viande).





Installation de panneaux photovoltaïques dans une île du Pacifique

En 2014, que l'Assemblée générale a proclamée année internationale des petits États insulaires en développement, l'ONUDI fera le bilan de ses partenariats avec les PEID, échangera avec eux les meilleures pratiques et des données d'expérience et leur donnera la possibilité de prospecter des domaines de coopération technique nouveaux ou plus étendus. L'ONUDI s'implique, en tant que forum mondial, aux côtés de partenaires dans les PEID et de l'Alliance des petits États insulaires, en se plaçant dans la perspective du développement industriel inclusif et durable. Elle a également participé activement aux activités préparatoires de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui se tiendra en septembre 2014 au Samoa et à laquelle elle prévoit d'apporter une contribution de fond importante.

## Pays à revenu intermédiaire

Les États membres de l'ONUDI appartenant à la catégorie des pays à revenu intermédiaire sont plus d'une

centaine. Ils sont répartis entre tous les continents et présentent des différences considérables pour ce qui est tant de la structure de leur économie que de la taille de leur population. L'industrialisation est considérée comme essentielle pour remédier à la pauvreté et aux inégalités dans ces pays, où vivent les deux tiers des pauvres de la planète.

La Conférence de haut niveau pour les pays à revenu intermédiaire a eu lieu en juin à San José, à un moment décisif où s'accéléraient les discussions en vue de déterminer le programme de développement pour l'après-2015. Cette réunion, qui a été accueillie par le Gouvernement costaricien et organisée par l'ONUDI, portait sur le thème suivant: "Problèmes du développement durable et coopération internationale dans les pays à revenu intermédiaire: le rôle des réseaux pour la prospérité". Des représentants de haut niveau de plus de 70 pays y ont assisté. Pendant trois jours, les participants ont notamment débattu du rôle des pays à revenu intermédiaire dans le programme de développement de l'après-2015, de la croissance et de la prospérité pour tous, des réseaux de connaissances, du développement industriel durable et du financement du développement. La Déclaration de San José adoptée à l'issue de la Conférence souligne l'importance d'asseoir le développement durable des pays à revenu intermédiaire sur la croissance industrielle, de renforcer le mandat de l'ONUDI et de préparer le lancement futur d'activités de coopération et de partenariats multisectoriels entre l'ONUDI et des chefs d'entreprise, des groupes de réflexion, des praticiens et des universitaires de haut niveau.

La plus grande partie des produits agroalimentaires refusés à l'importation proviennent des pays à revenu intermédiaire. Dans le cadre de ses travaux d'analyse sur le respect des normes commerciales, l'ONUDI a défini des critères de respect de ces normes, en particulier pour les pays à revenu intermédiaire, et a établi des fiches pays qui donnent un aperçu des performances commerciales et des exigences des marchés d'exportation dans le secteur agroalimentaire. Les fiches sont utiles aux décideurs pour fixer des priorités lorsqu'il s'agit de renforcer les capacités commerciales et d'investir dans des infrastructures pour garantir la qualité et le respect des normes. Les critères ont été lancés lors de la Conférence pour les pays à revenu intermédiaire, au cours de laquelle



l'ONUDI a organisé une manifestation spéciale sur le thème: "Respecter les normes — conquérir des marchés: la sécurité des consommateurs, facteur de croissance du commerce et de l'économie". Des données concernant les pays à revenu intermédiaire sont présentées dans le nouveau numéro de *Meeting Standards — Winning Markets*, publié en juin.

En mai, le Bélarus a organisé à Minsk une conférence sur la coopération entre les pays à revenu intermédiaire de la Communauté d'États indépendants (CEI), au cours de laquelle l'ONUDI a présenté un exposé sur les perspectives de développement durable dans les pays à revenu intermédiaire de la CEI et de l'Europe de l'Est et du Sud.

## Gestion

---

### Financement

La tendance positive observée ces dernières années s'est poursuivie: le montant net des fonds mis à la disposition de l'ONUDI pour ses programmes de coopération technique a atteint 187,4 millions de dollars, soit une augmentation de plus de 18% par rapport à 2012. Le portefeuille effectif de projets et de programmes, y compris les paiements futurs dus au titre d'accords signés, a atteint 477,7 millions de dollars, ce qui constitue un nouveau record. Cela devrait permettre à l'ONUDI d'augmenter le volume de ses services en 2014. Une fois de plus, ce sont l'environnement et l'énergie qui ont reçu la part la plus importante de l'ensemble des ressources (111,2 millions de dollars), suivis par la réduction de la pauvreté au moyen d'activités productives (41,9 millions de dollars), le renforcement des capacités commerciales (21,7 millions de dollars) et les programmes transversaux (12,6 millions de dollars).

### Financement provenant des pays et des organismes donateurs

Les fonds versés par des sources gouvernementales, dans le contexte tant de la coopération Nord-Sud que de la coopération Sud-Sud, sont restés au niveau élevé des dernières années, atteignant 98 millions de dollars. L'appendice B indique la répartition par région et

par priorité thématique des projets approuvés au titre du Fonds de développement industriel et des fonds d'affectation spéciale.

Le plus grand contributeur en 2013 a été le Japon, dont les contributions nettes (hors dépenses d'appui) aux budgets des projets ont atteint 16,7 millions de dollars, suivi par l'Union européenne (13,9 millions). Des contributions nettes supérieures à 1 million de dollars ont également été versées par la Suisse (11,5 millions), l'Égypte (7,5 millions), le Nigéria (6,8 millions), la Suède (4,7 millions), la Norvège (4,3 millions), l'Italie (3,4 millions), le Canada (2,5 millions), la Chine (2,2 millions), l'Allemagne (2,2 millions), l'Autriche (2 millions), la Fédération de Russie (1,8 million), la France (1,5 million), la République de Corée (1,1 million) et la Zambie (1,1 million).

### Financement provenant de fonds d'affectation spéciale multidonateurs

Le montant du financement public indirect des activités de coopération technique de l'ONUDI au titre de différents fonds d'affectation spéciale multidonateurs des Nations Unies a atteint 4,3 millions de dollars, dont 2,9 millions au titre de l'initiative "Unis dans l'action" et 1,4 million au titre de fonds d'affectation spéciale multidonateurs autonomes, y compris le Fonds pour la consolidation de la paix.

### Fonds pour l'environnement mondial

Les liens avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ont encore été renforcés et élargis. Le Directeur général s'est rendu au secrétariat du FEM à Washington en septembre pour des entretiens avec la direction du Fonds. Sur le plan technique, l'ONUDI a obtenu l'approbation de concepts préliminaires de projets d'adaptation au changement climatique devant être gérés par le Service du développement de l'agro-industrie, c'est-à-dire un service de l'ONUDI qui ne participait pas auparavant à l'exécution de projets financés par le FEM. Le cinquième cycle de reconstitution des ressources du FEM s'achèvera en juin 2014. L'ONUDI a déjà obtenu l'approbation de la majorité des concepts de projets, ce qui confirme que le chiffre de planification fourni dans le *Rapport annuel* de l'an dernier, à savoir 279,3 millions de dollars pour l'ensemble du cycle de reconstitution des ressources du FEM, est réaliste. Cela représenterait une augmentation de

plus de 40 % par rapport au portefeuille exécuté au cours du quatrième cycle de reconstitution. Le montant total net reçu du FEM en 2013 (34,8 millions de dollars) est du même ordre que celui reçu en 2012.

### Protocole de Montréal

Le financement au titre du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est élevé à 46,4 millions de dollars, soit 22,9 millions de plus qu'en 2012.

Le Comité exécutif du Fonds multilatéral ayant demandé de promouvoir le remplacement des hydrochlorofluorocarbones par des solutions ayant l'impact le plus faible possible sur l'environnement, l'ONUDI a élaboré des projets pilotes en Gambie et au Viet Nam. Le caractère novateur de ces projets réside dans leur méthode de financement (ils sont cofinancés par le Fonds multilatéral, le FEM, les gouvernements nationaux et des institutions des secteurs public et privé) et l'introduction de technologies novatrices sans danger pour la couche d'ozone et le climat et offrant un meilleur rendement énergétique. Cette méthode pourra être reproduite ultérieurement dans d'autres pays en développement.

### Fonds d'affectation spéciale

L'ONUDI a continué de gérer un certain nombre de fonds d'affectation spéciale non réservés à des fins spécifiques, principalement pour l'élaboration de nouveaux projets et programmes. Les contributions à ces fonds provenaient de soldes inutilisés au remboursement desquels il avait été renoncé, ainsi que d'autres sources. De nouvelles contributions à ces fonds permettraient à l'ONUDI d'élaborer des projets hautement prioritaires dans des domaines clés ainsi que de financer son éventuelle participation aux coûts.

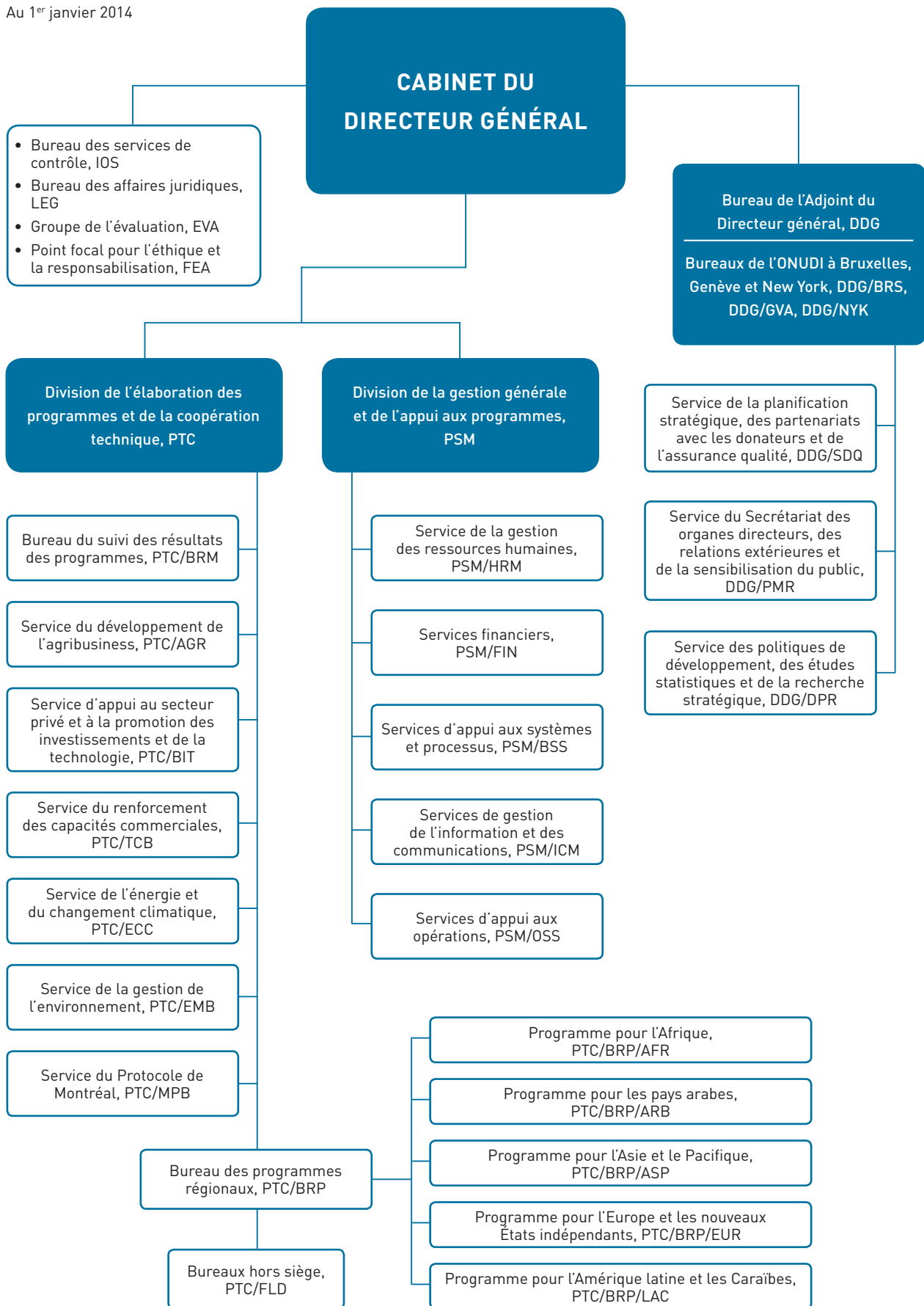
### Approbation et suivi des programmes

Sur les 146 projets qui ont été soumis au Comité d'approbation et de suivi des programmes au cours de l'année, 128 ont été approuvés, 1 a été rejeté et 17 devront être soumis une nouvelle fois avant qu'une décision ne soit prise. Le taux d'approbation global (88 %) est inférieur à celui de 2012 (91 %) mais nettement supérieur à ceux de 2011 (79 %) et de 2010 (75 %). Ces chiffres donnent à penser que la qualité d'ensemble des

propositions de projets et de programmes de l'ONUDI est en constante progression, et les observations de l'Unité de l'assurance qualité vont également dans le même sens. Sur l'ensemble des projets soumis au cours de l'année, 35 % devaient être exécutés en Afrique, 22 % en Asie et dans le Pacifique, 11 % dans la région arabe, 11 % en Europe et dans les nouveaux États indépendants et 9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les projets mondiaux et interrégionaux ont représenté 12 % des projets soumis. S'agissant de la répartition par domaine thématique, 45 % des projets présentés concernaient l'environnement et l'énergie, 37 % la réduction de la pauvreté et 10 % le renforcement des capacités commerciales, les 8 % restants étant des projets transversaux.

### Évaluation

Les projets et les programmes de l'ONUDI sont soumis à une évaluation approfondie et impartiale afin de déterminer l'utilité, l'efficacité et l'efficacités. Les conclusions du Groupe de l'évaluation apportent une contribution précieuse au processus stratégique de prise de décision de l'ONUDI. En 2013, l'ONUDI a mené ou finalisé des évaluations thématiques concernant ses interventions après une crise, les partenariats public-privé, le Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales et ses programmes régionaux pour le renforcement des capacités commerciales en Afrique de l'Ouest. Des rapports d'évaluation indépendants ont été publiés sur les activités de l'ONUDI en Fédération de Russie, en Iraq, au Mexique et en Zambie. L'ONUDI a également réalisé une évaluation de ses activités au Pakistan. On a continué à travailler sur un modèle pilote de décentralisation partielle de la gestion des évaluations obligatoires de fin de projet qui prévoit une participation accrue des responsables de projet au processus d'évaluation afin de favoriser une culture de l'évaluation au sein de l'ONUDI. Toutes les évaluations obligatoires de fin de projet ont été réalisées par des consultants indépendants, le Groupe de l'évaluation de l'ONUDI étant chargé de l'assurance de la qualité tout au long du processus. En octobre, un atelier régional sur la gestion de l'évaluation a été organisé avec des représentants des partenaires de l'ONUDI dans 15 pays africains.



## Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle

Le programme pour le changement et la rénovation organisationnelle est une initiative qui a été lancée en 2010 à l'échelle de l'Organisation pour faire en sorte que celle-ci réponde mieux aux besoins des bénéficiaires et aux attentes des donateurs. Ce programme triennal a apporté des ajustements fondamentaux aux opérations de l'ONUDI en renforçant la responsabilisation et la transparence, ainsi que le respect des normes externes. Le progiciel de gestion intégré (PGI) mis en œuvre par l'ONUDI n'a pas d'équivalent au sein du système des Nations Unies car il s'agit d'une solution intégrée unique qui couvre l'ensemble des opérations et des processus de l'Organisation tant au siège que sur le terrain.

Le programme s'est traduit par un accroissement de l'efficacité et de l'efficience dans l'ensemble de l'Organisation. Le PGI a permis de rationaliser les opérations grâce à ses modules de gestion des portefeuilles et des projets destinés à faciliter les activités de coopération technique et la gestion des ressources humaines, et la remise à plat des processus a eu pour effet de réduire le nombre d'étapes qu'ils comportent. La mise en service en début d'année des modules du PGI destinés à faciliter les principaux processus administratifs tels que les finances, les achats, la logistique et la gestion des voyages permettra notamment à l'ONUDI d'être plus productive avec les mêmes effectifs grâce à un meilleur travail d'équipe, une meilleure gestion des connaissances et une plus grande autonomie du personnel au siège et sur le terrain. Il est prévu de renforcer la culture de la gestion axée sur les résultats, de fournir des outils interactifs et des informations en temps réel aux parties prenantes internes et externes à diverses opérations, de simplifier la gestion des finances, les achats, la gestion des voyages et la logistique et d'adopter des outils de gestion des risques.

## Éthique

En 2013, un point focal indépendant pour l'éthique et la responsabilisation a continué d'assumer la fonction de contrôle et d'examen des déclarations de situation

financière et des déclarations d'intérêts que les fonctionnaires sont tenus de présenter. Au cours de l'année, il a examiné 53 déclarations de situation financière et 265 déclarations d'intérêts. Il a élaboré, à titre de contribution à la semaine du Bureau des services de contrôle interne pour la prévention de la fraude, un document sur les aspects culturels de la dénonciation d'abus (*Cultural aspects of whistle blowing*) et a contribué à l'actualisation des informations sur la mise en œuvre des recommandations du Corps commun d'inspection, à la révision du manuel des achats et à la réponse de l'ONUDI à un questionnaire d'autoévaluation soumis par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

## Personnel

Au 31 décembre 2013, l'ONUDI employait un effectif total de 693 personnes, dont 268 avaient été recrutées sur le plan international. Au cours des cinq dernières années, le pourcentage de femmes au sein du personnel est passé de 28,7% en 2009 à 31,3% en 2013. De plus amples renseignements sur le personnel de l'ONUDI figurent dans l'appendice I.

L'ONUDI a continué de mettre en œuvre deux cadres d'orientation au moyen des nouveaux outils de gestion des ressources, à savoir la politique régissant le recrutement et l'administration du personnel en vertu de contrats de service individuels et le nouveau système de suivi du comportement professionnel. Au cours de la période considérée, il a été attribué au total 2434 contrats de service individuels, dont 774 à des experts recrutés sur le plan international et 1660 à des experts recrutés sur le plan local. La direction générale a examiné la mise en œuvre du premier cycle complet du système de suivi du comportement professionnel couvrant l'année 2012, y compris les réponses multiévaluateurs. Il a été noté que l'outil en ligne avait permis une augmentation globale du taux de conformité, qui avait franchi la barre des 95% en avril. Par ailleurs, les promotions au mérite accordées en 2013 l'ont été conformément au système de suivi du comportement professionnel. Au total, 422 cours de formation ont été dispensés au personnel pendant l'année (voir appendice J).

## Services d'appui et gestion des installations

Les biens et les services représentent une part considérable de l'assistance technique de l'ONUDI. En 2013, un total de 3225 contrats ou bons de commande d'une valeur globale d'environ 20,2 millions d'euros ont été passés ou délivrés de façon décentralisée. Pour les marchés centralisés, les chiffres correspondants ont été respectivement de 625 et 83,0 millions d'euros. La mise en service du module de gestion des relations avec les fournisseurs du PGI a fait de l'ONUDI la première entité du système des Nations Unies à disposer d'une fonctionnalité de passation des marchés en ligne entièrement intégrée et fluide. Il en a résulté une amélioration significative de la qualité qui a eu pour effet d'accroître l'efficacité et la transparence de toutes les opérations de gestion de la chaîne d'achat et de distribution. Le nouveau manuel des achats a été lancé en juillet 2013 dans le cadre du processus de gestion du changement en cours à l'ONUDI et des efforts que celle-ci continue de déployer pour accroître la transparence et renforcer son système de contrôle interne.

De même, la mise en œuvre complète du module de gestion des voyages du PGI a permis d'atteindre le chiffre de 50% de réservations en ligne pour l'ensemble des voyages et de réaliser ainsi des économies considérables sur les frais de réservation. Cette augmentation a été facilitée par la formation en salle ou en ligne qui a été dispensée à plus de 400 membres du personnel au siège et dans les bureaux extérieurs.

En 2013, l'ONUDI a mené à son terme la procédure d'appel d'offres pour les services de restauration du Centre international de Vienne et attribué un nouveau contrat qui se traduit par un changement de modèle économique prévoyant l'externalisation complète des services de restauration et la participation du nouveau prestataire aux frais de rénovation des locaux et des équipements qui leur sont affectés. Ainsi, la charge

administrative que représente pour l'ONUDI la gestion opérationnelle et financière des services de restauration se trouvera réduite et il sera possible de rénover les locaux malgré le caractère limité des ressources disponibles.

L'ONUDI fournit des services de gestion des bâtiments à toutes les organisations installées au CIV et est responsable de l'exploitation sûre et fiable et de l'entretien des bâtiments, des équipements, des appareils et du mobilier. En 2013, un certain nombre de projets de longue durée ont été menés à bien, notamment les travaux de désamiantage des locaux, qui ont duré 10 ans, ainsi que le réaménagement et la modernisation des installations de conférence du bâtiment C. De même, les trois buffets des délégués dans le bâtiment C ont été rouverts après avoir été remeublés et rééquipés. La remise à plat des processus du Service de la gestion des bâtiments a été achevée et le consultant indépendant auquel il avait été demandé de procéder à un examen et d'établir un diagnostic a présenté ses recommandations. La mise en service dans le bâtiment M du nouveau centre de données extrêmement complexe de l'Office des Nations Unies à Vienne a également été achevée.

Dans le cadre d'une initiative du Groupe de la gestion de l'environnement, l'organe de coordination du système des Nations Unies pour l'environnement et les établissements humains, les organisations du système procèdent à des examens mutuels de leur profil et de leur performance en matière d'environnement en mettant l'accent sur la façon dont ils en assurent la gestion. L'examen du CIV, qui a commencé au cours de l'année et a donné lieu à des visites des locaux, a porté sur les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des déchets et de l'eau et la sensibilisation du personnel. Le rapport d'examen comprendra des données factuelles, une évaluation indépendante et des recommandations non contraignantes, et donnera acte des résultats obtenus et des meilleures pratiques.





## RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

---

► Selon les mots du Directeur général de l'ONUDI, LI Yong, l'industrialisation est le processus global par lequel les pays passent d'un bas niveau de développement à un niveau de développement plus élevé. Aucune institution ne saurait, à elle seule, faire ce parcours, qui nécessite de solides partenariats avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, les institutions financières internationales, le secteur privé, les milieux universitaires, la société civile et les autres parties prenantes. L'ONUDI a toujours collaboré étroitement avec d'autres organismes, mais au regard de la complexité de son mandat actuel, de la diversité des pays bénéficiaires et des grandes attentes des bailleurs de fonds, elle doit impérativement s'inscrire de nouveau dans la logique d'un partenariat renforcé qui devra se traduire par des solutions de développement durable intégrées, globales et cohérentes.

## L'ONUDI et le système des Nations Unies

---

En tant qu'organe de coordination des questions sociales, économiques et autres questions connexes, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) rassemble les chefs de 29 institutions spécialisées des Nations Unies. À sa première session ordinaire de 2013, tenue à Madrid en avril, l'ONUDI était représentée par son ancien Directeur général, Kandeh K. Yumkella, qui a entendu l'éloge fait à l'ONUDI pour le rôle majeur qu'elle a joué dans l'organisation de la campagne de la Journée mondiale de l'eau 2014 sur le thème "Eau et énergie". La seconde session ordinaire et de réflexion, qui s'est tenue à New York en novembre, était consacrée aux moyens de faire en sorte que le système des Nations Unies soit mieux adapté au contexte de l'après-2015. L'ONUDI était représentée par son nouveau Directeur général, Li Yong, selon qui les partenariats sont une condition préalable pour réussir à mettre en place tout un ensemble de "moyens d'exécution" comme le transfert de technologie, l'échange de connaissances, le développement des compétences, l'accès aux marchés, les infrastructures et la bonne gouvernance.

Un nouveau partenariat, annoncé en début d'année, vise à promouvoir l'économie verte comme vecteur du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Pour donner suite aux conclusions du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé *L'avenir que nous voulons*, l'ONUDI s'est associée au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et à l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour créer un Partenariat pour l'action en matière d'économie verte (PAGE) (voir chapitre 5).

En février, l'Organisation des Nations Unies a inauguré une nouvelle structure à Nairobi, visant à accélérer le transfert de technologie et de savoir-faire liés au climat vers les pays en développement afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer la résilience aux changements météorologiques, à la sécheresse, à l'érosion des sols et aux autres effets du changement climatique. Le Centre et Réseau des

technologies climatiques a été mis en place par l'ONUDI et le PNUE, en collaboration avec un consortium de 13 institutions.

En novembre, une nouvelle initiative de développement durable (WIPO GREEN) a été lancée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour contribuer à accélérer l'adaptation, l'adoption et la mise en œuvre de solutions en matière de technologies vertes. WIPO GREEN met les fournisseurs de technologies en rapport avec les demandeurs de technologies et propose toute une gamme de services destinés à favoriser des transactions commerciales mutuellement avantageuses. Le rôle de l'ONUDI en tant que partenaire de l'initiative sera de faire largement connaître les options disponibles, en particulier dans le cadre de la Plate-forme ONUDI/PNUE pour l'industrie verte et du Centre et Réseau des technologies climatiques.

Le Réseau mondial ONUDI-PNUE de production propre et économe en ressources vise à assurer une utilisation rationnelle des ressources et la performance environnementale des entreprises et des organisations par l'application plus large, efficace et mieux intégrée de méthodes, de techniques et de politiques de production propre et économe en ressources, notamment en réunissant les fournisseurs de services connexes et en facilitant la collaboration Sud-Sud et le transfert des meilleures pratiques, techniques et politiques.

Tout au long de l'année, l'ONUDI a participé à plusieurs groupes de travail et équipes spéciales chargés de certains aspects du programme de développement pour l'après-2015 et contribué à l'établissement de rapports et de documents finals dans ses domaines de compétence. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et l'initiative Énergie durable pour tous, l'ONUDI a dirigé la consultation thématique mondiale sur l'énergie, une de la série de consultations thématiques mises en place en 2012 pour aider à donner corps au programme pour l'après-2015. Si les consultations ont en général été menées en ligne, le processus comportait également une série de réunions régionales. Enfin, un dialogue de haut niveau sur l'énergie dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 s'est tenu à Oslo en avril.



## UNIS DANS L'ACTION

L'ONUDI a continué de participer activement aux processus interinstitutions relatifs à la cohérence de l'action du système des Nations Unies et à l'initiative "Unis dans l'action" et de veiller ainsi à ce que son mandat et ses intérêts soient dûment pris en compte dans les documents et les processus de décision pertinents. L'Organisation a, par exemple, suivi la mise en œuvre des priorités stratégiques 2013-2016 du Groupe des Nations Unies pour le développement découlant de la résolution 67/226 sur l'examen quadriennal complet visant à maximiser l'impact des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Elle a également contribué à l'élaboration de procédures opératoires normalisées destinées à améliorer la mise en œuvre de l'initiative "Unis dans l'action", ainsi qu'à l'examen du système de gestion et de redevabilité de l'ONU sur le développement et les coordonnateurs résidents, et du mode de fonctionnement des processus. En tant que membre du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives, l'Organisation travaille en collaboration avec les organismes partenaires des Nations Unies pour assurer la cohérence de l'action du système dans certains pays.

Au niveau opérationnel, l'ONUDI a participé à la programmation conjointe au niveau des pays, y compris la formulation de Plans-cadres des Nations Unies pour



Contribution à la formation de jeunes entrepreneurs au Mozambique

l'aide au développement dans 30 pays, couvrant l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les pays arabes, l'Europe et les nouveaux États indépendants (NEI). Au Viet Nam, l'ONUDI a été le facilitateur principal des consultations de l'après-2015 sur le rôle du secteur privé, et, en Europe, elle a tout particulièrement pris part à la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des interventions au titre de l'initiative "Unis dans l'action" en Albanie, au Kirghizistan, au Monténégro et en République de Moldova; elle a également contribué à l'évaluation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2010-2014 en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres pays. Au Mozambique, l'ONUDI a joué un rôle important en ce qui concerne la promotion de l'emploi des jeunes pour un développement économique

équitable et durable, ainsi que les composantes énergétiques du Plan-cadre. Ailleurs, des progrès importants ont également été accomplis dans la mise en œuvre des Plans-cadres en Colombie, en Égypte, en Jordanie, au Mexique, au Soudan et dans d'autres pays.

L'ONUDI a également contribué à l'élaboration du nouveau Plan-cadre pour l'État de Palestine. Dans le cadre de ce nouveau programme, elle apportera son aide au développement de chaînes de valeur dans l'agro-industrie, ainsi qu'au développement de l'industrie de la pierre et de la culture, et à la formation des jeunes et des femmes à l'entrepreneuriat. La mise en œuvre du nouveau Plan-cadre permettra à la population de l'État de Palestine de jouir d'une plus grande autonomie économique, d'améliorer ses conditions de vie, l'accès à des emplois décents et à la sécurité alimentaire. ■

Le Directeur général était l'un des orateurs principaux de la cinquième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, tenue à New York en novembre, où l'ONUDI a pris la tête de la collaboration interinstitutions qui a abouti à l'établissement d'un document d'information sur la croissance économique inclusive et durable, le développement des infrastructures et l'industrialisation. L'Organisation a également apporté sa contribution au rapport du Secrétaire général intitulé *Une vie de dignité pour tous: accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015*. Il ressort des recommandations du rapport qu'il importe au plus haut point de mettre l'accent sur la croissance inclusive, l'emploi décent et la protection sociale.

Lors du Forum de l'énergie de Vienne, en mai, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont signé un mémorandum d'accord relatif à des projets et programmes conjoints sur la promotion d'industries et de technologies plus propres en milieu urbain. L'ONUDI collabore actuellement avec ONU-Habitat dans le cadre d'un programme de logements sociaux en El Salvador et des négociations sont en cours pour étendre ce programme au Brésil, à la Colombie, à Cuba et au Nicaragua.

L'ONUDI et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aident les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à lutter contre le problème croissant de l'épuisement des ressources forestières. Des représentants des établissements d'enseignement et de formation en foresterie de l'Afrique du Sud, du Malawi, de la Zambie et du Zimbabwe ont participé à une réunion de trois jours en Afrique du Sud en novembre pour jeter les bases d'un nouveau projet de renforcement des centres de formation forestière et des industries du bois et promouvoir les emplois verts dans la région de la SADC. Dans le cadre de ce projet, l'ONUDI contribuera à la formation et à la création d'emplois dans l'industrie forestière et du bois, essentiels pour l'emploi rural et la réduction de la pauvreté.

Nombre de projets et de programmes auxquels participe l'ONUDI sont par nature pluri-institutionnels, les partenaires se chargeant d'un ou de plusieurs

domaines spécifiques. Dans le cadre de son programme de consortiums d'origine, par exemple, l'ONUDI collabore avec le Centre du commerce international CNUCED-OMC, la FAO et l'OMPI à l'élaboration d'un programme visant à apporter de la valeur ajoutée aux produits alimentaires et artisanaux d'une région ou d'un pays. Les projets d'appui aux communautés vulnérables touchées par la crise (le programme sur les moyens de subsistance durables dans la province de Khorasan Razavi en République islamique d'Iran ou dans la province de Herat en Afghanistan, par exemple) nécessitent souvent que l'Organisation coopère avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. En Éthiopie, l'ONUDI travaille avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à l'élaboration d'une politique nationale de groupement des petites et moyennes entreprises (PME). Elle continue de collaborer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le domaine de la prévention de la corruption pour favoriser le développement des PME.

## Activités régionales

---

Le réseau des bureaux extérieurs de l'ONUDI est composé de bureaux régionaux, bureaux de pays, comptoirs et centres nationaux de liaison (soit 55 bureaux employant 142 fonctionnaires nationaux et internationaux). Les pays dans lesquels l'ONUDI n'a pas de représentation sont desservis par les programmes régionaux correspondants au siège, à savoir le Programme pour l'Afrique, le Programme pour les pays arabes, le Programme pour l'Asie et le Pacifique, le Programme pour l'Europe et les nouveaux États indépendants et le Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

### Afrique

L'ONUDI a organisé un certain nombre de réunions clefs en Afrique au cours de l'année, notamment la vingtième Conférence des ministres africains de l'industrie de l'Union africaine (CAMI-20). Mise en place par l'ONUDI en 1971 comme une mesure panafricaine de promotion du développement industriel accéléré et

durable, la session de cette année, qui s'est tenue à Nairobi en juin et était organisée en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine, visait à accélérer le développement en Afrique au regard du cadre de développement de l'après-2015. La déclaration issue de la CAMI 20 a fait référence en particulier à la coopération Sud-Sud, au développement du secteur privé, aux énergies renouvelables, aux industries vertes, au financement à long terme, ainsi qu'à la qualité, aux normes et à la métrologie. Elle s'est penchée en outre sur les progrès réalisés au titre des projets et des programmes exécutés par l'ONUDI dans le cadre du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA). Certains projets AIDA mis au point en 2012 et achevés en 2013 portaient notamment sur le développement d'entreprises régionales et la promotion des investissements pour une industrialisation menée par le secteur privé, et la modernisation et la mise à niveau industrielles dans certaines communautés économiques régionales.

La cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) s'est tenue en juin. À cette occasion, plusieurs manifestations parallèles ont été organisées par l'ONUDI, notamment sur les technologies propres pour le développement industriel durable de l'Afrique, en collaboration avec l'Union africaine. TICAD V a notamment abouti à l'adoption de la Déclaration de Yokohama de 2013 "Main dans la main avec une Afrique plus dynamique" et du Plan d'action de Yokohama 2013-2017. En juillet, des spécialistes de l'économie, du développement industriel, du secteur manufacturier et de l'industrie se sont réunis à Halbtorn (Autriche) pour examiner un projet de livre qui devrait être publié en 2014 sur la nouvelle révolution industrielle et ses implications pour l'Afrique. La Journée de l'industrialisation de l'Afrique a été célébrée le 22 novembre au siège de l'ONU à New York, au siège de l'ONUDI à Vienne et dans les bureaux extérieurs, sur le thème de la création d'emplois et du développement de l'entrepreneuriat comme moyen d'accélérer l'industrialisation.

En 2013, l'ONUDI a mis au point des programmes de pays pour l'Angola, le Burkina Faso, le Lesotho, le Niger, l'Ouganda, la Sierra Leone et le Togo, créant ainsi un cadre de référence pour la coopération technique entre elle et les pays concernés. De

nouveaux programmes sont actuellement en cours d'élaboration pour les pays suivants: Bénin, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Madagascar, Mozambique, Rwanda, Sénégal et Tchad.

## Pays arabes

La croissance économique constante mais inégale observée dans les pays arabes ces dernières années témoigne de la diversité des pays de la région, qui vont des riches producteurs de pétrole aux pays les moins avancés. Il y a eu une augmentation simultanée, d'une part, de la consommation de ressources, et, d'autre part, de la production de déchets et de la pollution. Une consommation plus rationnelle des ressources et une gestion écologiquement rationnelle des déchets et de la pollution contribueront non seulement à rendre l'industrie plus écologique, mais offriront aussi des opportunités d'investissement dans de nouvelles entreprises vertes de biens et services environnementaux. Les troubles et les changements politiques récents intervenus dans plusieurs pays de la région mettent en évidence la nécessité d'une économie qui offre des possibilités d'emploi suffisantes pour une nouvelle génération de plus en plus instruite et qualifiée.

En 2013, l'ONUDI a axé ses activités sur le relèvement après les conflits et lancé plusieurs projets de cohésion sociale et de sécurité humaine en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Soudan et en Tunisie dans le cadre du mécanisme de financement supplémentaire du Gouvernement japonais. En avril, l'Organisation a participé à la Conférence internationale de donateurs pour le Darfour accueillie par le Gouvernement qatarien à Doha, et a en outre codirigé, avec la Banque mondiale, le Groupe thématique sur le développement du secteur privé dans le cadre de la Stratégie du Darfour. Pendant la Conférence générale à Lima, l'ONUDI a signé une déclaration commune avec la Libye sur le développement industriel durable devant favoriser la croissance inclusive et la création d'emplois en Libye. En Algérie, elle a contribué au programme "Une ONU" dans le domaine de l'agro-industrie et de la compétitivité industrielle, tandis qu'au Liban elle a présenté des propositions visant à

soutenir les efforts déployés par le Gouvernement pour aider les déplacés syriens.

En avril, l'ONUDI a coorganisé le quatrième Forum annuel du Golfe pour l'environnement à Riyad, axé sur les énergies renouvelables, la gestion des déchets, l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'eau et les eaux usées et les technologies environnementales. Depuis sa création en 2010, le Forum annuel du Golfe pour l'environnement, principale tribune en Arabie saoudite pour examiner les questions environnementales dans la région, a attiré des écologistes, des scientifiques, des économistes et des décideurs de partout dans le monde.

L'ONUDI a organisé une série d'ateliers pour les services de contrôle de la qualité de différents pays de la région arabe — laboratoires, organismes de normalisation, organismes de certification, organismes de protection des consommateurs et secteur privé — lors desquels les participants ont eu l'occasion de

*“La nouvelle vision de l'ONUDI, axée sur le développement industriel inclusif et durable, est pleinement conforme à la priorité de la Chine concernant les perspectives de développement futur”.*

Le Président de la Chine Xi Jinping



[De d. à g.] Le Président de la Chine et le Directeur général de l'ONUDI

répertoire des pratiques professionnelles pour ce qui est de l'ouverture, de l'impartialité, de la confidentialité et de la compétence. Un atelier régional pour les pays arabes sur les statistiques industrielles et les classifications, tenu à Doha en septembre, a été organisé conjointement par l'ONUDI et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, la Division de statistique de l'ONU, l'Organisation arabe pour le développement industriel et les industries extractives et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe.

## Asie et Pacifique

La Conférence TICAD V à Yokohama (Japon) en juin a été un moment fort des activités de l'ONUDI dans la région Asie et Pacifique en 2013 et l'Organisation y a joué un rôle encore plus important que par le passé en ce qui concerne sa participation et l'organisation de manifestations parallèles. Lors de la manifestation parallèle sur les technologies plus propres, l'ONUDI a examiné les possibilités de développement économiquement, socialement et écologiquement durable. Les discussions ont porté sur les investissements dans des technologies de production à faible intensité de carbone, économes en ressources et plus propres, le développement des PME et la promotion des investissements en faveur de la Communauté d'Afrique de l'Est.

L'ONUDI a participé à un certain nombre de réunions préparatoires à l'Année internationale des petits États insulaires en développement en 2014, notamment à la réunion de la région du Pacifique préparatoire à la troisième Conférence internationale des petits États insulaires en juillet. Au cours de l'année, elle a lancé un projet de développement de la pêche pour les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu. Selon un récent rapport de la Banque asiatique de développement, le changement climatique aura un effet négatif sur les secteurs économiques clés du Pacifique, notamment l'industrie de la pêche.

En 2013, un programme de pays pour la période 2013-2017 a été formulé, approuvé et signé pour l'Inde, en coopération avec le Gouvernement indien. Un accord est également intervenu sur la formulation d'un programme de pays pour le Myanmar, qui comportera un volet important sur la politique industrielle.

Dans le prolongement de la table ronde de haut niveau de 2012 sur l'Asie 2050, l'ONUDI et le Gouvernement chinois ont organisé en septembre une table ronde sur le rôle des parcs industriels dans la mise en place d'une ceinture de croissance économique eurasienne, dans le cadre de la troisième Exposition Chine-Eurasie à Urumqi (Chine). Les discussions ont porté sur les lignes directrices pour l'industrie verte et la conception écologique de parcs industriels, ainsi que sur la contribution de partenariats public-privé. Des experts ont présenté des modèles de parcs industriels qui ont réussi dans la région, appelant ainsi l'attention sur l'importance de la croissance verte et des partenariats régionaux. Également en Chine, l'ONUDI a organisé la Conférence de 2013 sur l'industrie verte à Guangzhou en novembre, en coopération avec le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information et a renforcé sa coopération avec l'Université normale de Beijing dans le domaine du développement écologique.

À l'occasion de sa visite en Chine en novembre, le Directeur général a rencontré le Président chinois et discuté des relations fructueuses entre la Chine et l'ONUDI ces 40 dernières années. Le Président Xi Jinping a fait l'éloge de l'ONUDI pour l'aide qu'elle apporte aux pays en développement dans la réalisation de leurs aspirations en matière de développement industriel. Il a souligné que la Chine a toujours soutenu la cause du développement international et il a exprimé la volonté de son pays de collaborer étroitement avec l'ONUDI. Il s'est en particulier déclaré très favorable à la coopération Sud-Sud pour contribuer au développement des autres pays en développement, coopération qui soit fondée sur le principe des avantages mutuels et qui soit gagnant-gagnant.

## Europe et nouveaux États indépendants

En février, l'ONUDI a organisé une réunion d'information à l'intention des représentants de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Géorgie, de la République de Moldova, de la Slovénie et de l'Ukraine, ainsi que d'une délégation de l'Union européenne, concernant le Programme de démonstration régional sur la production propre et économe en

ressources pour la région du Partenariat oriental de l'Union européenne. Le projet, financé par l'Autriche, la Slovénie, l'Union européenne et l'ONUDI, vise à améliorer l'utilisation rationnelle des ressources et la performance environnementale dans les secteurs industriels prioritaires — agroalimentaire, produits chimiques et matériaux de construction — par l'adaptation et l'adoption généralisées des méthodes, pratiques et techniques de production propre et économe en ressources. Ce projet de coopération technique d'une durée de quatre ans sera exécuté en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme partenaire principal, la Commission économique pour l'Europe, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'ONUDI, dans le cadre du projet général financé par l'UE "Écologisation des économies dans les pays du voisinage oriental".

L'ONUDI a contribué à l'élaboration d'un document de sensibilisation interinstitutions publié par la Commission économique pour l'Europe sur le développement inclusif et durable en Europe et en Asie centrale, intitulé *Building more inclusive, sustainable and prosperous societies in Europe and Central Asia: A common United Nations vision for the post-2015 Development Agenda*. Son dossier présentait l'évolution des modes de production, une vue d'ensemble du changement structurel économique et de l'utilisation rationnelle des ressources et des matériaux dans la région, ainsi que des recommandations sur les mesures politiques visant à promouvoir une croissance économique durable à faible émission de carbone.

L'ONUDI a mis au point un certain nombre de propositions de projet pour la région en 2013, en coopération avec l'Union européenne (diversification économique, utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, sous-traitance et normalisation, métrologie, essais et contrôle de l'infrastructure de la qualité), la Fédération de Russie (compétitivité en Arménie; transformation des produits alimentaires au Bélarus; matériaux de construction au Kirghizistan; et Programme de l'ONUDI relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat pour le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan) et les Gouvernements autrichien et géorgien en tant que donateurs potentiels pour des projets en Géorgie (industries créatives, transformation des fruits, secteurs de l'alimentation et des boissons, développement



des consortiums d'origine, obstacles techniques au commerce, jeunesse, utilisation rationnelle de l'énergie et technologies propres).

En octobre, l'ONUDI est convenue avec le Gouvernement bélarussien d'un cadre de coopération à l'appui du développement industriel inclusif et durable. Le document-cadre ouvre la voie à l'établissement d'un portefeuille de projets de coopération technique et définit des domaines thématiques de coopération conformes aux priorités de développement du Gouvernement. La priorité sera accordée aux domaines suivants: environnement et énergie, innovation et développement, transfert de technologies, promotion des investissements, développement des PME, contrôle de la qualité et secteurs de l'agroalimentaire et de l'automobile.

## Amérique latine et Caraïbes

La tenue de la quinzième session de la Conférence générale au Pérou a montré l'importance que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes accorde à l'industrie dans le cadre de son développement économique et social et a en outre attiré l'attention sur les possibilités croissantes qu'elle offre. Plus de 30 ministres et vice-ministres de l'industrie des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont assisté à une Conférence ministérielle de l'ONUDI en décembre immédiatement avant la Conférence générale. La Conférence ministérielle a souligné combien la production industrielle et le commerce, en particulier l'innovation et le transfert de technologie en vue du développement industriel durable, étaient importants pour une croissance économique inclusive et durable dans la région. Elle s'est achevée par une déclaration ministérielle sur le développement industriel dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui a reconnu, entre autres, le rôle particulier de l'ONUDI dans la promotion du développement industriel inclusif et durable et a appelé l'Organisation à favoriser le dialogue entre les parties prenantes dans la région pour atteindre cet objectif. Selon le Directeur général, "la région dispose d'un énorme potentiel qui lui permettra de progresser sur le plan économique au cours des prochaines décennies. Ses ressources naturelles, sa population, sa main-d'œuvre et son marché régional ne feront que

renforcer ses capacités du point de vue de son intégration économique, politique et culturelle."

Les délégations qui ont participé à la Conférence de haut-niveau des pays à revenu intermédiaire, tenue à San José en juin avec l'appui de l'ONUDI, ont reçu des informations sur la Banque du savoir industriel, mécanisme de coopération tripartite novateur visant à promouvoir l'échange de connaissances et de compétences spécialisées pour améliorer les capacités industrielles et productives en Amérique latine et dans les Caraïbes, et qui constitue l'une des contributions les plus importantes de l'ONUDI à la coopération Sud-Sud. La Banque du savoir industriel, créée en 2009, a permis à l'ONUDI de jouer un rôle actif en mettant en relation les donateurs et les bénéficiaires de connaissances et ses propres compétences, pour promouvoir le transfert de connaissances stratégiques et, à terme, réduire les coûts du développement. Une nouvelle initiative a été lancée en cours d'année, pour améliorer l'efficacité des projets et des programmes dans la région, par la formation de groupes stratégiques de pays qui partageront leurs expériences pour porter un message commun.

En octobre 2013 à Caracas, l'ONUDI a rencontré de hauts représentants de la région d'Amérique latine et des Caraïbes au siège du Système économique latino-américain et caraïbe pour se pencher sur les activités préparatoires à la Conférence ministérielle de la Communauté des États d'Amérique latine et Caraïbe (CELAC) prévue en 2014. L'ONUDI et la CELAC s'associeront pour promouvoir le développement industriel inclusif et durable dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans ce cadre, l'ONUDI se chargera principalement de renforcer les chaînes de valeur des PME et les programmes de consortiums d'exportation dans la région.

## Bureaux de liaison de l'ONUDI

---

Le rôle des trois bureaux de l'ONUDI à New York, à Genève et à Bruxelles est de maintenir le contact sur place avec les États membres, les bureaux de l'ONU, l'Union européenne et d'autres partenaires de développement; représenter l'ONUDI aux réunions internationales; assurer une bonne circulation de

l'information avec le siège; préparer les visites du Directeur général et des autres responsables de l'ONUDI; établir et maintenir des contacts avec la société civile, le monde universitaire et le secteur privé; et organiser des manifestations pour l'ONUDI. Les bureaux veillent également à ce que les partenaires de développement soient tenus informés des activités de l'ONUDI. L'information est relayée par l'intermédiaire du Bureau de l'Adjoint du Directeur général vers les différents services et groupes au siège de l'ONUDI et vers les bureaux extérieurs et contribue à la formulation de stratégies et approches organisationnelles, à l'élaboration de projets de coopération technique et d'activités à titre de forum mondial ainsi que de décisions de gestion sur des questions particulières.

## New York

Grâce à sa forte présence au siège de l'ONU, l'ONUDI peut participer activement aux processus intergouvernementaux et interinstitutions pour définir le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable. Le Bureau de New York a soutenu une initiative des États membres de créer un groupe des "Amis du développement industriel inclusif et durable", qui se révèle être un ardent défenseur du mandat et de la vision de l'ONUDI. L'Organisation a été représentée au sein d'un certain nombre d'équipes et de groupes de travail clés, notamment l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015, l'Équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, la Consultation thématique sur la croissance et l'emploi du Groupe des Nations Unies pour le développement et le Groupe consultatif interinstitutions du Groupe des Nations Unies pour le développement.

Onze Représentants permanents auprès de l'ONU à New York ont participé à une manifestation spéciale pendant la Conférence générale de l'ONUDI (voir chapitre 1). Dans un dialogue ouvert, ils ont examiné les défis à relever et les possibilités que présente le développement industriel inclusif et durable dans la formulation et la négociation du programme de développement pour l'après-2015.

La contribution de l'ONUDI, qui soulignait le rôle crucial des partenariats public-privé dans le développement durable, a été prise en compte dans le rapport du Secrétaire général intitulé *La science, la technologie et l'innovation, ainsi que les perspectives ouvertes par la culture, au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour l'examen ministériel annuel 2013 du Conseil économique et social des Nations Unies*. L'ONUDI a en outre aidé à orienter les travaux concernant un document de réflexion sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire qui devrait être examiné en juillet 2014.

## Genève

Genève accueille 22 organisations internationales, ainsi que 24 missions permanentes auprès de l'ONUDI pour lesquelles le Bureau de Genève assume une fonction de liaison cruciale. Au cours de l'année, le Bureau a participé à plus de 120 conférences, manifestations, ateliers et séminaires organisés par la communauté internationale et facilité environ 80 missions entreprises par le personnel de l'ONUDI pour assister à des réunions multilatérales et tenir des discussions avec des institutions sœurs. Il a entretenu des contacts avec la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé à travers sa participation à de nombreuses manifestations, notamment la série des déjeuners internationaux de Genève, forum de débat pour cadres et professionnels de haut niveau de la communication et de la politique sur les défis actuels que pose le système multilatéral.

Par l'intermédiaire de son Bureau de Genève, l'ONUDI a contribué à l'élaboration de plusieurs documents interinstitutions et conjoints, notamment en formulant des observations sur les *Lignes directrices pour la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III)*, qui se tiendra en 2016. Elle a également participé à quatre manifestations parallèles sur l'environnement organisées en marge de la réunion des Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, tenue en mai, sur les industries vertes, les déchets électroniques, la gestion des produits chimiques et des déchets et les plans nationaux de mise en œuvre. Lors du Salon de l'innovation organisé

à Genève en juin par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, l'ONUDI a eu l'occasion de faire connaître les activités qu'elle mène dans le domaine de l'énergie.

Lors du quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce sur le thème: "Se connecter aux chaînes de valeur", tenu au siège de l'Organisation mondiale du commerce à Genève, l'ONUDI a coorganisé une manifestation parallèle intitulée "De la conformité avec les normes à la valeur partagée: les chaînes de valeur face aux défis du développement".

## Bruxelles

Cette année, le partenariat entre l'ONUDI et les institutions de l'Union européenne (UE) a été approfondi et élargi. La valeur des accords de financement signés en 2013 entre l'ONUDI et les institutions de l'UE a permis d'atteindre un montant record de fonds mobilisés (y compris les versements annoncés au titre d'accords signés) pour la période. Grâce à des dialogues politiques de haut niveau, le rôle et les compétences de l'ONUDI ont été pris en compte dans de nombreux documents et déclarations communes concernant les secteurs de l'agribusiness, le développement des PME, l'énergie durable, l'emploi des jeunes, l'industrie verte et l'utilisation rationnelle des ressources.



[De g. à d.] Kandeh K. Yumkella, ancien Directeur général de l'ONUDI et Janez Potočnik, Commissaire en charge de l'environnement, ont signé une déclaration commune UE-ONUDI sur l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources, à Bruxelles, en avril.

En avril, une déclaration commune UE-ONUDI a été signée avec le Commissaire Potočnik pour promouvoir la coopération dans les domaines de l'industrie verte, de l'utilisation rationnelle des ressources et de l'environnement. Fin avril, le Directeur général a été l'un des orateurs principaux à l'atelier de l'Union européenne à Bruxelles, "Agribusiness européen en Afrique: opportunités et défis". L'atelier s'est achevé par une déclaration commune préconisant une collaboration plus forte entre les deux organisations dans le domaine de l'agribusiness, ainsi qu'un alignement de l'initiative AIDA et du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique.

En juin, le Directeur général a participé à Bruxelles à une réunion de la Plate-forme européenne pour une utilisation efficace des ressources (EREP), dont l'ONUDI est membre, qui a approuvé le "Manifeste pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources", document d'orientation majeur pour susciter une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources.

## Coopération avec d'autres acteurs internationaux

Au cours de l'année, 76 organisations non gouvernementales ont bénéficié du statut consultatif auprès de l'ONUDI, deux d'entre elles ayant récemment rejoint le réseau: la Fondation AVSI (Association des volontaires pour le service international) et le Center for Global Dialogue and Cooperation.

Les partenaires avec lesquels l'Organisation a largement coopéré cette année sont notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, l'Union africaine, le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Chambre de commerce internationale, la Société financière internationale, le Système économique latino-américain et caraïbe et la Ligue des États arabes. L'ONUDI a conclu un certain nombre de partenariats qui devraient aussi être le prélude à une plus grande efficacité de l'assistance technique qu'elle fournit. La plupart des projets et programmes de l'ONUDI s'appuyant sur des partena-



riats efficaces, on devrait trouver dans le présent rapport des exemples de coopération entre l'Organisation et d'autres acteurs internationaux.

Dans le cadre de son thème prioritaire de réduction de la pauvreté, l'ONUDI a été invitée par *World Leather*, magazine de référence de l'industrie du cuir, à faire partie du jury de sélection de la tannerie de l'année 2013. L'International Union of Leather Technologists and Chemists a demandé son appui pour élaborer des lignes directrices techniques relatives à la protection de l'environnement pour l'industrie mondiale du cuir, en se fondant sur les expériences de divers pays.

L'ONUDI collabore avec l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire (GFSI) et son Protocole de marchés mondiaux, établie pour faciliter le sourçage depuis des fournisseurs moins développés et régler les problèmes liés à l'évaluation de la conformité. Deux nouveaux projets étaient en cours en 2013: un programme de développement d'une chaîne d'approvisionnement durable pour permettre à des groupements de fournisseurs en Malaisie d'accéder à de nouveaux marchés rentables; et un programme d'assistance technique aux petits commerces d'alimentation et aux institutions nationales aux fins de l'application du Protocole de sécurité alimentaire de la GFSI en Afrique australe. La GFSI a également participé à la première réunion du Partenariat mondial pour la sécurité alimentaire, organisé par l'ONUDI en octobre à Vienne. Une réunion préparatoire a rassemblé 15 experts de diverses organisations et entreprises, dont la Banque mondiale, la Société financière internationale, la GFSI, la société Coca-Cola, Cargill Incorporated et l'Université de l'État du Michigan. Les experts de l'ONUDI ont présenté un aperçu des enseignements tirés de l'application du Protocole dans le cadre de son programme de renforcement des capacités en Égypte, en Malaisie et en Zambie.

Le Mécanisme d'alerte et d'intervention rapides en matière de sécurité alimentaire de l'ONUDI dessert les systèmes de production alimentaire sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Créé dans le cadre de la coopération avec la Direction générale de la santé et des consommateurs de la Commission européenne, il a été lancé à titre expérimental en Gambie, au Ghana, en Guinée, en Sierra Leone et au Togo. D'autres pays ayant exprimé le besoin de renforcer leurs contrôles sanitaires pour le

commerce international et régional en tireront également parti. Au niveau régional, il fournit actuellement un appui à la Commission de l'Union africaine via son institution affiliée, le Bureau interafricain des ressources animales, pour la mise en place, à l'échelle de l'Afrique, d'un système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux et d'un mécanisme de coordination de la gestion de la sécurité alimentaire à l'Union africaine.

En juin, la mise en œuvre et le financement, par l'ONUDI et l'Organisation de coopération économique, organisation intergouvernementale regroupant sept pays asiatiques et trois pays eurasiens, d'un avant-projet pilote de renforcement des capacités commerciales, axé sur la normalisation, la métrologie, les essais et le contrôle de la qualité, ont été approuvés. Dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités commerciales, l'ONUDI a coopéré avec l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe en vue d'offrir une formation sur la compétitivité et une nouvelle méthode d'évaluation de la compétitivité nationale et sectorielle.

En juin, l'ONUDI a participé à un atelier organisé par l'OCDE sur les chaînes de valeur dans les Balkans occidentaux. Une proposition de mémorandum d'accord entre l'ONUDI et l'OCDE définira la contribution de chaque organisation en Europe et en Asie centrale.

Un accord de partenariat a été signé avec IC Publications, maison d'édition internationale axée sur les entreprises, la politique et l'économie en Afrique, et un accord est à l'étude avec le Centre international pour la promotion des entreprises en Slovénie, en vue de formaliser la coopération commencée en 1988.

Dans le cadre de son thème prioritaire de l'énergie et de l'environnement, l'ONUDI a conclu un partenariat avec le Gouvernement autrichien et la Communauté de l'Afrique de l'Est pour la création du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de l'Afrique de l'Est. La mise en œuvre de la phase suivante du Centre a été assurée par un partenariat avec l'Agence autrichienne pour le développement et le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Dans le cadre de son réseau mondial de centres pour les énergies renouvelables, l'ONUDI offre à plusieurs communautés économiques régionales une aide à la création et au fonctionnement de centres régionaux pour promouvoir le développement

industriel inclusif et durable. Des partenariats ont actuellement été conclus avec la Communauté des Caraïbes, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe.

L'ONUDI répond aux demandes de l'Alliance des petits États insulaires concernant la mise en place d'un centre régional couvrant les pays insulaires d'Afrique, des Caraïbes, de l'océan Indien et du Pacifique. Au début de l'année, elle a signé un mémorandum de coopération avec cinq organisations



Avec l'aide de l'ONUDI, les producteurs de mangues pakistanais sont à présent en mesure d'accéder aux marchés internationaux de vente au détail. Des exportateurs potentiels qui respectent désormais les normes de qualité de l'UE ont été mis en relation avec des détaillants en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni dans le cadre d'un programme financé par l'UE à hauteur de 9,5 millions d'euros. En juin et juillet, ASDA, la filiale de Walmart au Royaume Uni, a vendu quelque 43 000 caisses de mangues en six semaines, concrétisant ainsi le premier lien entre les producteurs pakistanais et une grande société de distribution mondiale, ce qui devrait stimuler l'emploi et accroître les revenus au sein des communautés rurales. Des contrats d'exportation similaires ont été conclus avec des détaillants asiatiques. ■

internationales comme partenaires stratégiques pour mieux rationaliser la conception et la mise en œuvre de projets dans le domaine de l'énergie, à savoir l'Agence autrichienne de l'énergie, le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Energy and Resources Institute, l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes et le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Parmi les nombreuses manifestations organisées par l'ONUDI en 2013 dans le cadre de son initiative pour une industrie verte, un atelier s'est tenu à New York en décembre. Les participants ont examiné et validé les enseignements d'un partenariat entre l'ONUDI et l'Institut mondial sur la croissance verte concernant la croissance verte et la création d'emplois. Le rapport final porte principalement sur cinq études de pays (Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Indonésie et République de Corée), différents en termes de région et de niveau de revenus. L'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est et l'Institut des économies en développement de l'Organisation japonaise pour le commerce extérieur se sont vus associés dans un autre partenariat utile. Les trois organisations ont mis au point une méthode d'évaluation des sous-secteurs industriels axée non seulement sur leur potentiel économique, mais aussi sur les dimensions environnementales et sociales.

## Coopération avec l'industrie et le secteur privé

### Groupements sectoriels et réseaux économiques

Les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement, souvent enfermées dans des modes de production non compétitifs, ne savent pas comment s'y prendre pour entrer en contact avec des partenaires dynamiques qui pourraient leur apporter de nouvelles compétences techniques et un nouveau savoir-faire. L'ONUDI aide à forger des partenariats durables entre les petites entreprises, leurs

grands partenaires commerciaux et les institutions d'appui qui stimuleront le développement d'un secteur privé compétitif et contribueront à réduire la pauvreté. Les activités de l'ONUDI se concentrent actuellement sur les réseaux, les groupements et les consortiums de micro-, petites et moyennes entreprises, le développement d'entreprises responsables et la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Un deuxième site Web a été lancé en cours d'année pour appuyer l'intégration des exploitations agricoles et des PME dans la chaîne d'approvisionnement ([www.farmfork.org](http://www.farmfork.org)).

Un nouveau projet d'un budget évalué à 5 millions de francs suisses, financé par le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO), a été mis en œuvre en Tunisie pour améliorer la performance, l'accès aux marchés et les conditions socioéconomiques au sein de trois chaînes de valeur, celles du harissa, de la figue de Djebba et du cactus/de la figue de barbarie (voir aussi au chapitre 3, la section "Développement inclusif"). Le projet soutient la stratégie de développement des exportations tunisiennes de fruits et légumes lancée en 2011, ainsi que le programme national de développement de l'agroalimentaire, l'un des secteurs les plus importants en termes d'emploi et de produit intérieur brut. Un projet similaire sur les chaînes de valeur de l'huile d'argan et de la figue de barbarie a été lancé au Maroc.

Parmi les autres projets importants mis en œuvre au cours de l'année, un projet financé par le Luxembourg au Sénégal et un autre projet financé par l'Italie au Myanmar, qui sont axés sur le développement de l'économie locale, l'emploi des jeunes et les réseaux de micro-, petites et moyennes entreprises. Un certain nombre de projets formulés récemment portent sur les groupements créatifs dans les pays subméditerranéens financés par l'UE; un partenariat public-privé concernant une chaîne d'approvisionnement durable et inclusive de café avec Illy Caffè en Éthiopie, financé par le Fonds commun pour les produits de base et l'Italie; le développement économique local en Afrique du Sud financé par le SECO; et un projet avec l'Association indienne des fabricants de pièces automobiles pour soutenir l'industrie automobile indienne.

Deux documents se rapportant à la chaîne de valeur du logement social en El Salvador ont été publiés au cours de l'année, l'un sur le diagnostic de la chaîne

d'approvisionnement et la systématisation du modèle de l'ONUDI en El Salvador, l'autre sur la mise en place de communautés urbaines productives et durables en El Salvador.

## Partenariats de vente au détail, partenariats public-privé et responsabilité sociale des entreprises

En juillet, des membres du Programme mondial de conformité sociale (GSCP) du Consumer Goods Forum, plate-forme interentreprises qui surveille les conditions de travail et le respect des exigences en matière d'environnement à travers la chaîne d'approvisionnement mondiale, se sont réunis à Vienne pour examiner avec l'ONUDI les moyens de renforcer leur coopération. Les participants ont été informés des projets en cours, notamment du partenariat entre le Programme REAP (Responsible Entrepreneur Achievement Programme) de l'ONUDI et le GSCP, sur le renforcement des capacités des petits fournisseurs partout dans le monde. Les participants se sont en outre penchés sur les activités du programme concernant les manuels des systèmes de gestion établis à l'intention des fournisseurs, l'acceptation des outils et du processus d'évaluation connexes par les grandes organisations, l'élaboration de modèles de gestion de l'environnement à travers la chaîne d'approvisionnement et l'examen de la stratégie future. Un projet pilote sera lancé prochainement auprès de grandes chaînes de distribution, telles que Migros en Suisse, Walmart, Best Buy Co. Inc. aux États-Unis et d'autres.

En septembre, l'ONUDI a signé un accord de coopération avec la Fédération allemande d'ingénierie pour appuyer l'agribusiness dans les pays en développement. Elle a conclu des partenariats avec un grand nombre d'entreprises industrielles importantes concernant divers projets, notamment avec Scania, fabricant mondial de poids lourds, de bus et de moteurs, pour développer les compétences dans le domaine de la machinerie agricole en Iraq, et avec Schneider Electric, sur les moyens d'améliorer la productivité des micro-industries et entreprises rurales africaines au moyen d'une microcentrale électrique propre, novatrice et normalisée.

Dans le cadre de son Programme de développement de chaînes d'approvisionnement durables, l'ONUDI a, en janvier, lancé un programme conjoint avec AEON, la plus grande société japonaise de distribution, en vue de développer un approvisionnement sûr et durable et des relations commerciales entre l'entreprise et ses fournisseurs en Malaisie. Le programme sera axé sur les exigences en matière de sécurité alimentaire et les participants suivront une série de sessions de formation et d'accompagnement pour mettre en place des systèmes efficaces de sécurité alimentaire conformément à un programme élaboré par le Protocole de marchés mondiaux de l'Initiative GFSI. Dans le cadre du partenariat réussi de l'ONUDI avec le Groupe METRO, des cours de formation sont offerts pour familiariser le personnel de la chaîne d'approvisionnement alimentaire avec les exigences du Protocole reconnues au niveau international. Un soutien personnalisé en entreprise a permis d'améliorer l'hygiène, la sécurité alimentaire et la qualité. Le premier projet pilote, qui concerne 20 fournisseurs à Moscou et ses environs, sera à terme étendu à d'autres régions de la Fédération de Russie.

Un mémorandum d'entente a été signé entre l'ONUDI et DNV GL, société internationale de classification des navires et des unités offshore, en vue de mener des projets conjoints visant à promouvoir les meilleures pratiques de gestion de l'eau, en particulier en Afrique. Ensemble, l'ONUDI et DNV GL mettront au point un outil pour aider les petites et moyennes entreprises des pays en développement à évaluer leur empreinte en eau à certaines étapes du cycle de vie d'un produit. En décembre, l'ONUDI a signé un accord avec Royal Philips NV pour étudier l'impact social et économique d'une nouvelle génération d'éclairage public fonctionnant à l'énergie solaire à LED (diode électroluminescente) installée dans les communautés hors-réseau du Cabo Verde. Dans le cadre de cet accord, 1 000 installations d'éclairage public solaire seront mises en place en Afrique d'ici à 2015.

Les groupements de fournisseurs de jouets en Chine tirent parti d'un partenariat public-privé avec la CARE Foundation du Conseil international des industries du jouet, qui regroupe notamment Hasbro, NBCUniversal et la société Walt Disney. Dans le cadre d'un partenariat public-privé entre la société

Ces 40 dernières années, l'ONUDI a joué le rôle d'intermédiaire entre, d'une part, les fournisseurs et les sous-traitants locaux, et, d'autre part, les acheteurs mondiaux de matériels, biens ou services. Ses 25 bourses de sous-traitance et de partenariat (BSTP) opérationnelles ont permis à d'innombrables entreprises des pays en développement de tirer parti de la mondialisation en comparant leurs performances aux normes internationales et en améliorant leur position concurrentielle par la mise à niveau, le financement et la promotion internationale avec des partenaires dans le cadre de coentreprises. En 2013, l'ONUDI a mis en place un quatrième Centre de développement des entreprises à Bassorah (Iraq), en plus des centres existants à Bagdad, Erbil et Thi-Qar, et a commencé ou poursuivi les préparatifs en vue de la création de nouveaux centres de BSTP au Cameroun, en Chine, au Congo, au Mozambique, en Ouzbékistan et au Pakistan. L'ONUDI a en outre offert une formation sur l'analyse comparative et le profilage des fournisseurs en Afrique du Sud, en Chine, en Iraq, au Kenya, au Mozambique, au Pakistan et au Sénégal.

Afin de donner plus de visibilité à son réseau de BSTP, l'ONUDI recherche un partenariat stratégique avec la plus grande foire industrielle du monde à Hanovre (Allemagne). Elle poursuit sa coopération avec un autre acteur international, MIDEST, l'un des principaux salons internationaux dédiés à la sous-traitance et l'une des plates-formes clés pour les fournisseurs internationaux de sous-traitance industrielle. Une réunion mondiale des BSTP a eu lieu en novembre à Paris pendant le salon MIDEST 2013. Le nouveau Système d'information de gestion des BSTP, qui a été affiné et installé, constitue désormais un outil important pour les travaux quotidiens des centres de BSTP de l'ONUDI. ■



alimentaire bangladaise PRAN, Tetra Laval (Suède), l'ONUDI et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'aide et la formation offertes aux dirigeants et aux producteurs de lait au Bangladesh devraient permettre d'accroître la transformation du lait.

L'ONUDI collabore avec Baltika Breweries, le plus important producteur de bière de la Fédération de Russie, Carlsberg et le Ministère danois de l'environnement sur des projets environnementaux en Fédération de Russie concernant la conservation de l'eau, l'agriculture et le changement climatique. Premier de ce genre dans le pays, ce partenariat public-privé représente une nouvelle manière d'envisager la viabilité de l'environnement. En septembre, une équipe d'experts a commencé à inspecter les sites de production et les zones voisines dans la perspective de projets conjoints.

Dans une publication récente sur la promotion de la responsabilité sociale des entreprises dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement mondiale, intitulée *The UNIDO Approach to Sustainable Supplier Development: Promoting CSR for SMEs in a Global Supply Chain Context*, l'ONUDI décrit comment elle est parvenue à faire participer les PME au débat sur la responsabilité sociale des entreprises et comment elle les a aidées à s'adapter, compte tenu de leurs circonstances particulières, aux exigences de la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises et aux obligations en matière d'information, et à adopter des pratiques commerciales plus responsables.

La responsabilité sociale des entreprises et les normes privées sont indispensables pour que l'industrie textile turque puisse intégrer les chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans le cadre du volet Secteur privé et développement du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI a amorcé un dialogue constructif avec des acteurs clefs du marché, tels que Marks & Spencer, Nike, Inc., Otto Group, H & M AB et Li & Fung Limited, en vue d'élaborer un programme d'appui reposant sur la méthodologie REAP à l'intention de fournisseurs qui sont des PME. Un partenariat public-privé est actuellement en cours de négociation entre Li & Fung Limited et les fournisseurs de textile turcs dans le cadre de la coopération entre l'ONUDI et le GSCP (Programme mondial de conformité sociale).

## Coopération avec les milieux universitaires

---

Un grand nombre de projets et programmes de l'ONUDI sollicitent l'appui des établissements universitaires pour compléter leur propre expertise. De même, l'ONUDI est régulièrement invitée à contribuer aux initiatives des universités et des établissements de recherche. Les paragraphes qui suivent présentent, pour cette année, quelques exemples de coopération entre l'ONUDI et les universités.

Le modèle de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités repose sur l'établissement de réseaux de partenaires pour réaliser des activités, ce qui permet de réduire les coûts, d'accroître le nombre de manifestations, de contribuer au développement des compétences individuelles et de favoriser l'échange de connaissances et de compétences de pointe. Un cours d'apprentissage en ligne organisé par l'ONUDI en cours d'année, en collaboration avec l'Université polytechnique de Milan, a porté sur l'énergie thermique solaire, les petites centrales hydroélectriques, l'énergie de la biomasse et l'énergie géothermique.

L'Institut de l'ONUDI a de nouveau coopéré avec l'Université d'Europe centrale à Budapest pour organiser en juillet un cours d'été sur l'industrie verte: l'industrie du futur, qui a donné aux participants l'occasion d'améliorer la performance environnementale de l'industrie et de mettre en pratique le concept d'industrie verte.

En mai, l'ONUDI et le Centre de formation Mont Carmel de Haïfa en Israël ont dispensé un programme de formation de trois semaines sur l'autonomisation des femmes par l'agribusiness en Afrique à l'intention de 30 participants d'Afrique de l'Est. Par ailleurs, des fonctionnaires, des défenseurs de l'environnement et des responsables politiques de 19 pays en développement ont participé en août à un cours de perfectionnement sur l'économie verte, les mesures et la mise en œuvre de la croissance verte au Centre d'études de développement Weitz de Rehovot en Israël.

En septembre, l'Institut de l'ONUDI a coopéré avec l'Université de Bari "Aldo Moro", pour l'organisation d'un atelier international à Bari en Italie sur l'économie des interactions mondiales, qui a rassemblé plus de





Le cours d'été sur l'industrie verte: l'industrie du futur a donné à 25 jeunes professionnels et chercheurs du domaine du développement industriel écologique l'occasion d'apprendre auprès d'experts de l'ONUDI, de hauts dirigeants et de chercheurs de renommée internationale comment mettre en pratique le concept de l'industrie verte.

50 chercheurs d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Cet atelier s'inscrivait dans le prolongement du lancement d'un projet de recherche conjoint de l'ONUDI et de l'Université Aldo Moro sur le rôle des investisseurs étrangers et de la diaspora dans la création de liens industriels pour le développement de l'Afrique. Ce projet de recherche, qui fait partie de l'initiative pilote du fonds d'encouragement de l'ONUDI pour la recherche stratégique thématique, fournira de nouvelles données sur la nature et la densité des liens entre les entreprises nationales et étrangères dans un large échantillon de pays africains.

L'ONUDI a collaboré avec l'Université de Californie à Berkeley aux États-Unis et l'Université de Cambridge au Royaume-Uni sur deux publications de la même série concernant l'avenir de l'industrie manufacturière. La première, sur l'industrie manufacturière au XXI<sup>e</sup> siècle, a été rédigée en collaboration avec la Berkeley Round table on the International Economy, la seconde, sur les nouvelles tendances des industries manufacturières mondiales, en collaboration avec l'Institut de la manufacture de l'Université de Cambridge. Au cours de l'année, la coopération avec l'Université de Manchester au Royaume-Uni s'est poursuivie pour l'élaboration d'un outil de renforcement des capacités institutionnelles et de classification des politiques de groupement d'entreprises, et l'ONUDI a continué d'offrir des programmes de stage

et de formation aux étudiants de l'Institut des politiques de développement de l'Université. Un séminaire sur les micro-, petites et moyennes entreprises et le développement inclusif et durable a été organisé par l'ONUDI en octobre, en coopération avec l'Institut de recherche en économie politique de l'Université du Massachusetts aux États-Unis.

Des représentants de la Direction nationale de l'industrie et de l'Agence de développement des PME du Mozambique ont effectué des voyages d'études au Portugal, organisés par l'ONUDI en coopération avec la Nova School of Business. Des lusophones ont également pu assister à un cours de formation sur la gestion et le développement des PME, organisé par l'ONUDI en coopération avec l'Institut international de management de Galilée en Israël. L'Université de Tel-Aviv en Israël et l'Université de Göteborg en Suède se sont associées à l'ONUDI et à la Chambre de commerce internationale pour concevoir une enquête mondiale sur les obstacles à la mise en œuvre de l'industrie verte, qui sera réalisée mi-2014.

La coopération entre l'ONUDI, le Maastricht Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology de l'Université des Nations Unies (UNU-MERIT) et l'African Technology Policy Studies Network a abouti à l'organisation d'une conférence en juin à Nairobi, sur les technologies vertes et l'industrie verte en Afrique. Les participants ont examiné les résultats de leurs derniers travaux de recherche sur les facteurs déterminants qui facilitent la diffusion des technologies vertes en Afrique. S'appuyant sur une méthode d'évaluation novatrice mise au point en coopération avec UNU-MERIT, l'étude a porté à la fois sur les catalyseurs et sur les obstacles dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique au Kenya et au Nigéria, notamment les technologies des énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, la biomasse, l'hydroélectricité et l'énergie éolienne.

D'autres partenariats conclus en 2013 concernaient la Copenhagen Business School, l'Institut européen d'administration publique de Barcelone en Espagne, l'Institut de recherche pour une Europe soutenable, et l'Institut indien de technologie. L'ONUDI a en outre conclu un partenariat avec l'Université de Columbia aux États-Unis et l'Université de Cabo Verde, ainsi qu'avec le Centre régional pour les énergies

renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO concernant une bourse dans le domaine des énergies renouvelables.

## Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire

---

L'ONUDI élabore actuellement une nouvelle stratégie, qui sera finalisée en 2014 et qui renforcera son rôle de défenseur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que son rôle de passeur de connaissances et de créateur de partenariats. Entre-temps, plusieurs manifestations et initiatives ont eu lieu en cours d'année, soulignant l'attachement de l'Organisation au principe de la coopération Sud-Sud en tant qu'outil essentiel pour le développement des pays les plus pauvres de la planète, mais aussi des pays qui sont à un stade plus avancé de développement industriel.

Le Centre ONUDI/Chine de formation à la qualité, à la sécurité et à l'analyse des aliments a vu le jour en avril. Dans le cadre d'un projet de deux ans arrivé à son terme en juin, le Centre technique et d'inspection de Dali a partagé ses connaissances techniques et son expérience avec les techniciens de laboratoire des pays de l'ASEAN par la formation à l'analyse des produits laitiers. Il a également dispensé à des techniciens de laboratoire locaux des provinces les moins développées de l'ouest de la Chine une formation sur les tests et l'analyse des produits alimentaires et laitiers, ainsi que sur l'accréditation internationale des laboratoires. Plus de 40 stagiaires des secteurs public et privé de 14 pays d'Afrique et d'Asie et du Pacifique ont participé aux sessions de formation, de même que des participants de neuf provinces chinoises. La formation, qui a été bien accueillie par les participants, a conduit à des améliorations tangibles de la capacité des laboratoires à analyser les produits alimentaires et les produits laitiers, ainsi qu'à une amélioration de la sécurité alimentaire et des capacités commerciales de la région. Un intérêt considérable a été exprimé en faveur de futurs programmes de formation.

En mai, le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud à New Delhi est entré dans sa

deuxième phase. Son objectif principal est d'améliorer la coopération industrielle Sud-Sud entre le pays hôte et les pays en développement, par des projets et programmes de coopération technique et en jouant un rôle d'intermédiaire entre les parties intéressées. La coopération Sud-Sud est particulièrement efficace dans le domaine des énergies renouvelables; au titre des activités en cours, un projet sur les entreprises de micro-services solaires pour la promotion de l'énergie rurale à des fins productives au Bangladesh. Les activités ont débuté en septembre dans le cadre d'un nouveau projet visant à promouvoir le développement industriel vert au Ghana, pour lequel la République de Corée fournit un financement de 1,28 million d'euros, ainsi que des compétences spécialisées pour renforcer les capacités techniques et commerciales des usines de production de biogaz. L'ONUDI et l'Université des sciences et des technologies de Pohang en République de Corée agiront conjointement comme organismes d'exécution.

Lors de la vingtième Conférence des ministres africains de l'industrie en juin, l'ONUDI a organisé une table ronde sur la coopération industrielle Sud-Sud pour l'industrialisation de l'Afrique dans le programme de développement pour l'après-2015. Cette manifestation a permis de mieux faire connaître le rôle que la coopération industrielle Sud-Sud peut jouer tant dans la réalisation des objectifs d'industrialisation de l'Afrique que dans le cadre du nouveau programme de développement pour l'après-2015.

En septembre, l'ONUDI et le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie ont organisé un forum sur la coopération Sud-Sud dans le cadre du Salon international des technologies de Shanghai (Chine). Le succès de cette manifestation a été la preuve du bon partenariat qui existe entre l'ONUDI et d'autres institutions des Nations Unies dans le domaine de la coopération Sud-Sud.

Après avoir accueilli l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud de 2012, l'ONUDI a également participé activement à la manifestation organisée en octobre/novembre 2013 par le PNUE à Nairobi. Le forum de l'ONUDI sur les technologies propres pour l'industrie verte a présenté des solutions durables et reproductibles reposant sur des technologies conçues dans les pays du Sud, ainsi que dans le cadre de partenariats Sud-Sud, de partenariats triangulaires Nord-Sud-Sud et de partenariats public-privé.

D'autres partenariats Sud-Sud négociés par l'ONUDI au cours de l'année comprennent un mémorandum d'entente entre le Fonds du Darfour pour la reconstruction et le développement et ITAIPU Binacional, un des plus grands producteurs d'énergies renouvelables au monde et une coentreprise du Brésil et du Paraguay. Le Gouvernement indonésien a accueilli un stage de formation de 10 jours sur la gestion des sites de débarquement à l'intention du personnel de l'Administration soudanaise de la pêche maritime nationale de l'État de la mer Rouge et a envoyé des formateurs à Port Soudan pour former des travailleurs du secteur de la pêche. Un voyage d'étude en Thaïlande a permis à des spécialistes de laboratoires du Bangladesh de s'informer des activités de contrôle chez l'un des plus grands exportateurs de

crevettes de l'Union européenne et des États-Unis. L'expérience de l'ONUDI au Maroc et en Tunisie a été étendue à d'autres pays exportateurs africains par le biais de formations, de voyages d'étude et de séminaires de sensibilisation. L'Organisation a en outre encouragé l'échange d'expériences sur les meilleures pratiques dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à l'expertise qu'elle a acquise en particulier en Équateur et au Pérou.

Depuis le lancement en 2008 d'un projet financé par le FEM en Chine pour éliminer les polluants organiques persistants périmés et autres déchets, près de 5000 tonnes de déchets de pesticides ont été identifiés, emballés, transportés et éliminés d'une manière écologiquement rationnelle. Pour optimiser les avantages environnementaux du projet, l'expérience

#### **La Banque de connaissances**

**internationale** est un mécanisme d'échange de connaissances et de compétences visant à améliorer les capacités industrielles et productives en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle favorise et coordonne la coopération tant au sein de la région qu'à l'extérieur et crée des possibilités de développement dans les trois domaines prioritaires de l'ONUDI.

Au cours de l'année, 22 pays — 16 pays de la région, 5 pays européens et 1 pays africain — ont participé à 10 activités de coopération. La Banque collabore avec 90 institutions partenaires réparties sur trois continents et compte 14 points focaux régionaux.

Les activités de partenariat menées au cours de l'année avec des entreprises et des institutions en dehors de la région comprenaient notamment l'assistance offerte en février par CONA en Autriche au Ministère

de l'industrie et de la production du Paraguay concernant la déshydratation solaire des fruits, des céréales et des herbes médicinales; par ZICLA, entreprise spécialisée dans la transformation des déchets en nouveaux produits à Barcelone, en Espagne, au Centre national pour une production propre de Medellín en Colombie en juin; et par Futuribles International, organisation à but non lucratif sur les études d'avenir, sise à Paris, à l'Institut national argentin des technologies industrielles, concernant la formation dans les domaines du progrès technologique, du développement et de l'innovation technique.

Dans la région, l'Agence colombienne de protection de l'environnement a coopéré avec INEN, l'Institut équatorien de normalisation, sur la gestion des déchets; l'Institut national argentin de technologie agricole a aidé le

CITEvid, centre d'innovation technologique dans le secteur du vin rattaché au Ministère péruvien de la production, sur les moyens d'améliorer la productivité; la Fédération chilienne des industries du cuir et de la chaussure (FEDECCAL F.G.) a effectué un transfert de meilleures pratiques de production dans l'industrie de la tannerie à CALTU en Équateur et a fourni une formation sur les stratégies de vente et l'innovation technologique; CONA en El Salvador a aidé POECUADOR en Équateur dans le domaine du séchage solaire dans le secteur agro-industriel; la Colombie a fourni des compétences techniques au Ministère équatorien de l'industrie pour la conception de fours destinés à l'industrie sucrière; des spécialistes mexicains de Siliker Mexico ont dispensé une formation à l'Institut national argentin de technologie industrielle sur le traitement amélioré des produits alimentaires. ■



acquise est partagée avec l'Égypte et l'Afrique du Sud. Lors des ateliers organisés en début d'année, les participants ont examiné l'état de la gestion des déchets dans les deux pays, ce qui leur a permis de partager leurs expériences.

Des formateurs d'un centre de formation professionnelle à Bouaké (Côte d'Ivoire) ont affiné leurs compétences lors de voyages d'étude à l'Office marocain de la formation professionnelle et de la promotion du travail à Casablanca. Un projet a été lancé sur les lignes directrices pour la création de zones industrielles vertes le long de la nouvelle route de la soie, en coopération avec des partenaires en Chine, au

Japon, au Kazakhstan et en République de Corée, ce qui favorisera la coopération interrégionale eurasiennne et la croissance industrielle inclusive verte. Le Centre égyptien de traçabilité des exportations agro-industrielles offre une formation et un appui à distance aux Philippines pour renforcer les capacités locales et élaborer des projets de développement de groupements agroalimentaires et des projets de traçabilité, et dans le cadre d'un autre projet de l'ONUDI en Égypte, le Brésil et la Serbie tireront parti du transfert de technologies et de la promotion du commerce dans le domaine des plantes médicinales et aromatiques.





## DES SOLUTIONS POUR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

---

► La pauvreté est un phénomène complexe et vaste qui concerne bien plus que le seul aspect des faibles revenus. Une action concertée à tous les niveaux de la coopération pour le développement est indispensable pour apporter une réponse adaptée aux besoins de chaque pays. Certains outils essentiels à la lutte contre la pauvreté relèvent pleinement de la mission de l'ONUDI, à savoir la mise en œuvre de politiques saines et d'une bonne gouvernance, la promotion des investissements et du savoir-faire et de la formation technologiques. Le présent chapitre du *Rapport annuel* décrit les efforts déployés par l'ONUDI pour aider les États à adopter des politiques en faveur du développement industriel, à attirer des flux d'investissement vers les pays en développement, à insuffler un esprit d'entreprise ou à enseigner d'autres compétences pour permettre aux gens de réaliser leur potentiel productif et à faire adopter des technologies qui aideront les industries des pays en développement à aller de l'avant.

# Technologie et développement

## Investir dans le développement

Au cours de l'année, l'ONUDI a réalisé une étude diagnostique de la performance des agences de promotion des investissements du Réseau ONUDI Afrique AfriPANet, créé en 2001 en collaboration avec l'Union africaine. Ce programme s'appuie sur des enquêtes menées par l'ONUDI pour formuler une stratégie qui permette à ces agences d'attirer plus d'investissements directs étrangers. Une première série de modules de formation portait sur la recherche du consensus au sein des parties prenantes et la mobilisation des institutions du secteur privé comme partenaires, les méthodes analytiques, l'amélioration des cadres réglementaires et politiques, le ciblage des investisseurs, la facilitation des investissements, l'analyse sectorielle à partir d'enquêtes et de données de référence, et les perspectives d'investissements et de partenariats avec les entreprises locales.

Le Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR) de l'ONUDI est un outil précieux pour les parties prenantes des secteurs public et privé à la recherche de conseils préalables aux investissements. Au cours de l'année, l'ONUDI a organisé 30 ateliers consacrés à l'analyse financière de projets de scénarios d'investissement et de partenariats public-privé et mis en place des systèmes de certification des formateurs. COMFAR est un élément clef d'un projet de trois ans sur le renforcement des capacités en matière de formulation et d'évaluation de projets, lancé en Angola en juin dans le cadre d'un partenariat entre l'ONUDI et l'entreprise pétrolière multinationale Chevron.

Par le biais de son Bureau de promotion des investissements et de la technologie à Bahreïn, l'ONUDI a contribué à la restructuration du Ministère soudanais de l'investissement et à la création d'un centre de développement des entreprises et de la promotion des investissements pour stimuler l'investissement intérieur et l'aider à mobiliser l'investissement direct étranger. Le centre a permis de lancer 1 000 entrepreneurs et de former 250 experts dans ces domaines. Il a également débouché sur la mise au point d'un programme d'enseignement, en coopération avec le Ministre de l'éducation.

Un programme de coopération technique pour la promotion des investissements, en cours en Ouganda, aide l'Autorité ougandaise pour les investissements à attirer des flux d'investissements plus importants, en particulier en provenance des pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Une des composantes de ce projet consistait à renforcer les capacités des agents de cette administration. La formation dispensée portait sur les mêmes sujets que celle du programme soudanais et comprenait en outre un programme à l'intention des délégués du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn et la préparation d'un forum pour l'investissement avec le Conseil de coopération du Golfe. Pour promouvoir les investissements dans le cadre d'un programme similaire au Congo, une feuille de route pour la création d'une nouvelle agence de promotion des investissements a récemment été finalisée.

La Plate-forme Internet de suivi des investissements de l'ONUDI est un logiciel interactif en ligne qui permet aux utilisateurs de suivre l'évolution, les perspectives et l'impact des investissements. Pour l'Afrique, elle contient des données de plus de 7 000 entreprises de 19 pays et permet de fonder les études et les conseils en matière de politique sur une base empirique saine et exceptionnelle. En juillet, l'ONUDI et le Ministère fédéral nigérian de l'industrie, du commerce et de l'investissement, en collaboration avec d'autres parties prenantes, ont lancé la plate-forme au Nigéria.

## Investir dans la technologie

Les écarts de revenu et de développement social importants entre les pays développés et les pays en développement sont le reflet de leurs différences de niveaux de développement industriel et d'accès aux nouvelles technologies. Investir dans la technologie permet d'améliorer de manière constante la productivité, l'innovation et le développement industriel inclusif et durable.

Depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée en 1985, son réseau de Bureaux de promotion des investissements et de la technologie (BPIT) a contribué à réduire les inégalités de développement en facilitant la conclusion d'accords relatifs aux

investissements et à la technologie entre pays industrialisés et pays en développement ou à économies en transition. Implanté dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Europe, le réseau spécialisé des BPIT ouvre de nouvelles perspectives aux investisseurs et aux fournisseurs de technologies pour identifier des partenaires potentiels et propose des services uniques aux entrepreneurs comme aux entités commerciales. Les BPIT agissent en coopération avec les chambres de commerce, les entrepreneurs, les ministères, la société civile et le milieu universitaire des pays hôtes respectifs. Les chefs des BPIT se réunissent chaque année au siège de l'ONUDI pour définir un plan d'action conjoint pour les années à venir.

En juin, le BPIT de Tokyo a lancé un nouveau programme consultatif, en coopération avec le Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie, pour aider les entreprises algériennes, éthiopiennes et mozambicaines à attirer des investissements et des technologies verts et responsables du Japon, visant à soutenir le développement industriel durable et la croissance économique. Le programme tire parti du savoir-faire et de l'expertise du bureau de Tokyo et vient renforcer les moyens dont il dispose en matière de communication et de services dans ces trois pays. Le bureau de Tokyo a participé activement à l'organisation de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en juillet et a tenu un séminaire sur la promotion des investissements et de la technologie en Afrique en coopération avec l'Organisme japonais pour le commerce extérieur.

Le BPIT de Bahreïn a coorganisé un atelier sur la création d'un environnement propice à la création d'entreprises et au développement économique par le biais de l'innovation et de l'administration, à l'occasion d'un Forum des Nations Unies sur le service public de deux jours tenu en juin. Ce forum suivait la commémoration, à Manama, de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique, qui célèbre la valeur de la fonction publique au sein des communautés, souligne sa contribution au processus de développement, rend hommage au travail des agents publics et encourage les jeunes à faire carrière dans le secteur public. Le pavillon de l'ONUDI au Bahreïn International Garden Show, manifestation annuelle, coorganisée en mars sous les auspices du Roi de

Bahreïn, par le bureau de Bahreïn et l'Initiative nationale pour le développement agricole, était consacré au thème d'un mode de vie écologique. La manifestation avait pour objet de sensibiliser au principe d'un environnement et d'un développement économique plus durables fondés sur le dialogue politique et d'encourager l'adoption de technologies et d'investissements innovants en faveur d'une industrie plus verte.

En collaboration avec le Ministère italien des affaires étrangères, le BPIT d'Italie a organisé la troisième réunion du comité directeur du projet visant à stimuler les investissements en Iraq par le biais du développement de zones industrielles. La réunion s'est déroulée au Ministère italien des affaires étrangères et a rassemblé des partenaires institutionnels irakiens de premier plan, des représentants des provinces de Bassora, du Kurdistan et de Nadjaf, l'Ambassade d'Iraq en Italie, des experts de l'ONUDI participant au projet et l'équipe chargée de l'Iraq au sein de l'Agence italienne de coopération pour le développement, qui finance le projet. Ces 10 dernières années, l'ONUDI et l'Agence italienne ont travaillé main dans la main en Éthiopie pour renforcer les compétences techniques et de gestion du personnel des tanneries, développer les PME et fournir un appui à l'Institut pour le développement de l'industrie du cuir. En mai, le bureau d'Italie a participé à l'organisation d'un forum des affaires Éthiopie-Italie, à l'initiative du Ministre éthiopien de l'industrie, qui présentait les perspectives économiques et commerciales du secteur du cuir et d'autres secteurs.

Le BPIT de République de Corée a été le fer de lance d'un partenariat entre l'ONUDI et l'Agence coréenne de promotion du commerce et des investissements, signé en mars à Vienne. L'accord pose les jalons d'une coopération et d'une collaboration futures dans le cadre de programmes, projets et autres activités conjoints cohérents avec les priorités thématiques de l'ONUDI, en particulier dans des domaines tels que la promotion des exportations et des investissements, la facilitation du commerce et la logistique.

Lors du premier Salon des technologies de Shanghai en mai, le BPIT de Chine (Shanghai) a apporté son aide à l'organisation d'une journée de l'ONUDI et son appui à divers ateliers. Cette journée a mis l'accent sur le rôle clef de la technologie dans le développement industriel durable.

Le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale à Moscou a mené à terme un projet visant à moderniser la distribution alimentaire russe, en coopération avec METRO Group. Les fournisseurs participant au projet sont parvenus à beaucoup mieux respecter les normes internationales de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, 71 % d'entre eux ayant passé avec succès l'évaluation finale.

Le Centre international pour la modernisation des techniques de fabrication, l'un des neuf centres internationaux de technologie de l'ONUDI, a été créé en 1999 en coopération avec le Gouvernement indien pour promouvoir les techniques et les innovations dans le domaine de la fabrication et pour suivre leur évolution. Au cours de l'année, le Centre a poursuivi la mise en œuvre de trois programmes en Inde consacrés aux technologies dans les secteurs des machines-outils et des fonderies ainsi qu'à la mise à niveau des entreprises du secteur de la fabrication de plastiques. L'ONUDI a assuré une formation aux droits de propriété intellectuelle et mené des audits dans 13 unités du secteur des machines-outils et 6 du secteur des plastiques. Un atelier sur ce thème a été organisé fin décembre à Belgaum (Inde) pour le secteur des fonderies et pour le milieu universitaire. Une formation similaire destinée aux scientifiques de l'Institut central de la technologie de la manufacture (Central Manufacturing Technology Institute) a eu lieu en juillet au Centre international pour la modernisation des techniques de fabrication à Bangalore (Inde). En mai, le Centre a lancé un nouveau recueil de techniques de fabrication écologiques dans les secteurs des machines-outils, des plastiques et des fonderies comprenant des études de cas, intitulé *Green Shoots—Manufacturing turning a new leaf* (Les industries de la fabrication passent au vert).

Si le transfert et la modernisation des technologies représentaient encore l'essentiel du portefeuille d'activités de l'ONUDI dans ce domaine, l'attention croissante est de plus en plus accordée à l'innovation et aux technologies émergentes telles que les biotechnologies et les nanotechnologies, en particulier avec la création l'an dernier d'un Centre international pour les nanotechnologies à Téhéran. La participation active du Centre à un certain nombre de conférences clés sur l'eau, les eaux usées et les nanotechnologies, notamment la Conférence sur les défis éthiques

émergents en science et technologie organisée par l'UNESCO en mai à Bratislava, a permis d'adapter ses activités aux priorités des parties prenantes aux niveaux national et international.

## Agribusiness

Le programme de développement de l'agribusiness et de l'entrepreneuriat rural de l'ONUDI encourage par ce biais le développement de débouchés commerciaux durables et inclusifs pour les ruraux pauvres. Il vise à accroître la valeur des produits agricoles en diversifiant les points de la chaîne de valeur en établissant des liens entre fournisseurs, agriculteurs, commerçants, transformateurs, prestataires de services de logistique, distributeurs et détaillants.

Dans le cadre de l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A) adoptée il y a trois ans au Nigéria, l'ONUDI s'est associée à la FAO pour apporter un appui au programme de la Communauté d'Afrique de l'Est en faveur du développement des agro-entreprises et des agro-industries au Burundi, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda. La FAO et l'ONUDI ont conjointement fourni un appui aux activités de développement de la chaîne de valeur au Burkina Faso, aux Comores, au Ghana, au Libéria, à Madagascar, au Nigéria, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, en Sierra Leone et au Soudan où un atelier



Usine de traitement de lait en République-Unie de Tanzanie

de cinq jours sur la promotion des investissements dans l'agribusiness s'est tenu en octobre. L'atelier ONUDI-FAO s'inscrivait dans le cadre des programmes de l'initiative ID3A et du réseau AfrIPANet, qui mettent tous deux un accent particulier sur ce sujet.

L'assistance à l'industrie du conditionnement au Liban s'est révélée fructueuse au cours de l'année. Créé en 2008 avec l'appui de l'ONUDI, Libanpak a permis de mettre le conditionnement et l'étiquetage dans 80 entreprises libanaises en conformité avec les normes internationales et, ainsi, de stimuler les ventes et les exportations. Fait marquant de l'année universitaire, le concours StarPack organisé par Libanpak a récompensé les meilleurs modèles de conditionnement conçus par des étudiants d'universités libanaises et de pays voisins, ouvrant ainsi à ces jeunes les portes du marché de l'emploi dans ce secteur. En juin, suite à la signature d'un mémorandum d'accord entre l'ONUDI et Ipack-Ima, le principal organisateur italien d'expositions dans les secteurs des techniques de transformation et de conditionnement, l'ONUDI a organisé un atelier sur les techniques de conditionnement au Rwanda. Un atelier similaire s'est tenu à Amman pour présenter un nouveau projet qui facilitera l'ouverture d'un centre sur le conditionnement en Jordanie. L'ONUDI, la Communauté d'Afrique de l'Est et Ipack-Ima organiseront une grande exposition consacrée à la transformation et au conditionnement en septembre 2014 à Nairobi.

Après avoir mené avec succès un projet de développement du secteur du bambou au Timor-Leste, l'ONUDI a remis au Gouvernement les clefs du tout nouveau Centre de développement professionnel consacré à ce secteur. Le Centre est devenu une unité industrielle qui produit des stratifiés et des produits en bambou ainsi qu'un centre de démonstration de techniques industrielles de transformation viables, qui participe à la formation et au développement des compétences d'apprentis venus des quatre coins du pays.

L'ONUDI élabore des plans directeurs pour six régions de transformation de cultures de base au Nigéria. Ils comprennent une analyse de la chaîne de valeur, un plan d'occupation des sols, un plan d'infrastructures, une structure institutionnelle durable, un cadre juridique et de gestion et un plan de mise en œuvre progressive à l'intention des parties prenantes, des investisseurs et des partenaires du projet. Le



L'Éthiopie compte l'un des plus grands cheptels au monde, 90 millions de bovins, ovins et caprins, et ses peaux de moutons des hautes terres et cuirs véritables de chèvres de Bati jouissent d'une renommée internationale. À la demande du Gouvernement éthiopien, l'ONUDI a élaboré un projet visant à moderniser le secteur du cuir et des produits du cuir, qui a été lancé en 2009 avec l'appui du Gouvernement italien. Grâce à ce projet, les exportations éthiopiennes dans ce secteur ont presque doublé en valeur totale ces six dernières années et concernent désormais des cuirs finis, des chaussures et des produits en cuir plutôt que des matières premières. Les fabricants de chaussures étrangers, tels que l'allemand ARA, l'italien GEOX et le chinois Hua Jian Industrial Holdings Co. Ltd., qui se sont récemment engagés à investir 2 milliards de dollars et à créer 100 000 emplois dans les 10 prochaines années, ont lancé des activités de sous-traitance en Éthiopie. La certification des laboratoires par le South African National Accreditation System, l'introduction d'un système de planification des ressources de l'entreprise, l'application de la méthode de l'ONUDI en matière de développement de regroupements de PME et la création d'une nouvelle marque "Taytu — Fabriqué en Éthiopie", entre autres volets du programme, permettront à l'Éthiopie de vendre sa production de chaussures et de produits du cuir sur les grands marchés mondiaux. Le projet a contribué à créer plus de 5 000 emplois et, ainsi, à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales. ■



projet est autofinancé et concourt à la réalisation des nouvelles priorités nationales de transformation agricole. La Banque mondiale et la Banque africaine de développement investiront dans ces régions.

En décembre, à New Delhi, plus de 100 fabricants mondiaux de machines agricoles, de fonctionnaires et d'autres dirigeants industriels ont participé au Sommet de l'Alliance Agriévolution, consacré à la sécurité alimentaire au niveau mondial et au secteur des machines agricoles. L'ONUDI y a plaidé pour l'intensification de la mécanisation des exploitations agricoles pour réduire la pauvreté, accroître les revenus et l'espérance de vie et tirer le meilleur parti du capital humain.

Au cours de l'année écoulée, un projet au Soudan visant à développer les capacités des communautés rurales de pêcheurs de l'État de la mer Rouge (voir chapitre 2) a débouché, entre autres, sur la création de coopératives de pêcheurs, l'augmentation des revenus des membres, la construction de trois nouveaux sites de débarquement du poisson et la création d'entreprises dans ce secteur. Le projet a également permis de mettre sur pied cinq petites associations professionnelles regroupant 533 femmes, qui ont contribué à augmenter les revenus et facilité l'intégration dans les économies locales. Ce projet, financé par le Gouvernement canadien, a profité directement à 1 570 personnes et indirectement à 6 280 autres. Le Canada a accueilli le Congrès mondial du secteur des produits de la mer 2013 à Saint John's, en Terre-Neuve, sur le thème "Solutions créatives aux problèmes mondiaux". Le Congrès était organisé par l'Association internationale des inspecteurs du poisson avec l'appui de l'ONUDI et de la FAO ainsi que de plusieurs partenaires du secteur privé.

Djibouti, qui connaît déjà un taux de chômage élevé, a dû faire face à l'afflux de quelque 21 000 réfugiés des pays voisins. Des études récentes menées par l'ONUDI sur la pêche et le sel, secteurs de prédilection des réfugiés en quête d'emploi, ont abouti à la mise en place d'un projet visant à renforcer les capacités de ces populations et d'autres groupes vulnérables en leur fournissant les compétences, les techniques et les formations nécessaires. Au moins 750 chômeurs et autres groupes vulnérables de la Somalie voisine ont ainsi pu améliorer leurs compétences techniques et professionnelles par le biais de programmes de formation au niveau local axés sur le marché et de

l'introduction de meilleures techniques et pratiques de fabrication.

Dans l'État plurinational de Bolivie, l'ONUDI a exécuté la composante agro-industrielle de son programme multi-institutions de trois ans sur la nutrition et la sécurité alimentaire, financé par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. De petites usines communautaires de transformation des aliments ont été mises en place et les agriculteurs ont été formés à la gestion d'entreprise et aux bonnes pratiques de fabrication pour répondre aux normes en matière de sécurité sanitaire et de valeur nutritionnelle des aliments. De conception et d'exécution simple mais professionnelle, ces usines permettent d'accroître les revenus et de fournir des produits nutritifs et sains aux programmes de nutrition des écoles municipales.

Par le biais de l'ONUDI, les communautés de cultivateurs de cacao pauvres de la région autonome de l'Atlantique Nord (Nicaragua) ont pu acquérir les compétences nécessaires à la création de nouvelles plantations cacaoyères appliquant un système de gestion agroforestière. Le projet s'attachera désormais à la construction d'unités de prétransformation, gérées par la collectivité, garantissant un contrôle de la qualité de la fermentation et du séchage du cacao et permettra aux groupes du secteur de la transformation de se mettre en conformité avec les normes de qualité en profitant de l'appui technique et financier des principaux acheteurs. Il met l'accent sur le renforcement des capacités techniques et administratives de certains agriculteurs pour créer et exploiter ces unités.

## Développement rural

Alors qu'un pourcentage énorme (75 %) des pauvres de la planète vivent en milieu rural, les politiques et les ressources continuent de privilégier le développement urbain. Il est indispensable de mobiliser le potentiel de productivité et de création d'entreprises des communautés rurales pour favoriser une croissance économique résiliente et sortir les populations de la pauvreté. C'est le défi exposé dans la brochure parue en avril sur la promotion de la sécurité des moyens de subsistance grâce à l'apport de valeur ajoutée aux ressources locales (*Promoting Livelihood Security by Adding*



*Value to Local Resources*). La méthode de l'ONUDI en matière de développement rural répond aux problématiques des chaînes de valeur favorables aux pauvres, de création d'entreprises, de la formation professionnelle et technique, des industries créatives et de la sécurité humaine, par l'amélioration des moyens de subsistance et la création de nouveaux emplois. Elle met également un accent particulier sur les projets destinés en premier lieu aux femmes, aux jeunes et aux personnes déplacées.

Le développement des entreprises rurales était l'un des sujets d'une réunion de groupe d'experts tenue en octobre à Vienne, consacrée aux nouveaux moyens d'encourager l'innovation dans les zones rurales des pays en développement. Organisée conjointement par l'ONUDI, le Centre de recherche sur le développement de l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne et l'agence humanitaire internationale GOAL, la réunion a été l'occasion de recenser les moteurs des processus d'innovation rurale qui aideraient à comprendre la dynamique du développement au niveau local et de formuler des recommandations pour améliorer la conception des projets de développement rural.

Un projet de l'ONUDI achevé en fin d'année a transformé le quotidien de 25 collectivités rurales marginalisées du centre du Malawi. Sans presque rien au début du projet, elles gagnent désormais plus de 500 dollars par mois, qui peuvent être en partie réinvestis dans la collectivité pour soutenir l'entrepreneuriat, la protection contre les catastrophes et la fourniture de prestations sociales. Nombre de villageois souffrent de maladies infectieuses et vivent de l'aide humanitaire et de la mendicité. La formation aux compétences professionnelles, l'introduction de technologies économes en main-d'œuvre pour une productivité accrue, l'amélioration de la nutrition et du régime alimentaire et les mesures visant à limiter les incidences du changement climatique, entre autres, ont permis aux ménages ruraux du district de Salima de gagner en autosuffisance.

Avec l'appui du Gouvernement canadien, l'ONUDI a permis d'accomplir des progrès considérables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans l'est du Soudan. Le projet intégré sur la sécurité alimentaire visait à accroître les revenus en améliorant la productivité de l'agriculture et de l'élevage, en créant des emplois et en encourageant la participation



Enseignement des compétences entrepreneuriales aux villageois à Salima (Malawi)

communautaire au développement socioéconomique et à l'atténuation des conflits. Il profitera directement à environ 5000 ménages des villages de l'État de Kassala, et indirectement à bien d'autres par le biais d'activités connexes. L'ONUDI a formé plus de 100 agriculteurs à l'utilisation de meilleures pratiques agricoles et leur a fourni des semences de qualité, des outils et les intrants nécessaires. Un programme à l'étude sur le développement de la chaîne de valeur du soja devrait aider à stimuler l'emploi des jeunes, en particulier dans les régions agricoles rurales grâce à des activités destinées à apporter de la valeur ajoutée à cette culture. Les débouchés de l'huile de soja sont considérables dans le secteur des huiles comestibles et des biocombustibles en guise d'alternative écologique aux combustibles fossiles.

## Développement de PME et de consortiums d'exportation

Une politique de développement de PME a été mise en place en 2002–2003 en République-Unie de Tanzanie, avec l'aide de l'ONUDI. Son examen 10 ans plus tard a

montré que, si ses principes fondamentaux étaient toujours valables, certaines mesures d'intervention nécessitaient une mise à niveau. Les observations faites à l'issue de l'examen ont été confirmées lors d'un atelier des parties prenantes animé par les services du Secrétaire permanent du Ministère de l'industrie et du commerce. Dans le cadre d'une mesure de suivi, l'ONUDI apporte son aide à la réforme des processus et des procédures d'enregistrement. Conformément à l'esprit de la coopération Sud-Sud, le pays pourra s'inspirer de l'expérience acquise lors d'un exercice similaire au Viet Nam, où les données de plus de 809 000 entreprises, dont quelque 165 000 états financiers annuels de sociétés par actions sont accessibles au public par le biais du portail du système d'enregistrement des entreprises nationales. On estime qu'à ce jour la simplification des procédures d'enregistrement a généré 12 millions de dollars d'économies pour les entreprises vietnamiennes.

Un grand programme de 10 millions d'euros, lancé en septembre avec le financement de l'Union européenne et dont l'ONUDI met en œuvre la composante relative à l'assistance technique d'un montant de 2,2 millions d'euros, vise à stimuler la compétitivité au Cameroun par le transfert de savoir-faire aux institutions du pays et l'amélioration de la productivité et de la qualité de ses PME. Ce Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise couvre la modernisation de l'industrie, la création d'une bourse de sous-traitance et de partenariat et le renforcement des services de contrôle de la qualité et de veille économique pour la compétitivité de l'industrie. Il prend le relais d'un programme pilote axé sur la modernisation de l'industrie, la normalisation et la qualité, financé par l'Union européenne et achevé en 2012.

Un projet similaire sur les chaînes de valeur du secteur du textile et de l'habillement est en cours en République arabe syrienne. Dans ce cadre, l'ONUDI aide à accroître la qualité et la quantité des produits destinés aux marchés local et international, en particulier les pays de l'Espace économique européen, pour augmenter la rentabilité et favoriser la création d'emplois. Une évaluation du cadre réglementaire du développement industriel et une enquête sur les services d'aide au développement des entreprises ont également été réalisées à cette occasion et ont servi de point

de départ à la formulation de diverses recommandations pour renforcer l'environnement économique. Une formation sur la modernisation de l'industrie a été dispensée à 55 consultants et 8 jeunes diplômés syriens. L'ONUDI est en train de finaliser la mise au point d'un outil informatique pour le diagnostic, l'évaluation et la comparaison des performances des PME, qui sera par la suite validé lors d'essais sur le terrain.

Au cours de l'année, l'ONUDI a poursuivi ses efforts pour faciliter l'accès des PME des pays arabes aux chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales. En partenariat avec les institutions concernées de la région, elle a contribué à renforcer les capacités pour réduire les refus de produits, en particulier dans le secteur agro-industriel, où les questions de sécurité sanitaire des aliments et de viabilité de la filière occupent une place décisive. En Afrique du Nord, l'ONUDI a concentré ses efforts sur les débouchés des industries locales pour intensifier le commerce avec les pays de l'Espace économique européen.

## Améliorer la compétitivité

La compétitivité et l'innovation constituent les clefs de la croissance économique et du développement. Le Programme de modernisation et de mise à niveau de l'industrie de l'ONUDI contribue à la croissance économique et facilite l'intégration régionale des pays en développement ou à économies en transition, par le renforcement des capacités des industries locales en matière de création de valeur ajoutée, de diversification économique, de croissance à l'exportation et de création d'emplois. Au vu des bons résultats d'un programme pilote au Cameroun, l'Union européenne a alloué 10 millions d'euros pour élargir les activités couvertes par le programme. Au titre d'un accord signé en août, l'ONUDI exécute la composante relative à l'assistance technique, qui vise à améliorer la compétitivité des producteurs locaux du secteur privé et à promouvoir une nouvelle culture d'entreprise auprès des entreprises locales.

Le Rapport sur la performance compétitive de l'industrie 2012/2013, intitulé *The Industrial Competitiveness of Nations: Looking back, forging ahead* (Compétitivité industrielle des pays: s'inspirer du passé pour construire l'avenir), a été lancé en septembre à

Moscou. Il compare la capacité des pays à produire et à exporter des produits finis de manière compétitive, établit si un changement structurel favorable aux secteurs à fortes valeur ajoutée et intensité technologique s'est produit et montre l'impact de la production industrielle d'un pays sur le marché mondial.

À Cabo Verde, comme dans d'autres petits États insulaires, les perspectives d'emploi des jeunes et une base industrielle compétitive faisaient défaut et le pays dépendait fortement des transferts de fonds et de l'aide étrangère. Les réformes introduites par le



La troisième édition du "Guide des ressources sur le renforcement des capacités commerciales" de l'ONUDI couvre 31 institutions régionales et multilatérales, dont 5 banques régionales de développement. Elle fournit en outre des renseignements sur six mécanismes de coopération interinstitutions. Très axée sur les tendances dynamiques émergentes, en particulier les coûts des échanges, la chaîne de valeur, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, elle se révèle d'autant plus pertinente pour l'assistance technique en matière de commerce. Ce recueil des principaux services d'assistance technique bilatérale et multilatérale se veut plus complet et entend inciter à davantage utiliser le Guide. Il s'accompagne d'un nouvel outil interactif en ligne assorti de fonctions de recherche ([www.tcbresourceguide.org](http://www.tcbresourceguide.org)). ■

Gouvernement pour améliorer l'environnement économique du pays lui ont permis de passer, entre 2009 et 2012, de la cent quarante-neuvième à la cent dix-neuvième place du classement établi dans le rapport "Doing Business" de la Banque mondiale, qui mesure de manière objective la réglementation des affaires et son application effective aux entreprises locales dans 189 économies. Dans le cadre du programme unique pour Cabo Verde, l'ONUDI a aidé le pays à créer les capacités nécessaires à l'application de réformes fondées sur un dialogue avec le secteur privé et la société civile. Une étude des contraintes que rencontrent les entreprises a conduit à la formulation d'un plan d'action au titre du programme du Gouvernement pour la compétitivité. Des mesures sont déjà en cours pour améliorer les services de l'État destinés au secteur privé. L'ONUDI contribue également à améliorer la qualité des services de conseils et de formation fournis pour répondre aux besoins des MPME. Pour préparer les jeunes à leur future carrière dans une société d'entrepreneurs, le pays introduit un programme de formation à la création d'entreprises dans l'enseignement secondaire, dans le cadre d'un projet approuvé en novembre.

Le projet intitulé "Competing with Quality (Faire concurrence sur le terrain de la qualité)", au Mozambique, financé par l'Union européenne, fait partie des initiatives conçues pour stimuler la compétitivité du secteur privé et comporte des composantes relatives à la qualité comme au développement des PME. S'agissant de la qualité, la création d'un nouveau laboratoire de métrologie à Zimpeto, inauguré en septembre, a été une étape importante vers la mise en place d'un système de qualité robuste. Le volet PME comprenait une formation au développement des entreprises et à l'élaboration de politiques en Israël, au Portugal et en République-Unie de Tanzanie. L'ONUDI a, en outre, élaboré des documents de réflexion sur les moyens de renforcer les services de conseils aux entreprises et de créer un incubateur de PME.

Ces trois dernières années, l'ONUDI a aidé à accroître la compétitivité du secteur des exportations non traditionnelles en Côte d'Ivoire. Au titre de la deuxième phase d'un projet multiinstitutions financé par l'Union européenne, elle s'est vue confier la responsabilité d'améliorer la compétitivité des entreprises exportatrices. Au sein des trois chaînes de valeur retenues, à

savoir celles du manioc, du textile et des noix de cajou, elle a participé à la création de consortiums d'exportation et apporte son aide à la mise à niveau des normes nationales pour répondre aux exigences des marchés à l'exportation, ainsi qu'à l'homologation des laboratoires. Entré aujourd'hui dans sa phase finale, ce projet met l'accent sur l'adoption des normes et sur la réalisation d'une étude consacrée à la certification des produits et à l'homologation des laboratoires.

## Renforcement des capacités productives

---

### Acquisition de compétences

L'ONUDI aide les gens, en particulier les jeunes, à acquérir les compétences techniques et entrepreneuriales indispensables à la croissance et à la réduction de la pauvreté et œuvre pour la création d'un environnement plus propice aux initiatives de création d'entreprises. Deux enquêtes sur l'impact de l'enseignement sur la création d'entreprises en Angola et au Mozambique ont été réalisées en cours d'année, avec la collaboration de deux universités portugaises, à savoir l'Université de Beira Interior à Covilhã et l'Université catholique du Portugal à Porto. Les résultats seront présentés à la conférence mondiale sur la création d'entreprises et le développement durable qui sera organisée par l'International for Small Business and Entrepreneurship en 2014 à Dublin.

Un atelier international consacré aux technologies plus propres dans le secteur de la transformation du cuir s'est déroulé en mai-juin à Bursa (Turquie). Les participants se sont imprégnés de connaissances théoriques sur les méthodes de production plus propres et ont visité des usines de fabrication et de traitement du cuir et pris part à des séances en laboratoire. Ils transmettent aujourd'hui les savoir-faire et compétences qu'ils ont acquis lors de l'atelier aux autres employés des tanneries où ils travaillent.

Une conférence s'est tenue en juillet à Leipzig (Allemagne) afin d'examiner les risques et les difficultés rencontrées par les pays les moins avancés pour trouver les compétences industrielles vertes

indispensables au développement durable. Organisée conjointement par l'ONUDI, le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et WorldSkills International, la conférence visait à développer l'employabilité des jeunes des régions défavorisées. Elle a été suivie des Olympiades des métiers 2013, durant lesquelles des centaines de jeunes du monde entier ont présenté, devant un public, les compétences de leurs métiers respectifs et ont mesuré leurs performances à l'aune de critères de référence internationaux.

L'ONUDI a adopté un nouveau cadre méthodologique intitulé Innovation, développement et entrepreneuriat pour tous (IDEA). Conçu pour répondre aux besoins spécifiques des pays les moins avancés ou des pays à revenu intermédiaire, la méthode IDEA aborde le problème du chômage des jeunes et de l'amélioration de la condition de ceux d'entre eux qui travaillent dans le secteur informel. De plus amples informations sur le développement des compétences des jeunes figurent dans la section du présent chapitre consacrée à leur autonomisation.

### Assurance qualité

L'ONUDI a publié une deuxième édition de son rapport sur les normes commerciales, intitulé *Meeting Standards, Winning Markets*, qui examine le défi que représentent, pour les pays en développement, les normes commerciales et les exigences des marchés internationaux du secteur agro-industriel. Le rapport analyse les raisons des fréquents refus des exportations de ces pays aux frontières des principaux marchés internationaux ainsi que les implications financières de ces refus, tant par les pays de l'Union européenne et les États-Unis que par l'Australie et le Japon. Il présente les résultats d'une enquête sur les services de contrôle de la qualité et d'une autre sur la confiance des entreprises acheteuses dans le respect des normes, et fournit à diverses parties prenantes des orientations politiques et une aide à la décision, dans le but de faciliter le renforcement "intelligent" des capacités en matière de commerce et de respect des normes et d'aider les pays en développement exportateurs à détecter et à prévenir toute non-conformité susceptible de nuire à leurs exportations.

Les efforts entrepris par l'Organisation pour examiner cette question ont débouché sur la publication d'un rapport régional sur le respect des normes commerciales pour l'Asie de l'Est 2013 (*Regional Trade Standards Compliance Report—East Asian 2013*), en collaboration avec l'Institut des pays en développement de l'Organisme japonais pour le commerce extérieur. Lancé en septembre à Tokyo, ce rapport présente une analyse approfondie des refus d'importations de produits agroalimentaires en provenance de cette région sur les principaux marchés ainsi que des études de cas fouillées consacrées aux difficultés liées au respect des normes dans les chaînes de valeur agroalimentaires chinoises et vietnamiennes.

L'ONUDI est l'un des 10 partenaires interinstitutions du réseau pour l'assistance aux pays en voie de développement dans le domaine de la métrologie, l'accréditation et la normalisation, qui vise à faciliter l'accès de ces pays aux marchés en ciblant des domaines clefs du contrôle de la qualité. Au cours de l'année, l'ONUDI a élaboré un document d'orientation sur les meilleures pratiques en la matière, intitulé *Best Practices in Quality Infrastructure Development*, soulignant la contribution de ces services à la croissance économique, au commerce et à la réduction de la pauvreté. L'ONUDI et le Centre CNUCED/OMC du commerce international assureront conjointement le secrétariat du réseau pour la période 2014–2015.

Sous les auspices de son Institut pour le renforcement des capacités, l'ONUDI a exécuté un programme de formation sur le renforcement des capacités commerciales au niveau régional pour des décideurs d'Asie centrale. Le cours a permis aux participants de mieux comprendre les processus d'intégration économique, tels que l'élimination des obstacles au commerce ou la rationalisation des procédures et des réglementations, et leur a donné les outils pour explorer des stratégies en vue d'améliorer les règles, les politiques et les procédures commerciales dans leurs pays respectifs. Financé par le Ministère polonais de l'économie, le programme comprenait un cours à distance de cinq semaines, en mars et en avril, suivi d'un cours résidentiel de huit jours, en mai, à Issyk-Kul (Kirghizistan). Dispensé en russe, il ciblait des participants de l'administration publique, de l'industrie et du commerce. Environ 100 candidats ont suivi le cours en ligne et les 26 meilleurs ont ensuite été invités à la formation d'Issyk-Kul.

En juin, l'ONUDI et l'Union européenne ont signé un accord de 12 millions d'euros pour stimuler la compétitivité de l'industrie non pétrolière nigérienne. La phase de mise en route du projet a commencé en septembre. Le programme aidera à élaborer une politique nationale relative à la qualité et, avec la participation directe du secteur privé, à moderniser les services actuels d'accréditation, de métrologie et d'évaluation de la conformité. Dans le cadre du Programme relatif à la qualité en Afrique de l'Ouest, des experts de 15 pays de la région se sont réunis en octobre au Togo pour valider une structure des services de contrôle de la qualité élaborée avec l'aide de l'ONUDI. Dans le sud du continent, un nouveau grand projet est en cours d'élaboration pour aider le Swaziland à harmoniser la structure institutionnelle de l'Autorité nationale de normalisation avec les normes internationales.

Dans le cadre d'un projet en cours pour aider l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières, l'ONUDI a tenu une série d'ateliers régionaux pour sensibiliser aux principes des bonnes pratiques de gouvernance dans la mise en place de services nationaux de contrôle de la qualité. Le premier atelier, tenu en juin au Caire, a rassemblé plus de 70 représentants d'organismes nationaux d'accréditation, de normalisation, de métrologie, de contrôle de la qualité et de recherche. Il a été suivi d'ateliers similaires en septembre à Rabat et en octobre à Dubaï. Leur succès a conduit à l'élaboration de principes directeurs sur les bonnes pratiques de gouvernance pour promouvoir la normalisation, l'évaluation de la conformité, la qualité, la métrologie et les activités connexes ainsi que l'inspection, la vérification, les essais, le conseil et la formation. Disponible en anglais, en arabe et en français, ce document définit les règles de déontologie des services de contrôle de la qualité et énonce des principes directeurs reconnus au niveau international concernant les moyens de prévenir les pratiques inacceptables et, le cas échéant, d'y remédier.

Dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités d'1 million de dollars financé par l'Union européenne, à l'intention du Ministère haïtien du commerce et de l'industrie, l'ONUDI a été sollicitée pour aider à mettre en place un Bureau de normalisation et de métrologie. Une formation intensive a déjà été dispensée et des comités de normalisation des



produits prioritaires ont été créés. Après la phase de mise en route, le projet devrait se poursuivre sur deux ans. Confiante en les capacités de l'ONUDI, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti a financé la mise en service d'un nouveau laboratoire de métrologie. Avec le financement de nouveaux bailleurs de fonds, notamment l'Institut allemand de métrologie Physikalisch Technische Bundesanstalt et le Gouvernement du Brésil, le laboratoire fournit des services aux organismes de contrôle (métrologie légale) et aux opérateurs économiques (métrologie industrielle) pour garantir l'équité dans les transactions commerciales ainsi que la santé et la sécurité de la population. Pour la composante renforcement des capacités, l'ONUDI cible les cadres féminins dans les domaines de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de la qualité et exige qu'au moins la moitié des personnes formées soient des femmes.

En 2011, la Commission de l'Union africaine et l'ONUDI ont noué un partenariat pour accélérer la mise en œuvre du Plan pour la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique. Deux ans plus tard, l'ONUDI a reçu de la Commission une demande officielle pour assurer la coordination d'un consortium des principaux partenaires en vue de la mise en œuvre rapide du plan d'activités. Le consortium a consacré une semaine en octobre, au Ghana, à l'examen de la situation en matière de santé publique et des moyens pour l'industrie de produire des médicaments qui soient conformes aux normes internationales de sécurité.

## Sécurité du consommateur

Les maladies liées à l'alimentation touchent des millions de personnes à travers le monde. D'après la Banque mondiale, dans les pays les moins avancés, 70% des décès chez les enfants de moins de cinq ans sont imputables à des aliments contaminés par des agents biologiques. Si la sécurité sanitaire des aliments est cruciale pour la santé au niveau mondial, elle a également des incidences sur la capacité des pays en développement à exporter des produits alimentaires. L'ONUDI joue un rôle actif au sein du Partenariat mondial pour la sécurité sanitaire des aliments et a accueilli les premières réunions du Groupe



Grâce à un financement de l'Agence italienne de coopération pour le développement, l'ONUDI a aidé le Pérou à mettre en place un partenariat pour promouvoir des consortiums d'entreprises autochtones en vue d'un développement rural durable.

de travail technique en octobre (voir chapitre 2). Elle a également mis en place un mécanisme d'intervention rapide en cas d'alerte en matière de sécurité sanitaire des aliments sur les marchés intérieurs, régionaux et internationaux. Ce mécanisme a été lancé au stade de pilote en Gambie, au Ghana, en Guinée, en Sierra Leone et au Togo, au titre d'une coopération entre l'ONUDI et la Direction générale de la santé et de la protection des consommateurs de la Commission européenne. L'ONUDI a également apporté son aide à d'autres pays pour renforcer les contrôles sanitaires dans le cadre du commerce international et régional ainsi qu'à d'autres organismes régionaux. La phase pilote est financée par la Finlande et la Norvège.

## Développement inclusif

La Déclaration de Lima a remis l'accent sur la nécessité d'adopter des mesures spéciales pour aider les oubliés de la lutte contre la pauvreté. La présente section décrit quelques-uns des projets et programmes de l'ONUDI qui ciblent spécifiquement les groupes vulnérables des sociétés des pays en développement ou des pays les moins avancés dans la réalisation d'un développement à la fois durable et inclusif.

## Intégration des femmes dans le développement industriel

Non seulement l'intégration des femmes dans le développement industriel est une priorité dans la plupart des projets et programmes de l'ONUDI, mais aussi un certain nombre d'initiatives ciblent les femmes exclusivement ou principalement comme bénéficiaires. Outre ceux qui figurent tout au long du présent *Rapport annuel*, quelques exemples des efforts déployés par l'ONUDI en faveur des femmes sont décrits par région dans les paragraphes qui suivent.

Les projets de l'ONUDI sont conçus non seulement pour mieux intégrer les femmes dans le processus de développement industriel de leurs pays respectifs, mais aussi pour veiller à ce que les conditions de travail soient conformes aux normes de santé et de sécurité et non discriminatoires à l'égard des femmes. Cet aspect a été l'une des composantes importantes d'un projet de renforcement des capacités commerciales au Burundi, financé par le Cadre intégré renforcé et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, qui avait pour objectif de faire mieux respecter les normes et réglementations internationales. L'ONUDI a réalisé une analyse comparative hommes-femmes dans les chaînes de valeur du café et des fruits et légumes pour s'assurer qu'au moins un certain nombre de femmes participent aux formations, notamment aux modules de formation de formateurs. Ce projet contribuera à faire adopter des normes volontaires, en particulier le principe "à travail égal, salaire égal" de l'OIT et respecter les réglementations nationales sur la protection des femmes enceintes et des jeunes mères.

Au titre de son projet pour l'intégration et le progrès par la protection et l'autonomisation des groupes de personnes déplacées au Soudan du Sud, financé par le Gouvernement japonais, l'ONUDI a tenu trois ateliers de conception au cours desquels les participants, en majorité des femmes, ont appris à utiliser des machines à coudre et ont été encouragés à travailler des matériaux recyclés, sacs plastiques, textiles usagés et papier, pour réaliser des créations originales qui reflètent l'identité culturelle de leur pays. Forts de ces nouvelles compétences créatives en matière de conception textile et équipés d'un kit de démarrage comprenant une machine à coudre et des matériaux, les participants disposent maintenant de tous les

atouts nécessaires pour lancer leurs propres entreprises. Dans le cadre d'un autre projet dans ce pays, l'ONUDI a mis en place une unité mobile de formation pour accroître la participation des femmes aux programmes de développement des compétences dans les comtés de Nasir, Ulang et Panyikang. À Nasir, par exemple, moins de 4% des femmes exercent des activités rémunératrices, la majorité sont illettrées et 75% sont des mères célibataires qui n'ont pas accès à l'éducation. En République démocratique du Congo, l'ONUDI a contribué à former 400 agricultrices rurales aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et de fabrication ainsi qu'à la gestion d'entreprise. Au Sénégal, un projet d'appui aux industries culturelles et traditionnelles des régions de Toubacouta et du Delta du Saloum a fourni une assistance financière et technique à plus de 30 associations de femmes du secteur de la transformation du poisson de ces deux régions.

Le Centre Fandema de formation professionnelle des femmes, situé dans le village de Tujereng (Gambie), est un projet de développement communautaire au niveau local, conçu pour améliorer le niveau de vie des femmes par la formation à la création d'entreprises. Autogéré et autonome, le Centre n'était pas raccordé au réseau électrique national et n'était guère



Les jeunes sud-soudanais acquièrent le savoir-faire et l'expérience nécessaires pour s'assurer des moyens de subsistance durables comme travailleurs indépendants ou salariés du secteur privé.



alimenté que par un générateur. À l'issue d'un projet ONUDI/FEM pour la promotion de miniréseaux d'énergie renouvelable à des fins productives dans les régions rurales de Gambie, non seulement il possède son propre système autonome d'énergie solaire et d'énergie éolienne, mais aussi il sensibilise les femmes du pays à la nécessité impérieuse de recourir aux énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique et propose une formation de base aux équipements connexes.

Un nouveau projet pour aider le Nigéria à améliorer ses services de contrôle de la qualité dans les secteurs productifs non pétroliers de l'économie devrait favoriser une gestion responsable et respectueuse de l'égalité des sexes et l'autonomisation des Nigérianes par le renforcement de leurs capacités productives. L'ONUDI mène une analyse comparative hommes-femmes pour évaluer comment le projet pourrait contribuer à l'autonomisation économique des femmes et recenser tout effet dommageable potentiel de celui-ci sur ces dernières.

Dans nombre de pays en développement, les femmes sont traditionnellement employées dans le secteur agricole. En appui aux chaînes de valeur horticoles de Haute-Égypte, l'ONUDI a contribué à la construction d'unités de tri et de conditionnement, qui emploient des femmes peu qualifiées de régions rurales. Les projets d'appui aux chaînes de valeur agricoles au Maroc (huile d'argan et figues de barbarie à Ait Bâamrane) et en Tunisie (harissa, figues de Djebba et de barbarie) ont favorisé l'émergence de femmes entrepreneurs rurales (voir aussi chapitre 2).

Un projet que mène l'ONUDI au Liban en faveur de l'autonomisation de la communauté et de l'amélioration des moyens de subsistance a permis d'assurer la reprise économique dans différentes régions et, ainsi, à créer des emplois et à réduire la pauvreté. Plus de 500 femmes ont pu accroître leur participation à l'économie, tant à l'échelle de leurs propres ménages que du pays, en consolidant leurs compétences dans le domaine de l'agriculture et de l'entreprise. Les nouveaux équipements fournis aux coopératives devraient aider les producteurs d'huiles essentielles, d'huile d'olive, de confiture et d'autres produits et favoriser la création d'emplois pour les femmes. À ce jour, le projet a permis de moderniser 52 petites et moyennes agro-entreprises et d'aider environ 1 200 ménages.

Un projet relatif à l'égalité des sexes au Pakistan, achevé en fin d'année, a permis à plus de 500 femmes des collectivités pauvres rurales et semi-urbaines de créer ou d'améliorer leurs petites entreprises. Outre le savoir-faire en matière de gestion d'entreprise, elles ont été formées aux techniques de production, à la conception de produits et à l'innovation dans les domaines du marbre et de la mosaïque, des bijoux, des textiles d'ameublement et de la mode. Le projet a également aidé les universités et institutions d'appui privées locales à renforcer leurs capacités techniques et de développement d'entreprises. L'ONUDI a mis sur pied des centres pour la croissance de l'entreprise qui permettent aux femmes d'accéder à des prêts par le biais de la First Women's Bank du Pakistan.

Le Bangladesh est aujourd'hui le deuxième exportateur d'habillement au niveau mondial, derrière la Chine. Le secteur du textile et du prêt-à-porter du pays emploie 5 millions de personnes, dont 70% de femmes. L'effondrement tragique, en avril, du bâtiment abritant un atelier de confection en périphérie de Dhaka, qui a coûté la vie à 1 120 salariés, a attiré l'attention du monde entier sur les conditions de travail souvent dangereuses qui sont monnaie courante dans ce secteur. Dans le cadre de la troisième composante, destinée aux secteurs du textile et de l'habillement, du Programme d'amélioration des conditions de travail et des normes ["Better Work and Standards Programme" (BEST)], lancé en 2010 avec l'appui financier de l'Union européenne et de la NORAD, l'ONUDI aide le secteur à tirer parti des marchés mondiaux. Depuis le début du projet, les recettes du secteur ont augmenté, passant de 15 milliards de dollars à 21,5 milliards de dollars aujourd'hui. Par ailleurs, l'ONUDI et l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement s'attachent à améliorer la productivité et les conditions de travail et à développer le secteur du textile et de l'habillement au Bangladesh pour créer des emplois de meilleure qualité. Les progrès accomplis au cours de l'année incluent l'assistance à 21 entreprises pour améliorer la qualité et la productivité; l'élaboration de 11 modules de formation à effet rapide; six séminaires; la mise au point d'un plan de développement de regroupements d'entreprises par le London College of Fashion en consultation avec les parties prenantes; l'appui à trois instituts de recherche et de formation pour l'industrie du textile et de l'habillement; et la

prolongation d'un accord de partenariat public-privé entre le Ministère des textiles et du jute et l'Association des usines du textile du Bangladesh.

Au titre du projet relatif à la nutrition et à la sécurité alimentaire des ménages en Afghanistan, financé par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI a contribué à former des femmes à la transformation de produits agricoles et à mettre sur pied des centres de transformation gérés par des coopératives de femmes, dans les provinces de Badakhshan, Bamiyan, Daykundi, Kaboul et Nangarhar.

Conformément à ses politiques en matière d'égalité des sexes, l'ONUDI a réalisé une enquête sur ce sujet en Ukraine pour garantir que ces questions seront bien prises en compte lors de la conception et de l'exécution d'un projet visant à favoriser l'adaptation et l'adoption d'une production plus propre et économe en ressources, qui passe par la création et l'exploitation d'un centre pour une production plus propre. Le rapport d'enquête formule des recommandations pour remédier aux inégalités hommes-femmes dans le cadre du projet. Cet aspect sera également pris en compte dans l'élaboration des stratégies et dans l'évolution future du centre.

Au Panama et au Pérou, des artisanes ont reçu l'aide de l'ONUDI au titre de deux projets financés par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et achevés au cours de l'année. L'assistance de l'ONUDI au Pérou était axée sur le secteur de l'artisanat et sur la création de regroupements d'entreprises créatives dans quatre régions où environ 85% des artisans sont des femmes. Au Panama, le projet de trois ans a fourni un appui au développement de microentreprises durables dans les régions rurales, en particulier dans les secteurs de la transformation de produits agricoles et du tourisme. Il ciblait les populations vivant sous le seuil de pauvreté, en particulier les communautés indigènes des provinces de Coclé, Herrera, Veraguas et Chiriqui.

Suite à la réunion du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes tenue en mars à New York, l'ONUDI a invité le Réseau à participer au Forum de l'énergie de Vienne en mai, en particulier à une manifestation parallèle sur le thème "égalité des sexes et énergie". Celle-ci a réuni un groupe de praticiens, d'experts et de défenseurs pour poursuivre le

débat sur le rôle moteur que jouent les femmes et sur leur autonomisation économique dans le domaine de l'énergie. Elle a débouché sur le consensus que, pour avoir un impact durable sur la réduction de la pauvreté, les stratégies, politiques et pratiques énergétiques devaient favoriser l'autonomisation des femmes, tant en encourageant le rôle moteur qu'elles jouent qu'en remédiant aux obstacles à leur participation pleine et active. Un manuel opérationnel de l'ONUDI fournira des orientations sur comment faire en sorte que les projets en matière d'énergie prennent en compte de manière systématique les inégalités hommes-femmes existantes ou potentielles.

## Autonomisation des jeunes

Au cours des sept dernières années, l'engagement de l'ONUDI pour veiller à ce que les jeunes mozambicains disposent des compétences nécessaires à la création de leurs propres entreprises a donné des résultats exceptionnels. Dans le cadre d'un projet pour les jeunes financé par le Gouvernement norvégien, la création d'entreprises a été inscrite au programme scolaire des collégiens de dernière année et des lycéens de 331 établissements. À l'issue du projet, achevé en fin d'année, 1 654 enseignants avaient été formés et près de 500 000 élèves suivaient ce cours. Le Ministère de l'éducation et de la culture a intégré le programme à sa stratégie d'éducation nationale,



Le Salon de l'entrepreneuriat et de l'emploi d'Abuja a été organisé par l'ONUDI en coopération avec le Ministère fédéral nigérian de l'industrie, du commerce et de l'investissement.

garantissant ainsi la pérennité des résultats des efforts entrepris par l'ONUDI pour transformer le quotidien des jeunes du Mozambique.

Au titre d'un projet similaire achevé récemment en Angola, exécuté en partenariat avec les Gouvernements du Portugal et de la République de Corée et l'entreprise énergétique Chevron, la création d'entreprises a été mise au programme scolaire de 10 000 élèves de 45 établissements pilotes de 9 provinces. L'ONUDI a contribué à former 150 enseignants, 40 directeurs pédagogiques, 15 coordonnateurs, 8 inspecteurs et 18 agents d'éducation pour enseigner cette matière et préparer les programmes et les supports pédagogiques à soumettre à l'approbation du Conseil scientifique en vue d'un essai pilote. À ce jour, 2 000 jeunes ont obtenu un diplôme comprenant des compétences entrepreneuriales et, au vu des bons résultats du programme pilote, le Gouvernement inscrira ce cours aux programmes scolaires à l'échelle du pays, espérant ainsi en faire profiter jusqu'à 500 000 élèves.

À Cabo Verde, un nouveau programme de formation à la création d'entreprises, financé par le Gouvernement portugais et l'ONUDI, a été lancé dans l'enseignement secondaire. Au Rwanda, cette matière est devenue obligatoire dans le secondaire en 2010, suite au succès d'un projet d'enseignement de l'ONUDI consacré à ce sujet (voir chapitre 2). En Côte d'Ivoire, au cours de l'année, 700 étudiants ont été diplômés d'un centre de formation professionnelle restauré et équipé dans le cadre d'un projet de l'ONUDI pour enseigner les compétences nécessaires dans les domaines de la mécanique, de la métallurgie, de la plomberie et de la maçonnerie. Actuellement, 1 546 nouveaux étudiants suivent ces cours.

En octobre, l'ONUDI et le Ministère mozambicain de l'éducation et de la culture ont organisé une conférence de deux jours sur l'entrepreneuriat des jeunes: investir dans les générations futures. Cette conférence a réuni à Maputo des délégations d'Angola, de Cabo Verde, de Côte d'Ivoire, d'Ouganda et du Rwanda venues présenter leurs expériences et leurs meilleures pratiques dans ce domaine. Une manifestation similaire s'est tenue en juin à Abuja. Inédit au Nigéria, le Salon de l'entrepreneuriat et de l'emploi a été organisé par l'ONUDI en coopération avec le Ministère fédéral nigérian de l'industrie, du commerce et de l'investissement. Il a rassemblé 1 228 jeunes et 1 091

autres ont participé à un salon similaire à Lagos. Des prix ont été décernés aux trois meilleurs plans d'affaires parmi les 189 en compétition.

Vingt-quatre entrepreneurs en herbe participant au Programme sous-régional multipartite de l'ONUDI pour la création d'emplois productifs décents pour les jeunes dans les pays membres de l'Union du fleuve Mano (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone) ont passé trois mois à l'Institut de technologie de Vellore (Inde). L'occasion leur a été donnée d'élaborer des plans d'activités viables et bancables, de tisser des liens avec des entrepreneurs indiens de leurs secteurs et d'acquérir les connaissances et les techniques adaptées aux besoins de leurs pays respectifs.

Dans le cadre d'un projet de l'ONUDI en Gambie, financé par le FEM, de jeunes entrepreneurs ont été formés aux technologies d'énergie renouvelable, en particulier à l'utilisation du solaire et de l'éolien pour des applications commerciales allant du pompage d'eau à la fabrication de savon. Un autre sur la gazéification de biomasse au Bénin a permis de former de jeunes agriculteurs. Au titre d'un projet visant à améliorer l'efficacité énergétique de l'industrie en Afrique du Sud, l'ONUDI forme un certain nombre de jeunes ingénieurs participant au stage sur les systèmes de gestion de l'énergie et les questions d'optimisation des systèmes énergétiques mis sur pied par le Centre national pour une production plus propre sud-africain.

La population des pays arabes a presque triplé depuis 1970, passant de 128 à 362,5 millions d'habitants, dont plus de 60 % sont âgés de moins de 25 ans. Pour nombre d'entre eux, l'emploi reste un rêve inaccessible. Les tensions politiques récentes dans la région ont encore exacerbé ce problème.

L'autonomisation des jeunes entrepreneurs et la création d'emplois pour les femmes sont une priorité du Programme de promotion des investissements de l'ONUDI en Iraq. Les Centres pour le développement de l'entreprise situés à Bagdad, Thi Qar, Bassora et Erbil fournissent aux jeunes les compétences nécessaires à la création de leurs propres entreprises ou à la recherche d'un emploi décent dans les entreprises existantes. Une nouvelle initiative de l'ONUDI en Tunisie vise à créer au moins 1 600 emplois pour les jeunes dans les régions vulnérables d'El Kef, de Kairouan, de Kasserine et de Sidi Bouzid, par la création et le développement d'entreprises. Ce projet de

2,9 millions de dollars, financé par le Gouvernement italien, l'USAID et Hewlett-Packard (HP), devrait contribuer à renforcer les capacités des institutions d'appui aux entreprises aux niveaux régional et local, des centres de formation, des universités et des instituts de formation professionnelle dans ces domaines. Plus de 1000 entrepreneurs en herbe participeront à des séminaires sur la promotion d'entreprises. En outre, 800 jeunes entrepreneurs suivront une formation à la création d'entreprises et, grâce à des cours présentiels ou en ligne dispensés dans le cadre de l'Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs de HP (HP LIFE), 8400 autres seront dotés des outils informatiques nécessaires pour stimuler l'efficacité et la croissance de leurs entreprises. Par ailleurs, 146 autres entrepreneurs participant à cette initiative ainsi que 40 entrepreneurs débutants recevront directement des conseils en matière d'entreprise de la part de professionnels certifiés par l'ONUDI. L'essentiel du travail préparatoire du projet a été accompli et, à ce jour, 16 formateurs ont été certifiés HP LIFE, 255 entrepreneurs et 159 étudiants ont été formés en présentiel et plus de 3000 Tunisiens ont eu accès aux cours en ligne disponibles sur la plate-forme HP LIFE.

Les pays d'Europe et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique ne sont pas épargnés par le problème du chômage des jeunes que connaissent de nombreux pays les moins avancés. Un projet lancé en mars avec le financement du Gouvernement autrichien aide à créer les emplois dont l'Arménie a tant besoin, vu le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans qui a atteint 48,2% chez les femmes et 32,2% chez les hommes en 2012. Conformément aux priorités du Gouvernement et aux recommandations du Cadre d'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ce projet fournira un appui à 300 jeunes femmes et hommes pour créer ou développer des entreprises, par la formation et le conseil dans ces domaines. Les nouveaux entrepreneurs peuvent postuler à un fonds renouvelable, mis en place au titre du projet, pour fournir le capital initial nécessaire à la création d'entreprises par les jeunes, qui devrait fonctionner pendant au moins 15 ans pour assurer des financements aux futurs entrepreneurs. Au cours des trois premiers mois du projet, 29 des 86 candidats ont été invités à suivre une formation et 10 jeunes entrepreneurs



Travaux de groupe lors de la formation HP LIFE en ligne à l'intention des formateurs à Kairouan (Tunisie)

ont obtenu un prêt pour créer ou développer leurs entreprises. L'ONUDI a également réalisé une analyse sectorielle au niveau régional pour faciliter les études de marché.

## Appui aux pays sortant d'une crise

La réinsertion des réfugiés est un problème que connaissent de nombreux pays. Un certain nombre de projets de l'ONUDI ont permis aux rapatriés d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi et subvenir aux besoins de leurs familles ou créer leurs propres entreprises et devenir autonomes. L'ONUDI contribue à la formation professionnelle et à la création d'entreprises, mais aussi au renforcement des capacités des institutions partenaires dans ce dernier domaine. Ainsi, au Libéria, 900 rapatriés ont suivi ces formations, et plus de la moitié d'entre eux ont déjà lancé leurs propres entreprises ou trouvé un emploi. L'ONUDI a aidé à introduire un programme de formation fondé sur les compétences dans le système d'enseignement et de formation professionnels techniques du pays et institutionnalisé l'aide aux réfugiés au sein de la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés. L'intervention a été financée par le Gouvernement du Japon.

Ces deux dernières années, l'ONUDI a aidé le Gouvernement de la République démocratique du Congo à développer son secteur agroalimentaire pour créer des emplois et des revenus qui améliorent les moyens de subsistance et contribuent à maintenir la paix. Au Centre d'information et de vulgarisation agroalimentaire de Kimpese (CIVAK) dans la province du Bas-Congo, plus de 1 500 bénéficiaires, principalement des femmes et des jeunes, ont été formés à de meilleures méthodes pour transformer le manioc et les fruits, améliorer leurs pratiques de production et mieux gérer leurs entreprises et commercialiser leurs produits. Une nouvelle unité de transformation de fruits, d'une capacité de production de confiture de fruits égale à 150 kg par heure, est maintenant en service et le CIVAK a été agrandi avec l'appui financier du Japon. Les nouvelles infrastructures ainsi que l'amélioration des compétences en matière de transformation et d'hygiène des aliments, d'entrepreneuriat et de commercialisation ont permis aux bénéficiaires de convaincre plus de 1 000 agriculteurs de confier leur production à l'unité de transformation du Centre. Environ 800 habitants des villages voisins ont désormais accès à l'électricité grâce à la construction d'un

nouveau poste électrique qui assurera l'autonomie énergétique du Centre à l'issue du projet. Au total, plus de 4 000 personnes profitent directement ou indirectement des divers services fournis par le Centre.

Tirant parti des programmes de formation professionnelle existants, un projet de l'ONUDI au Soudan du Sud aide le pays à développer son capital humain et à intégrer les personnes déplacées et les anciens combattants. Suite à une évaluation des besoins du marché de l'emploi, l'ONUDI a élaboré des programmes de formation pour 75 entrepreneurs en herbe ainsi que sur 11 sujets pour 624 autres bénéficiaires. Des boîtes à outils ont été proposées aux participants et l'ONUDI a organisé des séjours d'études en Allemagne, en Égypte et en Israël pour 12 apprentis entrepreneurs. L'ONUDI a également examiné les plans d'activités de nouvelles microentreprises et sélectionné les meilleurs, par exemple des projets de réparation de téléphones ou de restauration mobile, auxquels elle fournira un appui. Des cours de perfectionnement ont été dispensés dans les domaines de l'hôtellerie, de la construction et de la soudure pour accroître l'employabilité des diplômés et un centre de conception de produits a vu le jour au terme de trois ateliers sur ce sujet.



## UN CADRE D'ACTION RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

---

► L'ONUDI est reconnue par la communauté internationale comme un acteur incontournable dans le débat sur l'énergie et l'environnement. Son Directeur général de 2004 à mi-2013, Kandeh K. Yumkella, était Président d'ONU-Énergie et Représentant spécial pour l'initiative Énergie durable pour tous du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il a quitté l'ONUDI en juin pour prendre fonction en tant que Représentant spécial du Secrétaire général chargé du nouvel Office des Nations Unies pour l'énergie durable sis à Vienne.

L'industrie a indéniablement une empreinte écologique importante mais l'ONUDI, grâce à sa mission de promotion d'un développement industriel socialement inclusif et respectueux de l'environnement ainsi qu'à son expérience et son expertise avérées dans ce domaine, jouit d'une position privilégiée pour améliorer la performance environnementale de l'industrie manufacturière mondiale. Croissance et viabilité de l'industrie ne sont aucunement incompatibles et, pour peu que l'on adopte les bonnes technologies, elles peuvent, et doivent, se conjuguer pour assurer un avenir plus radieux aux générations futures.



## Industrie verte

En coopération avec le Ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information, l'ONUDI a organisé la Conférence sur l'industrie verte 2013 en novembre à Guangzhou (Chine), consacrée à la mise en place d'une économie circulaire reposant sur l'utilisation rationnelle des ressources et l'efficacité de la gestion et des politiques environnementales. La Conférence a examiné les moyens d'appliquer les concepts de l'industrie verte aux processus de fabrication et a permis à quelque 700 participants de présenter leurs expériences et de découvrir les nouvelles initiatives et projets relatifs à la mise en œuvre de mesures en faveur de l'industrie verte au niveau national. Au cours de sa visite en Chine, le Directeur général de l'ONUDI, Li Yong, a signé un mémorandum d'accord avec le Ministre chinois de l'industrie et des technologies de l'information pour promouvoir l'industrie verte et la production plus propre dans le pays, notamment l'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie dans l'industrie et des programmes visant à réduire l'emploi du plomb.



Conférence sur l'industrie verte 2013 à Guangzhou (Chine)

Le Sommet des dirigeants du Pacte mondial, tenu en septembre à New York, a été l'occasion pour l'ONUDI de présenter son Initiative pour l'industrie verte. Il s'inscrivait dans une série de manifestations mondiales, organisées en partenariat avec divers États et organismes, à Bruxelles, à Lima, à Londres, à

Nairobi, à New York et à Séoul entre les mois de septembre et décembre, pour aider à susciter plus largement de l'intérêt pour l'approche favorable à l'industrie verte et démontrer la viabilité de ce type d'industrie comme moyen de parvenir à un développement industriel et économique durable.

En coopération avec le PNUE, l'OCDE, le Système économique latino-américain et caraïbe et la Banque latino-américaine de développement, l'ONUDI exécute un projet dans cette région pour définir un ensemble d'indicateurs de suivi de la croissance verte. Fondés sur le cadre de mesure de la croissance verte de l'OCDE, ces indicateurs sont établis à partir de l'expérience du PNUE en matière d'indicateurs environnementaux. Sept pays de la région sont actuellement concernés, à savoir la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay et le Pérou, mais d'autres pays ont déjà exprimé leur intérêt et devraient participer au programme par la suite.

### Production plus propre et économe en ressources

Depuis son lancement en 1994, le programme de l'ONUDI pour une production plus propre a été élargi à plus de 50 pays. En 2010, l'ONUDI et le PNUE ont créé un réseau pour promouvoir l'adaptation et l'adoption de la production propre et économe en ressources dans les pays en développement ou à économies en transition (voir chapitre 2).

Un atelier international sur la production durable dans l'industrie de la transformation du cuir a été organisé par l'ONUDI en mai-juin à Bursa (Turquie), en coopération avec le Gouvernement turc. Les participants des pays en développement ont ainsi eu l'occasion de mieux appréhender les enjeux des technologies et de la production industrielle durables et de partager leurs expériences dans le domaine des technologies plus propres. La troisième Conférence du Réseau mondial de production propre et économe en ressources s'est tenue en septembre à Montreux (Suisse), sur la réalisation accélérée du découplage ("Putting decoupling into action: moving to scale"); elle a été organisée par le PNUE et l'ONUDI, avec l'appui du Secrétariat d'État aux affaires économiques de la Suisse. L'efficacité et l'innovation figuraient par



ailleurs à l'ordre du jour d'un Sommet international organisé en avril à Lima par le Ministère péruvien de la production, en collaboration avec l'ONUDI.

Dans le cadre du réseau régional de production propre et économe en ressources, les partenaires de projet en Albanie, en Croatie, en ex-République yougoslave de Macédoine, au Monténégro, en République de Moldova et en Serbie se sont entr aidés pour élaborer et exécuter des projets thématiques, en premier lieu ceux relatifs aux domaines de la production à faible émission de carbone et du tourisme durable. Le volet concernant la gestion rationnelle des produits chimiques, notamment le leasing chimique, commencera en 2014. Les activités comprennent la sensibilisation, la formation de consultants nationaux, la réalisation d'évaluations à l'échelle de l'entreprise et la diffusion des résultats. Le Centre national pour une production plus propre le plus expérimenté dans chaque domaine dirige le groupe, coordonne des activités thématiques dans la région, renforce l'échange des données, la coopération et l'apprentissage entre les centres nationaux et aide ces derniers pour les questions relevant du projet.

L'ONUDI a été l'un des précurseurs du leasing chimique dans les pays en développement ou à économies en transition dès 2004. Un grand projet sur ce sujet est actuellement mené dans des centres au Brésil, en Colombie, en Croatie, en Fédération de Russie, au Mexique, au Nicaragua, en Ouganda, en Serbie et à Sri Lanka. Les centres échangent régulièrement des informations et des données d'expérience dans le cadre de conférences en ligne et de réunions d'experts et grâce à la diffusion de supports techniques et informatifs, pour autant qu'ils utilisent la même langue. L'ONUDI encourage la résolution conjointe des problèmes, en particulier entre centres d'une même région. Ainsi, un expert du centre de Serbie a fourni une assistance technique à ceux de Croatie et d'Ukraine, tandis qu'un expert du centre de Colombie a aidé celui du Nicaragua. D'autres outils pour faciliter l'échange de données d'expérience et de savoir-faire ont été élaborés, comme le nouveau sous-groupe thématique sur le leasing chimique dans l'agriculture et l'assistance téléphonique assurée par des experts de divers pays.

Près de 1500 ménages ruraux au Viet Nam ont bénéficié d'un projet interinstitutions qui s'est achevé



## PUBLICATIONS RÉCENTES SUR L'INDUSTRIE VERTE

Le recueil intitulé "La croissance verte: de la productivité du travail à la productivité des ressources, exemples de bonnes pratiques, initiatives et options politiques" a été publié en avril avec l'appui de l'Agence française de développement et de l'Institut de recherche pour une Europe durable. Il étudie les questions de l'utilisation rationnelle des ressources et de la productivité et aide à définir des approches de la croissance et du développement économiques qui soient moins dépendantes de l'utilisation des ressources que les modèles actuels. Le rapport intitulé *Greening food and beverage value chains: the case of the meat processing industry*, consacré à l'amélioration du respect de l'environnement dans les chaînes de valeur de l'alimentation et des boissons, et en particulier au secteur de la transformation de la viande, passe en revue les bonnes pratiques en la matière dans les chaînes d'approvisionnement en viande de bœuf en Asie et a vocation à servir de point de départ aux praticiens pour adopter des politiques et des pratiques industrielles vertes. Un rapport complet publié en juin et intitulé *Greening value chains for sustainable handicrafts production in Viet Nam*, consacré à l'amélioration du respect de l'environnement dans les chaînes de valeur pour favoriser l'artisanat durable, décrit l'action menée par l'ONUDI dans le cadre du programme conjoint du Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, financé par l'Espagne. Il présente des solutions globales pour ce secteur, dans des domaines aussi variés que la culture et la récolte de matières premières, la production, la commercialisation et l'identification de perspectives de développement selon une triple approche. La publication sur l'élaboration d'un outil de diagnostic de la viabilité environnementale des chaînes de valeur agricoles intitulée *Towards the development of a tool for diagnosing the environmental sustainability of agro value chains* présente les résultats d'un projet d'étude sur l'amélioration globale de l'empreinte écologique des chaînes de valeur agricoles et évalue 28 approches, méthodes et outils selon des principes ayant été convenus. ■

en juin. Par ailleurs, dans le cadre d'un programme financé par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD, 27 collectivités des provinces du nord de Hòa Bình, Nghệ An, Phú Thọ et Thanh Hóa ont découvert des pratiques et techniques écologiques dans la production artisanale (d'objets en bambou ou rotin, de papier fait main, de soie, d'herbes marines et de produits laqués) et appris comment resserrer leurs liens avec les marchés internationaux. Le programme conjoint a contribué à augmenter les revenus des ménages bénéficiaires de 80% par rapport à ceux d'un groupe témoin ne participant pas au programme, à réduire les conséquences environnementales de la production artisanale et à améliorer les conditions de travail. L'ONUDI a réalisé une évaluation dans le domaine de la production plus propre dans 48 PME,

## VERS UN MODÈLE ÉCONOMIQUE DURABLE: DE LA PRODUCTIVITÉ AXÉE SUR LE TRAVAIL À LA PRODUCTIVITÉ AXÉE SUR LES RESSOURCES

*"Au vu des pénuries des ressources naturelles, un nouveau modèle s'avère nécessaire. La croissance verte doit être basée sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, mais aussi sur une nouvelle révolution, celle de l'économie circulaire."*

Delphine Batho, ancienne Ministre française de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunis en mai à Paris, les dirigeants de la planète et les acteurs clefs du débat environnemental mondial ont débattu du thème "Vers un modèle économique durable: de la productivité axée sur le travail à la productivité axée sur les ressources". Au cœur du nouveau modèle de croissance figurait l'impératif de découpler la croissance économique et l'utilisation accrue de matières premières, en d'autres termes de "faire plus avec moins", exigence essentielle pour aller vers une économie verte. Le forum international a été organisé conjointement par l'ONUDI et l'Agence française de développement avec l'appui du PNUE. ■

formé 65 formateurs dans ce domaine et dispensé des cours de base en la matière à 19 collectivités. Neuf groupes de producteurs ont suivi un cours de perfectionnement des compétences, qui a profité à 261 ménages. Le projet a également contribué à améliorer les outils et équipements et à donner des conseils et orientations dans le domaine de la conception durable de produits.

Le problème des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ne cesse de s'amplifier, même s'il recèle également des possibilités de création d'emplois intéressants. Un nouveau projet de trois ans au Cambodge vise à créer des débouchés professionnels et économiques pour les jeunes et, d'une manière générale, à améliorer les compétences, connaissances et pratiques en matière de gestion des DEEE. Pendant sa phase de démarrage, le projet a concouru à la formation de 30 formateurs locaux et de 110 jeunes sans emploi de cinq provinces pilotes. Il a permis de renforcer les capacités et les compétences pour l'installation et la réparation de cinq produits prioritaires, à savoir téléphones mobiles, climatiseurs, téléviseurs, réfrigérateurs et machines à laver. L'ONUDI met actuellement au point une approche intégrée de développement d'entreprises axée sur les jeunes pour favoriser la création de débouchés professionnels et économiques, ainsi que des stratégies de renforcement des capacités pour la gestion efficace des DEEE. Financé principalement par la République de Corée, par l'entremise du Programme de partenariat sur le climat en Asie de l'Est (East Asia Climate Partnership Programme), et bénéficiant d'un appui financier supplémentaire de Samsung Electronics, le projet se poursuivra jusqu'en août 2015.

L'ONUDI est en train d'élaborer un projet pour renforcer les compétences humaines en matière d'utilisation productive des ressources naturelles et de traitement des déchets, en vue de créer des emplois pour les populations marginalisées des pays suivants: Croatie, Hongrie, ex-République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Turquie et Ukraine. Un projet pilote a été lancé en Hongrie en coopération avec l'Institut pour la formation et la recherche Türr István, organisme financé par l'État qui travaille avec les communautés ethniques et les groupes défavorisés, notamment les Roms. Il sera également axé sur l'utilisation rationnelle des

ressources et les sources d'énergie renouvelable, le traitement de différents types de déchets et la création de débouchés professionnels et économiques dans le secteur de l'électronique. En septembre, l'ONUDI et l'Institut Türr István ont tenu une première réunion sur le site envisagé pour le projet.

En octobre, l'ONUDI a organisé son séminaire international annuel sur le concept d'écoville, destiné aux décideurs et aux responsables techniques chargés de la gestion environnementale de zones et bâtiments industriels des pays en développement. Le séminaire s'intéressait au modèle japonais de ville à zéro émission, à partir duquel des enseignements peuvent être tirés en matière de recyclage et de gestion des déchets. Après trois années de coopération fructueuse, l'ONUDI et l'écoville de Kitakyushu ont renouvelé en mai un mémorandum d'accord encadrant leur coopération future dans les domaines des technologies environnementales et des services de recyclage des déchets. D'autres partenariats en matière de traitement et de gestion des déchets concernaient notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour l'application innovante des technologies par faisceau d'électrons au traitement des déchets, et des cimentiers, pour l'utilisation de déchets industriels dangereux dans les procédés de production du ciment.

## Efficacité énergétique dans l'industrie

Le programme de l'ONUDI sur l'efficacité énergétique dans l'industrie s'articule autour des quatre grands domaines thématiques suivants: systèmes et normes de gestion de l'énergie; optimisation des systèmes énergétiques; technologies de procédés industriels à faible émission de carbone et meilleures pratiques dans ce domaine; et analyses comparatives. L'adoption de systèmes de gestion de l'énergie et de mesures en faveur de l'efficacité énergétique dans de nombreux pays s'est traduite par des économies d'énergie. Cependant, le respect des normes en matière d'efficacité énergétique de l'industrie et d'énergie renouvelable peut poser des difficultés aux pays en développement qui ne disposent pas des savoir-faire ou des services d'évaluation de la conformité nécessaires.

L'ONUDI a contribué à faire adopter la norme ISO 50001 (management de l'énergie) dans une vingtaine



Un technicien chauffagiste en Équateur explique aux stagiaires les nouvelles pratiques opérationnelles introduites pour générer 25 % d'économies d'énergie.

de pays au cours de l'année. Les projets ont obtenu un financement du FEM à hauteur de 88 millions de dollars, qui leur a ensuite permis de mobiliser plus de 600 millions de dollars au titre d'un cofinancement octroyé par des institutions financières, des entreprises et les gouvernements bénéficiaires. Les 17 premières entreprises à mettre en place des systèmes de gestion de l'énergie en Équateur ont réalisé des économies d'énergie estimées à ce stade à 17,2 GWh par an. La norme ISO 50001 a été adoptée comme norme technique nationale et l'ONUDI a formé 50 fonctionnaires aux systèmes de gestion de l'énergie ainsi que 150 cadres et 146 agents aux principes de base en la matière. En outre, 20 techniciens ont suivi une formation approfondie sur l'application de la norme. Une formation sur l'optimisation des systèmes à vapeur et à moteur est en cours et des diagnostics énergétiques ont été réalisés dans 25 entreprises.

Dans le cadre du programme de l'ONUDI sur les systèmes de gestion de l'énergie et l'optimisation des systèmes énergétiques, des projets ont été lancés en Égypte et en République islamique d'Iran, portant ainsi à 11 le nombre total de projets en cours dans ce domaine. À la fin de l'année, plus de 5000 décideurs avaient participé au programme et l'ONUDI avait dispensé des formations poussées sur la mise en œuvre et l'optimisation de ces systèmes à plus de 700 consultants en efficacité énergétique, formé environ 4500 employés et aidé plus de 100 entreprises à mettre en place des systèmes de gestion de l'énergie,

conformes à la norme ISO 50001 ainsi qu'aux tout derniers savoir-faire et pratiques en matière d'optimisation de systèmes. Certaines des entreprises participantes ont déjà engagé des démarches en vue de la délivrance par un tiers d'une certification ISO 50001. En Afrique du Sud, 31 diplômés ont achevé en juillet une formation homologuée par l'ONUDI et un programme de certification ISO 50001, et sont maintenant habilités à diriger une équipe d'audit dans le cadre d'une démarche de certification ISO 50001 d'une entreprise. Le programme de certification s'inscrivait dans un projet plus large visant à améliorer l'efficacité énergétique en Afrique du Sud et constituait la première étape des activités de l'ONUDI en matière d'évaluation du respect de cette norme, domaine dans lequel la demande de coopération technique ne cesse de croître.

Les entreprises partenaires de l'ONUDI en Afrique du Sud, dont ArcelorMittal Steel, BMW, South African Breweries et Toyota, ont enregistré des économies d'énergie supérieures à 150 GWh par an. Des projets menés en Malaisie et au Viet Nam ont également obtenu des résultats remarquables. Au titre de la composante relative aux systèmes de gestion de l'énergie du projet pour la Malaisie, 218 participants venant de 42 usines ont été formés par des experts internationaux et 9 de ces usines ont d'ores et déjà adopté ces systèmes. Des ateliers de formation sur l'optimisation des systèmes de pompage, de ventilation, de vapeur et d'air comprimé ont été suivis par 633 autres participants. Les réactions positives suscitées par le projet ont incité la Malaisie à allouer à l'ONUDI les deux tiers du montant de sa dotation au titre du domaine d'intervention du FEM5 relatif aux changements climatiques, portant ainsi à 11 millions de dollars le portefeuille de projets sur cette thématique. Au Viet Nam, 10 entreprises ont adopté des plans de gestion de l'énergie; deux d'entre elles ont d'ailleurs été les premières certifiées ISO 50001 dans le cadre d'un projet de l'ONUDI.

Le portefeuille de projets de l'ONUDI consacrés à l'efficacité énergétique s'est enrichi de nouveaux domaines, notamment les normes de performance énergétique des équipements industriels, l'intégration de l'efficacité énergétique et des technologies d'énergie renouvelable dans l'industrie, la promotion et le soutien à l'innovation en matière de technologies

propres et le transfert des capacités manufacturières au profit des technologies à faible émission de carbone. Cinq projets sur ces nouveaux domaines thématiques sont en cours d'élaboration et un autre attend l'approbation du FEM.

Les technologies à faible émission de carbone deviennent de plus en plus stratégiques pour les micro- et petites entreprises. Un nouveau projet au Tchad a été élaboré pour promouvoir l'utilisation des technologies d'énergie propre dans les secteurs traditionnels de la transformation alimentaire, tels que le brassage de bière de sorgho et la transformation de viande, afin de contribuer ainsi à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays. Parallèlement, les ménages et les communautés profiteront de la baisse des coûts des combustibles et de la diminution des risques sanitaires. Le projet vise à stimuler la demande de foyers améliorés des microentreprises de l'industrie alimentaire.

Au cours des 40 dernières années, la consommation énergétique de la République islamique d'Iran a nettement augmenté suite à l'accroissement de la demande d'électricité par les ménages et l'industrie. Pour éviter de ruiner sa capacité d'exportation pétrolière, le pays a augmenté sa production de gaz naturel et imposé aux industries de privilégier cette nouvelle source d'énergie pour leur production d'électricité. Du fait de l'abondance d'énergie bon marché, l'efficacité énergétique ne constituait pas une priorité majeure pour les grandes usines du pays et l'État a donc eu du mal à insuffler une culture d'économies d'énergie à son industrie. Dans le cadre d'un projet lancé en 2012, l'ONUDI a proposé de conclure des accords énergétiques volontaires avec les entreprises, de poser un cadre pour l'élaboration de normes nationales en matière de gestion de l'énergie, d'aider à renforcer les capacités par des formations aux systèmes de gestion de l'énergie et, surtout, de recenser les solutions possibles pour améliorer les technologies dans les secteurs industriels du pays gourmands en énergie. Le projet permettra de préserver les réserves de combustibles fossiles du pays, en générant des économies de 500 millions de m<sup>3</sup> de gaz et 5 millions de m<sup>3</sup> de pétrole d'ici à 2016, et de 7000 milliards de m<sup>3</sup> de gaz et 70 millions de m<sup>3</sup> de pétrole d'ici à 2025, ainsi qu'une réduction des coûts de plus de 5 millions de dollars par an.

## Gestion de l'eau

Le cinquième *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*, lancé en mars 2014, est consacré à l'eau et à l'énergie. L'ONUDI a été désignée institution pilote pour sa préparation et a rédigé un chapitre sur le lien entre eau, énergie et industrie.

### Mercure

La maladie de Minamata, du nom de la ville japonaise où elle a été découverte pour la première fois, est une neuropathie mortelle due à une intoxication grave au mercure. Un nouvel accord multilatéral sur l'environnement, la Convention de Minamata sur le mercure relative aux activités anthropiques contribuant à une pollution à grande échelle liée à cette substance, a été adopté début 2013 par 147 pays et ouvert à la signature à la Conférence de plénipotentiaires tenue en octobre à Kumamoto (Japon). En sa qualité de cochef de file pour le volet "extraction d'or artisanale et à petite échelle" du Partenariat mondial relatif au mercure, l'ONUDI a joué un rôle actif dans les travaux qui ont conduit à la rédaction et à la ratification de la Convention. Elle exécute actuellement neuf projets relatifs au mercure, dont deux nouveaux financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'un en Mongolie pour promouvoir la gestion rationnelle des produits chimiques et l'autre, en phase préliminaire, en Argentine pour faciliter l'application de la Convention dans ce pays. Ces projets démontrent l'avantage comparatif dont jouit l'ONUDI dans des secteurs autres que celui de l'extraction d'or artisanale et à petite échelle, où elle passe notamment à la gestion du mercure dans les déchets et les produits et procédés industriels. Des progrès ont encore été accomplis au cours de la deuxième année d'un projet financé par le FEM et le Fonds français pour l'environnement mondial pour réduire la pollution liée au mercure dans l'extraction d'or artisanale et à petite échelle au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. L'ONUDI participe à l'élaboration d'un plan d'action national, conformément aux exigences de la Convention de Minamata, pour transférer des méthodes de production d'or plus propres et efficaces et pour ouvrir l'accès à un marché de l'or éthique et équitable dans le but de favoriser l'autonomisation des communautés minières locales.

Un projet a récemment été mis en place pour lutter contre l'intoxication au mercure en Équateur et au Pérou. L'objectif est de préserver la santé humaine et l'environnement en adoptant des mesures visant à réduire au minimum les rejets de mercure liés à l'extraction d'or artisanale, dans les bassins du Puyango (Équateur) et du Tumbes (Pérou).

### Transfert d'écotechnologies

La méthodologie de l'ONUDI en matière de transfert d'écotechnologies (TEST) englobe l'utilisation rationnelle des ressources et la production plus propre, les systèmes et la comptabilité de gestion de l'environnement et la responsabilité sociale des entreprises. Son application favorise l'adoption de meilleures pratiques et de nouvelles compétences et l'amélioration de la culture de gestion. Le premier programme pilote a été lancé en 2000 dans le bassin du Danube et a, depuis, été reproduit dans diverses zones industrielles critiques à travers le monde, contribuant ainsi à éviter les rejets d'effluents industriels dans les eaux internationales et, donc, à préserver les ressources en eau pour les générations futures.

Au cours de l'année, des projets ont été achevés au Cambodge, en Égypte, en Fédération de Russie, au Maroc et en Tunisie. Leur succès a conduit à lancer un certain nombre de nouveaux projets actuellement en cours de finalisation. La méthodologie TEST a également été appliquée dans le cadre d'un projet régional sur les eaux internationales, visant à réduire l'impact des activités touristiques sur les eaux côtières.

En septembre, l'ONUDI a accueilli à Vienne la quarantième session du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP). Parrainé conjointement par neuf organismes et institutions spécialisées des Nations Unies chargés de questions relatives au milieu marin, le GESAMP réalise des évaluations environnementales et des études et identifie les questions émergentes concernant l'état de l'environnement marin. Il est composé de 16 experts d'un large éventail de disciplines, qui y siègent à titre individuel. L'ONUDI a organisé une manifestation parallèle sur l'impact des rejets miniers et des ruissellements côtiers dans le milieu marin et parrainé deux groupes de travail.



En septembre également, une usine de traitement d'eau potable alimentant les collectivités rurales du comté de Kilifi (Kenya) a été inaugurée. Le projet d'eau de Chipande mené par l'ONUDI et financé par le Gouvernement slovène, porte sur une unité mobile autonome de filtration d'eau par osmose inverse. Alimentable par énergie solaire et éolienne, ce système ne nécessite pas d'accès au réseau. Dans les communautés où il incombe aux femmes et aux filles d'aller chercher de l'eau, en parcourant parfois de grandes distances, son installation à proximité d'une école primaire permettra aux filles de consacrer davantage de temps à leurs études. Le projet a également eu des retombées économiques pour la collectivité grâce à l'activité de mise en bouteille et de vente d'eau. Il offre une excellente occasion de tester une bonne pratique à une échelle pilote, en montrant comment un projet d'eau mené au niveau d'une collectivité peut être géré de manière durable.

Le succès des trois enquêtes menées actuellement par l'ONUDI dans l'État de la mer Rouge (Soudan) a incité la Norvège, principal bailleur de fonds, à en financer une quatrième pour élargir la base de connaissances relatives à l'utilisation durable des ressources marines renouvelables.

Pour répondre à des demandes faites récemment par la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, l'ONUDI est en train de concevoir, à l'aide de la méthodologie TEST, des projets de lutte contre la pollution des eaux qui seront financés par le Gouvernement slovène. Le premier vise à améliorer la qualité de l'eau d'un lac artificiel de la municipalité de Lukavac (Bosnie-Herzégovine) en mettant en œuvre des mesures de restauration écologique durable. Le second projet, qui applique le transfert d'écotechnologies au traitement des boues biologiques d'une usine de traitement des eaux usées municipales située à Mojkovac (Monténégro), contribuera à préserver la qualité des eaux du fleuve Tara et, par conséquent, à éviter la pollution du parc national de Durmitor, site inscrit au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO et disposant d'un potentiel touristique exceptionnel. Le troisième cible une autre région de ce pays, qui présente un potentiel touristique similaire. L'ONUDI mettra en œuvre la méthodologie TEST pour concevoir un plan global pour la restauration écologique du canal de Port Milena, afin d'assurer la viabilité écologique de la

région. Les deux projets favoriseront le développement économique de ces deux régions monténégrines.

Du point de vue écologique, le tourisme peut avoir des retombées réellement bénéfiques pour un pays, mais entraîner aussi de sérieuses complications. En 2008, l'ONUDI s'est lancée aux côtés de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) dans un projet financé par le FEM, visant à réduire les effets négatifs du tourisme sur les eaux côtières au Cameroun, en Gambie, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal et aux Seychelles. Le projet comporte trois volets, à savoir la gestion environnementale des installations touristiques grâce au transfert d'écotechnologies, menée par l'ONUDI; la mise en place d'initiatives d'écotourisme, dirigée par l'OMT; et la gestion durable des récifs coralliens, mise en œuvre par un groupe régional pour le compte de l'ONUDI. Testé sur huit sites, ce projet a associé les communautés locales et les opérateurs locaux du secteur privé, favorisant ainsi la mise en place d'initiatives telles que la collecte, la transformation et la vente de bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET) au Kenya, au profit de la population locale.

Le fleuve Mékong est non seulement la principale route commerciale entre la Chine et l'Asie du Sud-Est, mais il recèle aussi une biodiversité exceptionnelle dont dépendent les moyens de subsistance de quelque 55 millions d'habitants de son bassin inférieur. À l'instar d'autres grandes voies navigables, la qualité de ses eaux a souffert des activités industrielles. Au titre d'un projet lancé en 2011 pour améliorer la qualité des eaux grâce au transfert d'écotechnologies, l'ONUDI a recensé 11 industries et PME locales considérées comme zones critiques pour la pollution et trouvé des solutions pour en améliorer les performances économiques et environnementales. Elle a mis en place des formations à l'intention des entreprises sur les outils de gestion, notamment les systèmes et la comptabilité de gestion de l'environnement et la responsabilité sociale des entreprises. Les bons résultats du projet ont conduit au lancement d'une initiative similaire en République démocratique populaire lao et les principes et outils de la méthodologie TEST de l'ONUDI ont été intégrés à la stratégie 2013-2015 du Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie du Cambodge.

## Accès à l'énergie à des fins productives

L'ONUDI travaille en étroite collaboration avec tout un ensemble d'organismes partenaires et de parties prenantes pour offrir des solutions énergétiques intégrées qui soient très bénéfiques pour l'économie et la société. Au cours de l'année, elle a consolidé ses partenariats dans ce domaine avec le FEM, les bailleurs de fonds bilatéraux tels que les Gouvernements de l'Autriche, de l'Espagne, du Japon et de la République de Corée et un certain nombre d'entreprises du secteur privé.

Les activités du programme mondial FEM/ONUDI sur les technologies propres pour les PME ont démarré dans le cadre d'un projet de 15 millions de dollars étalé sur trois ans, qui vise à mettre en place des plates-formes pour promouvoir les innovations relatives aux technologies propres et stimuler la compétitivité des PME, renforcer les capacités nationales en matière de technologies propres et créer un écosystème entrepreneurial local favorable. Le projet suit une approche intersectorielle concurrentielle pour identifier les entrepreneurs les plus prometteurs au sein d'un pays donné. Il a démarré en Inde en mai et en Arménie et en Malaisie en octobre, et est en cours d'élaboration en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Fédération de Russie, au Nigéria, au Pakistan, en Thaïlande et en Turquie.

Une initiative conjointe de l'ONUDI et du Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie a été lancée en août pour encourager le déploiement et la diffusion rapides de nouveaux produits, services, systèmes et technologies énergétiques propres à faible émission de carbone et d'autres substances, en particulier pour l'Afrique. La première phase, dotée d'un budget initial de 5,5 millions de dollars, concerne le Kenya et l'Éthiopie.

La mission spécifique de l'ONUDI et sa longue expérience dans les domaines de l'énergie et de l'environnement lui assurent un rôle clef dans l'initiative Énergie durable pour tous du Secrétaire général de l'ONU. Au nombre des activités parallèles de l'ONUDI qui viennent en appui à celles de l'initiative Énergie durable, il y a l'Initiative et la Plate-forme pour l'industrie verte, le Programme mondial sur les technologies



Exposition lors du troisième Forum de l'énergie de Vienne

En mai, le troisième Forum de l'énergie de Vienne a rassemblé environ 1 200 participants de 100 pays, parmi lesquels des ministres, de hauts dignitaires et des praticiens du domaine de l'énergie issus du secteur privé et de la société civile. Organisé conjointement par l'ONUDI, le Ministère fédéral autrichien des Affaires européennes et internationales et l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes, le Forum visait à faire passer un message important résumé en six recommandations, qui inscrivait résolument l'énergie au rang des priorités de développement pour l'après-2015 et soulignait l'importance des financements et des partenariats pour garantir un avenir énergétique durable. Plus de 110 experts ont participé aux débats. Outre cinq séances plénières ministérielles, plusieurs séances parallèles ont abordé des questions telles que l'accès à l'énergie, le financement de l'avenir énergétique et la définition d'un objectif de développement durable relatif à l'énergie. Le Forum comprenait également des manifestations spéciales sur l'initiative Énergie durable pour tous du Secrétaire général de l'ONU et une série de manifestations parallèles, dont une grande exposition. Enfin, plusieurs mémorandums d'accord ont été signés à cette occasion. ■



propres pour les PME et les partenariats public-privé sur les indicateurs d'efficacité des systèmes à moteur menés en coopération avec l'Institut mondial sur la croissance verte. Le réseau mondial de production propre et économe en ressources fournit une assistance technique et des renseignements sur l'efficacité des nouveaux procédés et sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et des matières premières. L'année écoulée a également été marquée par l'établissement du premier rapport de suivi mondial, qui donne un instantané complet de la situation énergétique des pays. L'ONUDI figurait parmi les 15 organismes ayant participé à l'élaboration de cet outil clef.

Un séminaire de deux jours, organisé conjointement par l'ONUDI et le Gouvernement ivoirien, en coopération avec l'Union internationale du gaz, la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO et l'entreprise pétrolière Petroci, a eu lieu début novembre à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a mis l'accent sur le processus de montage de systèmes d'énergie là où le gaz naturel et le gaz renouvelable constituent des piliers majeurs du développement économique et social. Plus de 75 personnes ont participé à cette formation consacrée aux moyens d'obtenir les appuis nécessaires pour accéder à des services énergétiques modernes, abordables et fiables dans la région des pays de la CEDEAO.

Une formation de huit jours à l'intention des décideurs de différentes régions du globe, dispensée en novembre en Slovénie, a été consacrée à la recherche de solutions au défi de l'énergie durable. Organisée sous les auspices de l'Institut de l'ONUDI, en coopération avec le Centre international pour la promotion des entreprises situé à Ljubljana, la formation a été l'occasion pour les participants de se familiariser aux évolutions actuelles et attendues en matière de solutions énergétiques durables et de réfléchir à des moyens pratiques, novateurs et rentables de répondre aux enjeux de viabilité du secteur de l'énergie. Les exposés ont été complétés par des visites guidées d'entreprises et de centres de recherche écologiques.

Fin décembre, l'ONUDI a signé, avec l'Agence NL du Ministère néerlandais des affaires économiques, un mémorandum d'accord par lequel les deux entités

renforceront leur coopération dans les domaines de l'atténuation du changement climatique et du développement industriel inclusif et durable. En particulier, elles sont convenues d'échanger des connaissances et des expertises en matière d'efficacité énergétique dans l'industrie, de technologies d'énergie renouvelable, de gestion environnementale, de développement industriel durable et d'économie verte.

Au cours de l'année, 11 projets relatifs à l'énergie renouvelable financés par le FEM sont entrés en phase de mise en œuvre tandis que 15 autres sont en cours d'élaboration. En fin d'année, le portefeuille dans ce domaine atteignait un montant de 100 millions de dollars et couvrait plus de 30 pays. Un accent particulier a été mis sur les mini-réseaux, les modèles d'activité innovants et l'énergie renouvelable pour les applications industrielles. Une stratégie a été mise en place pour faciliter le développement de technologies de petites centrales hydroélectriques et leur promotion auprès des producteurs et des consommateurs d'énergie.

L'ONUDI participe actuellement à un certain nombre de programmes pour développer à plus grande échelle les marchés de l'énergie renouvelable. L'un d'entre eux concerne les petits États insulaires en développement de la région des îles du Pacifique où il contribue à susciter des investissements dans les technologies d'énergie renouvelable pour renforcer la sécurité énergétique, réduire les émissions de gaz à effet de serre, accroître l'indépendance énergétique et stimuler la compétitivité par le biais d'un développement industriel à faible émission de carbone. Un projet similaire en Ukraine aide les PME à adopter une énergie renouvelable et à mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique. La baisse attendue de la consommation de combustibles fossiles non seulement sera bénéfique pour l'environnement, mais devrait permettre aussi aux entreprises grosses consommatrices d'énergie d'être plus compétitives. Dans le cadre de 10 projets de démonstration, dont deux sont déjà opérationnels, diverses sources d'énergie et technologies modernes seront testées. Une unité de production automatisée de biodiesel a été mise en service en septembre et des échangeurs de chaleur ainsi qu'un système de gestion de l'énergie ont été installés dans une boulangerie industrielle. En outre, un système solaire thermique fournissant de la

chaleur à basse température équipe une usine de transformation industrielle de lait et une turbine à vapeur est prête à être installée dans une usine de fabrication de papier. Enfin, un projet de gazéification, dans une usine de transformation du bois, et un autre concernant un système à biomasse, dans un élevage porcin, sont en préparation. Le projet a également aidé le Gouvernement ukrainien à mettre au point un plan d'action national relatif à l'énergie renouvelable et contribue à mettre en place une formation complète à l'intention des cadres et des techniciens du secteur agroalimentaire qui devrait commencer à être dispensée fin 2014. L'ONUDI contribue également à l'élaboration d'un programme d'enseignement de niveau master sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable dans ce secteur.

Un nouveau projet a été lancé au début de l'année pour améliorer l'accès à l'énergie propre à des fins productives au Cambodge, en particulier dans les régions non raccordées au réseau et à l'intention des PME agricoles des provinces de Battambang et Pursat, notamment celles spécialisées dans l'usinage du riz. Le projet devrait permettre de fabriquer



Installation d'échangeurs de chaleur dans une boulangerie industrielle en Ukraine

localement des systèmes de gazéification de biomasse efficaces et écologiques, utilisant l'écorce de riz comme combustible. Il s'inscrit dans la stratégie du Gouvernement d'amener, d'ici à 2020, l'électricité dans tous les villages cambodgiens des régions rurales non raccordées au réseau, en produisant de l'électricité à partir des ressources renouvelables disponibles au niveau local, mais aussi en raccordant 70% des ménages ruraux à des réseaux de qualité d'ici à 2030.

Suite à la signature d'un mémorandum d'accord lors du Forum de l'énergie de Vienne en mai, l'ONUDI et le Gouvernement autrichien sont convenus d'aider le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO à Cabo Verde et d'ouvrir trois centres supplémentaires en Afrique orientale et australe et aux Caraïbes. Le Centre de la CEDEAO a été mis en place en 2010, avec l'appui technique et financier de l'ONUDI et des Gouvernements autrichien et espagnol, pour créer les conditions favorables aux marchés de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique dans les 15 pays membres de la CEDEAO. Le nouveau projet devrait renforcer les capacités du Centre à gérer la croissance rapide de son portefeuille de projets ainsi que l'augmentation du nombre de demandes de services qui lui sont adressées.

L'ONUDI aide actuellement le Centre à concevoir des politiques qui permettent aux pays d'atteindre les objectifs de la CEDEAO en matière d'énergie renouvelable et à mettre au point des formations sur l'hydroélectricité à l'intention des experts de la région et d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Les formations, qui ont reçu l'appui de l'Agence autrichienne pour le développement et de l'Agence autrichienne de l'énergie, associaient cours théoriques, visites de sites de production hydroélectrique et réunions avec des exploitants et propriétaires de centrales, des consultants, des associations de producteurs d'hydroélectricité, des fabricants et des bailleurs de fonds. Un nouveau portail en ligne du Centre de la CEDEAO a été conçu avec l'appui de l'ONUDI pour fournir aux décideurs, promoteurs de projets, investisseurs et autres parties prenantes des informations et des stratégies de planification adaptées. Il devrait contribuer à améliorer la gestion des connaissances, la constitution de réseaux et la sensibilisation et à renforcer les



Cérémonie d'inauguration à Razan Sai (Kirghizistan)

Pays montagneux sans littoral, le Kirghizistan est parfois appelé la Suisse d'Asie centrale. Les deux tiers de sa population vivent en milieu rural et les traditions nomades perdurent au sein des communautés pastorales. Pour permettre l'accès aux services médicaux dans certaines des régions les plus reculées du pays, le Ministre de la santé a mis en place un réseau de centres ruraux de premiers secours mais, faute d'un accès fiable à l'électricité, l'efficacité de leurs services s'en est ressentie. En 2009, l'ONUDI s'est associée au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à l'Organisation mondiale de la Santé, aux Volontaires des Nations Unies et à d'autres partenaires pour exécuter un projet visant à fournir un approvisionnement énergétique fiable à ces centres, au titre d'un programme pour le Kirghizistan relevant de l'initiative "Unis dans l'action" des Nations Unies. L'ONUDI est chargée de la composante relative au solaire photovoltaïque. L'électrification de 14 centres a été récemment achevée. L'ONUDI met en œuvre 12 projets de systèmes photovoltaïques, chacun d'une capacité installée de 3 kW. Cette initiative sera bientôt reproduite dans d'autres régions du pays. ■

capacités dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique.

Parmi la palette d'options énergétiques durables qui se présentent aux pays en développement, la petite hydroélectricité, lorsqu'elle est disponible, constitue le choix optimal pour les régions rurales ou isolées; en effet, son exploitation et sa maintenance aisées peuvent être réalisées par les communautés locales et elle convient à diverses situations géographiques. Dans le cadre d'un projet démarré en avril, le *Rapport mondial sur le développement de la petite hydroélectricité 2013*, publié par l'ONUDI en coopération avec le Centre international sur la petite hydroélectricité, basé en Chine, a mobilisé plus de 60 auteurs et organismes. Présentant 20 perspectives régionales et 149 rapports de pays, il constitue un recueil unique de données mondiales sur la petite hydroélectricité et un guide précieux pour l'intervention et l'investissement. Il a été lancé fin octobre au Brésil lors d'une conférence sur les solutions locales au changement climatique et au développement durable, organisée par l'ONUDI en coopération avec le Centre national brésilien de référence sur la petite hydroélectricité et le Centre international sur la petite hydroélectricité. Un site Web interactif présentant les données clés sur la petite hydroélectricité vient compléter la plate-forme de connaissances sur l'énergie renouvelable.

En mai, lors du Forum de l'énergie de Vienne, la création d'un nouveau centre international pour l'énergie renouvelable a été annoncée par le Directeur général de l'ONUDI et le Directeur de Itaipu Binacional du Brésil, l'un des premiers producteurs mondiaux d'énergie propre renouvelable. Le nouveau centre devrait être établi dans le Parc technologique d'Itaipu (PTI) situé à Foz do Iguaçu (Brésil), comme une coentreprise associant l'ONUDI, Itaipu et un certain nombre de partenaires, notamment des associations du secteur privé.

Un nouveau projet en Uruguay vient en appui aux stratégies nationales visant à transformer les différents types de déchets des chaînes agricoles et de la production agro-industrielle en diverses formes d'énergie et autres sous-produits. Il devrait induire des retombées socioéconomiques tangibles dans les secteurs ciblés. Il s'attachera dans un premier temps à renforcer le cadre politique relatif aux modes de

production durables et aux technologies à faible émission et à améliorer la conception d'autres solutions de valorisation énergétique des déchets et de technologies de traitement des déchets à faible émission. Un projet similaire, consacré à l'utilisation de biogaz dans le secteur agricole, est en cours d'élaboration au Chili.

En octobre, la Conférence internationale biennale sur l'huile de palme et l'environnement s'est tenue à Selangor (Malaisie). Organisée conjointement par l'ONUDI et l'Office malaisien de l'huile de palme, elle s'est penchée sur la difficulté de parvenir à un développement économique, social et environnemental équilibré de cette activité. L'ONUDI a saisi cette occasion pour présenter une nouvelle étude sur la production durable de biocarburants liquides dans les pays en développement, intitulée *Global Assessments and Guidelines for Sustainable Liquid Biofuel Production in Developing Countries* et l'outil d'évaluation préalable des biocarburants, appelé "Biofuels Screening Toolkit". L'étude, réalisée en collaboration avec le PNUE et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et financée par le FEM, visait à définir des orientations claires pour aider les pays en développement à atténuer les répercussions environnementales et socioéconomiques néfastes de leurs futurs projets dans le domaine des biocarburants et pour mettre au point pour le FEM un outil d'aide à la décision en matière de financement de projets. Des études de cas sur l'impact de la production de biocarburants à plus grande échelle ont été achevées en Argentine, au Mozambique et en Ukraine. Les résultats et recommandations du projet d'étude ont été examinés lors d'une conférence organisée par l'ONUDI en mars, à Vienne. Produit majeur de cette étude, le "Biofuels Screening Toolkit" permet de s'assurer de la viabilité de la production de biocarburants à l'aune de ses effets négatifs potentiels, tant sur l'environnement que sur la sécurité alimentaire. Favorablement accueilli par les participants à la Conférence de l'ONUDI sur les biocarburants, tenue début mai à Vienne, il comprend 11 indicateurs de viabilité qui peuvent être utilisés pour analyser les contextes de projets ne posant pas de risques majeurs, les risques potentiels pouvant être atténués grâce à une conception de projet particulière et les risques élevés ne pouvant pas être atténués.

## Mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement

---

### Le Protocole de Montréal

Les résultats des quatre agents de réalisation du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, à savoir le PNUD, le PNUE, la Banque mondiale et l'ONUDI, sont évalués chaque année par le Secrétariat du Fonds multilatéral selon des indicateurs de performance pondérés. Sur les 11 évaluations menées entre 2001 et 2011, l'ONUDI s'est classée 9 fois en tête et 2 fois en seconde position. À l'occasion de la dernière évaluation de 2012, elle a obtenu la meilleure note possible de 100 points et il a été noté qu'elle avait atteint l'ensemble de ses huit objectifs. Au cours de l'année, tous les pays ayant reçu l'appui de l'ONUDI sont parvenus à stabiliser leur consommation d'hydrochlorofluorocarbones (HCFC) au niveau de référence, conformément au calendrier d'élimination prévu par le Protocole de Montréal.

Le premier forum organisé conjointement par l'ONUDI et ATMOSphere Technology Co. Ltd., une société du secteur des technologies de l'information basée au Cambodge, a eu lieu en juin. Le Sommet ONUDI/ATMOSphere Technology 2013, sur le thème "Des solutions naturelles pour les pays en développement", proposait aux utilisateurs finaux et aux fabricants des secteurs de la réfrigération, du conditionnement d'air et des mousses, des solutions concrètes aux difficultés liées à l'adoption de substances naturelles comme réfrigérants.

Un certain nombre de projets ont été menés à terme au cours de l'année, notamment un consacré à l'élimination des HCFC-22 et HCFC-141b dans la fabrication d'équipements de conditionnement d'air, mis en œuvre chez l'un des principaux fabricants jordaniens d'équipements commerciaux et industriels de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air de haute qualité. Au total, 60 conceptions de systèmes de conditionnement d'air ont été testées et modifiées chez Petra Engineering Industries. Des modifications ont été apportées aux lignes de production de mousse et d'assemblage; en particulier, un hydrocarbure à



potentiel nul d'appauvrissement de la couche d'ozone a été adopté au lieu du HCFC-141b et une solution a été trouvée pour remplacer le HCFC-22 comme réfrigérant. La première tranche d'un projet en République bolivarienne du Venezuela, destiné à réduire la consommation de HCFC du secteur de la réfrigération et du conditionnement d'air ainsi que la phase de démarrage d'un projet visant à aider 22 pays d'Afrique subsaharienne à adopter une approche régionale et nationale en vue de la mise en œuvre du Protocole de Montréal ont été achevées en décembre.

Une réunion de groupe d'experts, organisée conjointement par le PNUE et l'ONUDI en novembre au siège de cette dernière, a permis aux responsables nationaux de l'ozone en Afrique et à des experts internationaux de débattre avec l'ONUDI des aspects techniques et politiques de l'élimination des HCFC. Les responsables nationaux de l'ozone ont également participé au Sommet ONUDI/ATMOSphere Technology 2013 mentionné précédemment, ainsi qu'à d'autres ateliers et réunions régionales. L'ONUDI a organisé en cours d'année une formation de formateurs au Congo (en français) et en République-Unie de Tanzanie (en anglais).

L'élimination des HCFC est difficile à mettre en œuvre pour les pays d'Asie occidentale, les solutions de remplacement couramment employées aujourd'hui dans le secteur de la réfrigération affichant un potentiel de réchauffement global (PRG) élevé. À sa soixante-neuvième Réunion en avril, le Comité exécutif du Fonds multilatéral a approuvé un projet, qui sera exécuté par l'ONUDI et le PNUE, visant à encourager l'adoption de réfrigérants à faible PRG dans le secteur du conditionnement d'air, dans les pays où la concentration de ces substances dans l'air ambiant est élevée. Les résultats du projet serviront à l'élaboration des activités d'investissement de la deuxième phase des plans de gestion de l'élimination des HCFC. Dans les pays africains les moins avancés, l'ONUDI contribue à renforcer les capacités du secteur de l'entretien des systèmes de réfrigération, notamment en créant des centres et des réseaux de réparation et en fournissant aux techniciens des équipements, des outils et des formations dans ce domaine. L'ONUDI met actuellement en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Congo, en Gambie, en Guinée-Bissau, en

Guinée équatoriale, à Madagascar, au Malawi, au Niger, en République centrafricaine, au Rwanda, au Sénégal, en Sierra Leone, au Soudan, au Tchad, au Togo et en Zambie.

Un projet en cours au Nigéria met au point un modèle pour la gestion des substances indésirables appauvrissant la couche d'ozone dans les pays en développement. Il permettra aussi de démontrer comment l'élimination de ces substances peut contribuer à promouvoir d'autres questions liées à l'environnement ou au changement climatique, telles que l'efficacité énergétique et le cofinancement du marché du carbone. Cinq entreprises productrices de mousse rigide au Pakistan reçoivent une assistance pour convertir et moderniser leurs technologies de fabrication et d'entretien, et les rendre plus respectueuses de la couche d'ozone et du climat et économes en énergie. L'exécution de la deuxième tranche du projet lancé en 2011 est en cours, en collaboration avec le PNUE et l'Unité nationale pour l'ozone, en qualité d'institution nationale coordinatrice sous la tutelle du Ministère des changements climatiques.

Il y a quelques années, le Gouvernement équatorien a lancé un programme ambitieux pour remplacer les vieux réfrigérateurs inefficaces du pays par des modèles écologiques produits localement. Dans le cadre de ses activités liées au Protocole de Montréal en Équateur, l'ONUDI aide le pays à récupérer et à détruire le CFC-12 de ces vieux appareils. Un total de 330 000 réfrigérateurs sont remplacés et démantelés et l'on espère récupérer plus de 16 tonnes de réfrigérants, soit environ 173 000 tonnes de CO<sub>2</sub>. Le projet prévoyait aussi une formation à l'intention des formateurs et des techniciens ainsi que des usines de démonstration pilotes.

Saint-Vincent-et-les Grenadines s'emploie à éliminer totalement les HCFC d'ici à 2025. Le pays utilisera à cet égard des outils d'intervention comme des taxes environnementales et des mécanismes d'incitation. L'ONUDI aidera à réduire la demande de HCFC en encourageant la récupération, la réutilisation et la mise à niveau, en formant les techniciens et en mettant à disposition les outils nécessaires à l'application de bonnes pratiques en matière d'entretien.

L'ONUDI a adopté une démarche innovante pour éliminer 600 tonnes d'HCFC appauvrissant la couche d'ozone en Fédération de Russie. Ce projet de 58 mil-

lions de dollars, financé par le FEM et les entreprises bénéficiaires, s'attaque en même temps à deux questions environnementales clefs, à savoir l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur de la réfrigération et du conditionnement d'air, qui devraient contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. À ce stade, des appels d'offre pour des équipements ont été passés, notamment des analyseurs à réponse rapide pour lutter contre la contrebande des substances appauvrissant la couche d'ozone, des formations ont été dispensées, une politique d'atténuation du changement climatique a été mise au point, un guide pratique sur la gestion et l'épuisement des stocks des substances appauvrissant la couche d'ozone a été publié, un rapport intitulé *Analysis of production and consumption of HFCs in the Russian Federation* a été rédigé, des études ont été réalisées et un concours a été organisé sur le thème "Préserver la couche d'ozone et le climat de la planète". Au titre des activités de relations publiques, une Journée de l'ozone a été célébrée en septembre à Moscou, un site Web spécifique a été créé ([www.ozone-program.ru](http://www.ozone-program.ru)) et une série de documents ont été publiés.

Dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC au Turkménistan, l'ONUDI a tenu en mars, à l'intention des techniciens du secteur de la réfrigération et du conditionnement d'air, un atelier de formation auquel ont également participé des entreprises locales et étrangères ayant des connaissances et de l'expérience dans ce domaine. Elle contribue également à former les agents des douanes et des services de détection et de répression au suivi et au contrôle des importations de HCFC et d'équipements en contenant, et leur fournit les supports de formation et les outils nécessaires pour identifier les réfrigérants, de manière à en prévenir le commerce illégal.

Le bromure de méthyle est largement employé pour lutter contre les ravageurs et les maladies dans le cadre du commerce international de produits agricoles. Il est inscrit à l'annexe du Protocole de Montréal comme substance appauvrissant la couche d'ozone, mais sa production et son utilisation sont autorisées à des fins de quarantaine et de traitement avant expédition. Des négociations sont en cours entre les Parties au Protocole de Montréal concernant l'inclusion de ces applications à la liste des usages contrôlés et

l'appui financier correspondant pour les pays de l'article 5. Si elles aboutissent en ce sens, l'ONUDI devra sans doute répondre à un nombre considérable de demandes d'aide émanant des États membres.

Les efforts déployés aujourd'hui par l'ONUDI pour éliminer le bromure de méthyle comprennent notamment un projet dans le secteur horticole en Libye, en particulier dans la culture de tomates, concombres, poivrons et autres légumes.

Depuis 2013, l'ONUDI est l'un des agents de réalisation de la Coalition pour le climat et l'air pur. Au cours de l'année, l'Organisation a soumis une proposition relative à l'élimination des HFC, l'un des chevaux de bataille de la Coalition et un enjeu suivi de près au niveau international.

## La Convention de Stockholm

Au nombre des activités menées cette année par l'ONUDI au titre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), il y a notamment le déploiement réussi de technologies sans combustion dans une usine en Mongolie, pour décontaminer les huiles de transformateurs et éliminer en toute sécurité les polychlorobiphényles (PCB). D'autres équipements sans combustion sont également introduits au Népal et des projets visant à réduire les PCB ont récemment été approuvés pour le Congo et l'Indonésie. La bonne exécution du projet sur les PCB en ex-République yougoslave de Macédoine a permis au pays de dépasser son objectif de traiter 150 tonnes d'équipements contenant des PCB. En mars, aux Philippines, une installation de traitement des POP mise en service grâce à l'ONUDI a atteint le cap de 22 tonnes de déchets de PCB traités à l'aide de technologies sans combustion. Un projet approuvé récemment, qui mettra en œuvre les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales (MTD/MPE), vise à réduire les émissions non intentionnelles de POP au Sénégal.

L'ONUDI a élaboré ou est en train d'élaborer plus de 55 projets pour aider les pays à examiner et à actualiser leurs plans nationaux de mise en œuvre au titre de la Convention de Stockholm. Un atelier tenu en septembre à Vienne a donné aux pays l'occasion de présenter les inventaires qu'ils ont réalisés et de procéder



à des échanges de vues. Lors des réunions ordinaires et extraordinaires de la Conférence des Parties aux Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm tenues en avril-mai, l'ONUDI a organisé deux manifestations parallèles sur les thèmes des industries du recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques et de la gestion et l'élimination des déchets contenant des POP.

L'ONUDI a lancé le premier projet sur les nouveaux POP ajoutés à l'annexe de la Convention de Stockholm en 2009. Ce projet vise à renforcer les capacités de l'ex-République yougoslave de Macédoine pour lever les obstacles techniques et économiques au démarrage des activités de dépollution des sites contaminés par l'alpha-hexachlorocyclohexane, le bêta-hexachlorocyclohexane et le lindane chez OHIS, un producteur de substances chimiques organiques détenu par l'État. Les sites concernés se trouvant dans une région très peuplée, la dépollution est une priorité absolue pour le Gouvernement. Un atelier sur les nouveaux POP, tenu en septembre à Vienne, a permis aux pays d'examiner et de mettre à jour leurs plans nationaux de mise en œuvre et de présenter les inventaires qu'ils ont réalisés.

L'incinération de déchets municipaux solides et de déchets d'équipements électriques et électroniques contribue au rejet de POP produits de manière non intentionnelle. L'ONUDI s'attaque à ce sujet dans le

cadre d'un projet approuvé récemment, visant à appliquer les MTD/MPE sur des sites tests en Afrique occidentale et centrale. Un autre projet récemment approuvé pour les Caraïbes présentera un mécanisme de gestion durable des POP et d'autres substances chimiques à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, à la Barbade, au Belize, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-les Grenadines, au Suriname et à Trinité-et-Tobago.

Les déchets médicaux représentent un enjeu mondial car ils sont susceptibles de nuire à la santé tant des personnes entrant en contact avec les produits dangereux mis au rebus par les établissements de soins que de celles vivant à proximité. En Chine, l'ONUDI est en bonne voie dans l'exécution d'un projet visant à gérer ces déchets de manière durable et écologique. Après une évaluation des émissions des principaux polluants au niveau des installations de démonstration d'incinération et de pyrolyse, des technologies sans incinération évitant la formation de dioxines ont été introduites et les meilleures techniques disponibles ont été appliquées pour maîtriser les émissions de composés organiques volatiles et d'odeurs lors des procédés de traitement sans incinération. Tous les projets de démonstration sont prêts et opérationnels et l'on devrait bientôt disposer des résultats de leur processus de suivi. Cette expérience réussie sera présentée à d'autres municipalités du pays.



## RECHERCHE ET ANALYSE

---

► Les travaux préparatoires de tous les projets et programmes de l'ONUDI s'appuient sur des activités de recherche et d'analyse solides. Grâce à ses fortes capacités de recherche et d'études statistiques, l'ONUDI est on ne saurait mieux placée pour analyser le changement structurel et déterminer, notamment au niveau de la structure de l'économie, les schémas que suivent les pays pour devenir plus riches. Cet exercice, à son tour, lui permet de formuler des recommandations pratiques non seulement pour accompagner les États membres qui sollicitent son appui, mais également pour contribuer au débat mondial.

## Recherche et analyse aux niveaux thématique, régional et mondial

Comme les années passées, le *Rapport sur le développement industriel*, publication phare de l'ONUDI, montre comment et pourquoi la modernisation constante des entreprises manufacturières offre des opportunités de croissance et favorise l'emploi productif et une utilisation rationnelle des ressources. L'édition 2013, intitulée *Soutenir la croissance de l'emploi: le rôle du secteur manufacturier et du changement structurel*, est parue en fin d'année et a été lancée à New York en mars 2014. S'inspirant tant des nombreux travaux de recherche de l'ONUDI sur le changement structurel que des contributions de spécialistes de renom dans ce domaine, elle constituera un outil précieux pour les décideurs cherchant à mettre en place des politiques efficaces de changement structurel industriel pour réduire la pauvreté, créer des emplois et accroître les possibilités d'un développement durable. Cette année, le *Rapport* met l'accent sur l'impact qu'a l'industrie manufacturière sur la création d'emplois, l'activité dans ce secteur étant globalement à l'origine d'un à six emplois.

L'ONUDI est également coauteur de deux autres publications prestigieuses. Établi en collaboration avec l'Université des Nations Unies, l'ouvrage intitulé *Voies de l'industrialisation au XXI<sup>e</sup> siècle: nouveaux défis et nouveaux paradigmes* (*Pathways to Industrialization in the Twenty-First Century: New Challenges and Emerging Paradigms*) a été publié en février par Oxford University

Press, dans le dessein d'aider à diffuser dans les milieux universitaires les éléments clefs des travaux de recherche entrepris ces dernières années par l'ONUDI. L'autre ouvrage intitulé *The Industrial Policy Revolution II: Africa in the 21st Century*, d'importance similaire, est paru en décembre chez Palgrave Macmillan sous la direction du prix Nobel Joseph Stiglitz et de l'ancien économiste en chef à la Banque mondiale, Justin Lin. Il contient un chapitre rédigé par l'ONUDI sur la manière dont l'interaction entre production, emploi et productivité du travail permet de dégager des modes de développement propres aux entreprises manufacturières.

Les résultats attendus du Fonds d'encouragement de l'ONUDI pour la recherche thématique stratégique, mécanisme interne destiné à faciliter, dans le domaine de la recherche, la coopération entre les différentes divisions, se sont concrétisés au cours de l'année avec l'élaboration et la publication dans une revue d'un certain nombre de documents de travail. Deux communications, l'une sur l'étude des caractéristiques et des éléments déterminants des rapports entre fournisseurs et acheteurs locaux et investisseurs étrangers en Afrique, et l'autre sur les investissements productifs de la diaspora africaine ont été publiées dans *World Development*, revue internationale de premier plan destinée à des pairs. Elles ont toutes les deux été présentées à différents forums, notamment au Centre d'étude des économies africaines de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, à l'Université des Nations Unies à Helsinki et à l'Université de Maastricht aux Pays-Bas. Au nombre des autres documents de travail de l'ONUDI qui entrent dans cette série, il y a celui concernant les facteurs qui influent sur les échanges internationaux de contreparties de la fixation du carbone en vue de l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, et celui sur l'emploi productif des jeunes par la promotion de l'esprit d'entreprise dans la région arabe: bilan des interventions en Égypte et en Tunisie.



Le *Rapport sur le développement industriel 2013*, publication phare de l'ONUDI

## Services consultatifs

En cours d'année, l'ONUDI a fusionné ses différents services consultatifs en un programme cohérent destiné à doter les États membres des capacités

indispensables d'analyse et de définition de stratégies relatives aux politiques industrielles reposant sur des données concrètes. Parallèlement aux autres aspects de ses activités, elle a étendu, comme on peut le voir de manière plus précise au chapitre 2, son réseau de partenaires dans le domaine des services consultatifs. Pour faire participer d'autres organismes de développement à l'élaboration de politiques industrielles, elle a parrainé, en juin, la publication par le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (Donor Committee for Enterprise Development), d'un document de travail sur la question de la compatibilité des politiques industrielles stratégiques avec les réformes de l'environnement économique.

On sait à quel point il est difficile d'évaluer les politiques industrielles parce que leurs objectifs s'inscrivent sur le long terme et s'expriment rarement en termes quantitatifs. Au cours de l'année, l'ONUDI a adopté, en coopération avec le Département du commerce et de l'industrie, une méthodologie novatrice pour évaluer les résultats et l'impact de l'un des principaux dispositifs sud-africains d'incitation à la modernisation du secteur manufacturier. Elle participera à l'évaluation à mi-parcours du dispositif en 2014. Un document de travail sur l'élaboration d'une politique industrielle au Ghana sera également publié cette année.

Pour établir des diagnostics industriels, l'ONUDI et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique ont collaboré au cours de l'année à la production d'une boîte à outils en ligne qui sera finalisée courant 2014 et qui permettra aux pays en développement d'accéder à une panoplie d'outils de diagnostic pour élaborer leurs propres stratégies de réduction de la pauvreté. Des exemples de bonnes pratiques internationales montrent que pour être concluant, le cycle d'élaboration d'une politique industrielle doit commencer par un diagnostic industriel approfondi qui permette de comprendre comment concevoir une stratégie industrielle fondée sur des faits concrets. Dans ce cadre, ont été organisés, à Berlin, un atelier international sur les politiques industrielles et structurelles dans les pays en développement, destiné aux praticiens, à Dar es-Salaam en République-Unie de Tanzanie, un atelier-formation régional conjoint sur les statistiques industrielles et leur application aux politiques industrielles à l'intention des États

L'initiative de l'ONUDI "Réseaux pour la prospérité", lancée en 2011 en collaboration avec le Centre pour l'étude de la gouvernance mondiale de Louvain (Belgique) et financée par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement facilite l'accès des pays en développement aux sources de connaissance et sources technologiques mondiales en adéquation avec leurs besoins de développement et les politiques qu'ils mènent. Le rôle des réseaux pour la prospérité a fait l'objet d'une table ronde à la Conférence de juin des pays à revenu intermédiaire. Une troisième édition mise à jour du rapport intitulé *Networks for Prosperity: connecting development knowledge beyond 2015* a été rendue publique en novembre. ■

membres de la Communauté d'Afrique de l'Est et à Windhoek, un atelier conjoint, destiné aux praticiens, sur l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie industrielle namibienne par rapport aux meilleures pratiques internationales en la matière.

Sous l'égide du Partenariat pour l'action en matière d'économie verte (PAGE), l'ONUDI collabore avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et l'Organisation internationale du Travail à l'élaboration de politiques inclusives d'économie verte (voir également le chapitre 2). Au cours des sept prochaines années, PAGE aidera 30 pays à élaborer des stratégies en matière d'économie verte, qui créeront des emplois et des compétences techniques, promouvoir les technologies propres et réduiront les risques environnementaux et la pauvreté. Ce partenariat permettra de mettre en place un environnement favorable dans les pays participants, en recentrant les investissements et les politiques sur la création d'un nouveau type de ressources comme les technologies propres, des infrastructures économes en ressources, des écosystèmes performants, une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'économie verte et une bonne gouvernance. Les activités menées à ce jour comprennent la formulation d'un document de projet, des

négociations avec des donateurs, la mobilisation de fonds et des actions de démarrage en Mongolie et au Pérou.

Des négociations étaient en cours en fin d'année avec le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vue d'un partenariat sur les instruments des politiques industrielles, qui prendra en compte les conditions particulières des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et contribuera à promouvoir un échange de savoir-faire entre praticiens

L'ONUDI fait partie d'un consortium international qui a soumis une offre qui a été retenue au titre du programme de l'Union européenne relatif au financement de la recherche pour un projet dans la région du Pacifique Sud. C'était la première fois qu'elle avait accès à un financement par le truchement du programme cadre de l'Union européenne pour la recherche et le développement technologique et les nombreuses procédures qu'elle a dû suivre devraient lui permettre de soumettre plus facilement des offres à l'avenir. Dans le cadre de ce projet, elle a pour rôle d'examiner et de concevoir des instruments de politique budgétaire, d'investissement, de commerce, de formation, de recherche-développement, de protection de la propriété intellectuelle, de normes, de passation de marchés publics visant à dynamiser l'innovation industrielle dans la région.

En début d'année, les chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont approuvé le Plan de développement régional stratégique indicatif, élaboré avec l'appui de l'ONUDI à la fin de l'année 2012. Aussi, le Secrétariat de l'Union douanière sud-africaine a sollicité une intervention similaire de l'ONUDI pour arrêter définitivement sa politique industrielle régionale avant la fin de l'année prochaine.

## Services statistiques

---

L'ONUDI continue de fournir, sur supports papier et sous forme électronique, des statistiques industrielles mondiales compilées en accord avec la Commission de statistique des Nations Unies et en coopération avec l'OCDE. Les données concernant les pays

communiquées par les bureaux nationaux de statistique ont été validées puis complétées à l'aide des estimations faites par l'ONUDI et leur comparabilité internationale a été améliorée. Au premier plan des différents produits et publications statistiques de l'Organisation, l'*International Yearbook of Industrial Statistics*.

L'édition 2013 de l'*International Yearbook of Industrial Statistics*, rendue publique en février 2014, présente des données sur le niveau, la structure et la croissance de la production manufacturière mondiale des dernières années jusqu'en 2012, période caractérisée, certes, par un certain dynamisme en Amérique du Nord et en Asie de l'Est, mais aussi par une longue récession en Europe. L'ONUDI a publié d'autres rapports analytiques et méthodologiques au cours de l'année, en l'occurrence un profil statistique du développement industriel des pays les moins avancés, la structure et les modes de croissance des secteurs agro-industriels et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie manufacturière, les méthodes de mesure de la production d'entreprises ayant des cycles de production plus longs et l'utilisation de méthodes statistiques avancées pour l'analyse de l'efficacité énergétique. Un rapport fondé sur la compilation des indices de production de la République-Unie de Tanzanie a été publié en fin d'année.

L'*International Year of Statistics 2013* — reconnaissance mondiale des contributions de la science statistique — a été marqué par l'ONUDI, entre autres, par une exposition en août à Hong Kong (Chine), au cinquante-neuvième Congrès mondial de statistique et par le lancement de l'édition 2013 de l'*International Yearbook of Industrial Statistics* à Doha.

L'ONUDI a apporté un certain nombre de changements méthodologiques à la compilation des statistiques trimestrielles sur la production, notamment pour tenir compte de l'ajustement des nombres-indices et de l'introduction d'un nouveau regroupement de pays, selon leur niveau d'industrialisation. Un bulletin d'information électronique, *Statistics Brief*, présente les principales données du *Yearbook*. L'ONUDI a également publié le premier rapport spécial sur la performance compétitive de l'industrie, *The Industrial Competitiveness of Nations: Looking back, forging ahead*. Cette nouvelle publication, qui faisait partie du *Rapport sur le développement industriel*, marque le dixième

anniversaire de la première diffusion par l'ONUDI de l'indice de performance compétitive de l'industrie. Lancée à Moscou en septembre, elle analyse la notion de compétitivité et de performance industrielle et présente des données statistiques pour les indicateurs composites et de base 8. Un document de travail sur les groupes de pays dans les statistiques de l'ONUDI, publié en août, permet d'établir une analyse comparative de la croissance et de la structure des activités industrielles. Un autre a été publié en fin d'année sur l'analyse des liens économiques entre la Chine et l'Afrique à partir de la base de données WIOD: (base de données mondiale des entrées-sorties).

L'ONUDI a poursuivi ses efforts visant à faire adopter la quatrième édition révisée de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI Rev.4). Le nombre de pays pour lesquels existent des données dans la CITI Rev.4 a atteint 45 en 2013 et devrait augmenter en 2014. Des ateliers régionaux et des contacts directs avec les bureaux nationaux de statistique ont favorisé la mise en application de normes internationales relatives aux statistiques industrielles.

L'ONUDI entretient une coopération étroite avec les bureaux nationaux de statistique et les divisions de statistique des ministères de l'industrie. À l'occasion de missions effectuées au Cameroun, au Congo, en Fédération de Russie, au Myanmar, à Oman et au Qatar à l'invitation des bureaux de statistique de ces pays, des questions comme la fourniture de services consultatifs, la formulation et le suivi de projets de coopération technique dans le cadre de programmes de statistiques industrielles en cours, ont été examinées. L'ONUDI s'est associée à la Société autrichienne de statistique, à l'Association internationale de géologie mathématique et à d'autres organismes pour organiser à Vorau en Autriche, en juin, le cinquième atelier international sur l'analyse de données compositionnelles. Elle a été invitée par Statistics Austria à prendre part à une conférence organisée en octobre dans le cadre d'une journée de la statistique sur un thème relatif à l'évolution des statistiques commerciales, ainsi qu'à une réunion de l'Institut des statistiques de l'Union africaine, qui vient d'être créé, pour examiner le plan stratégique 2014-2018 qui fixe les orientations du développement des statistiques en Afrique.

L'atelier organisé en mai à Dar es-Salaam en République-Unie de Tanzanie sur l'application des statistiques industrielles dans la politique industrielle, en coopération avec la Communauté d'Afrique de l'Est, la Société allemande de coopération internationale (GIZ) et le Bureau national de statistique de la République-Unie de Tanzanie fait partie d'un certain nombre de programmes régionaux de formation menés par l'ONUDI pour familiariser les institutions nationales avec les dernières méthodes statistiques. Y ont pris part des représentants de bureaux de statistique, de ministères de l'industrie et d'autres organes de décision. En coopération avec le Bureau national de statistique de Chine et la Division des statistiques de l'ONU, l'ONUDI a coorganisé en juillet à Beijing un atelier international sur les statistiques industrielles, auquel ont participé les bureaux de statistique de 12 pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que le Soudan. L'atelier s'est penché sur les principaux problèmes que pose l'application des recommandations internationales pour les statistiques industrielles de la région.

Un atelier similaire s'est tenu fin septembre à Doha, avec la collaboration de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe, pour aider les bureaux nationaux de statistique de la région à appliquer les dernières méthodes de classification industrielle. Désormais, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar font partie du groupe des économies industrialisées dans toutes les publications statistiques et représentent une nouvelle région industrialisée: l'Asie occidentale.

Au nombre des autres réunions sur les statistiques auxquelles l'ONUDI a pris part cette année, on peut citer la quarante-quatrième session de la Commission de statistique des Nations Unies tenue en février/mars à New York, la vingt-quatrième réunion interinstitutions du Groupe d'experts sur les indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement tenue en octobre à Genève et la réunion annuelle du Comité de l'OCDE sur les statistiques tenue en juillet à Genève. Un statisticien de l'OCDE est par la suite venu à l'ONUDI s'imprégner de l'expérience de l'Organisation dans la gestion de bases de données. En tant que membre du Groupe d'étude d'Oulan-Bator sur les statistiques des économies basées sur les ressources naturelles, l'ONUDI a assisté à la deuxième réunion du





Programme de formation destiné aux cadres de direction au Château d'Hernstein

Comité directeur du Groupe organisée en septembre à Moscou et a proposé une liste d'indicateurs recommandés pour les principes directeurs des Nations Unies que devra soumettre le Groupe.

La volonté des pays d'autofinancer des projets de coopération technique dans le domaine des statistiques industrielles témoigne de la confiance qu'ils ont dans les compétences techniques de l'ONUDI en matière de statistique. Au cours de l'année, un financement a été approuvé pour trois nouveaux projets au Gabon et à Oman, ainsi que pour un projet régional en faveur des pays membres de la Communauté d'États indépendants où les représentants des bureaux nationaux de statistique de la région ont pris part en décembre à un séminaire de lancement de haut niveau qui a duré deux jours. Le projet vise à améliorer les capacités institutionnelles des bureaux nationaux de statistique des pays membres de la Communauté, afin de leur permettre de produire, dans les délais voulus, des statistiques qui soient comparables sur le plan international et pertinentes pour les politiques de développement industriel. Pour un projet en cours en République-Unie de Tanzanie, on est entré dans la phase suivante et pour un projet au Népal, la phase préliminaire d'assistance a été approuvée. L'ONUDI a formulé de nouveaux projets pour le Bhoutan, le

Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao, mais parallèlement, l'idée d'un projet régional pour ces pays et le Népal a été présentée à la Commission européenne.

## Renforcement des capacités

---

L'avenir de l'industrie manufacturière était au cœur des discussions du programme de formation destiné aux cadres de direction organisé en juin au Château d'Hernstein, juste à l'extérieur de Vienne, sous les auspices de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités et avec l'appui du Gouvernement autrichien. Des représentants de haut niveau et de hauts fonctionnaires de 26 pays à revenu intermédiaire ont pris connaissance des tendances futures de l'industrie manufacturière et de l'évolution récente du secteur. Le programme avait pour objet d'aider ces décideurs, d'une part, à formuler et à mettre en œuvre des politiques industrielles, et, d'autre part, à s'adapter aux tendances mondiales pour renforcer la compétitivité de leurs entreprises manufacturières. Il comportait des ateliers animés par des experts de la gestion de politiques industrielles et manufacturières venant de milieux universitaires, des secteurs public et privé, ainsi que de l'ONUDI et de ses institutions partenaires.

Les participants ont pris conscience du potentiel que présentent les nouvelles technologies utilisées dans l'industrie manufacturière, notamment la manufacture additive, l'informatique en nuage, l'électromécanique et les matériels personnalisables. Des présentations ont été faites sur les solutions pour une industrie verte et durable et pour des innovations dans les technologies environnementales, ainsi que sur les stratégies commerciales employées pour faire face aux défis de la nouvelle révolution industrielle. Le programme comportait également des sessions sur les échanges mondiaux et les modalités d'investissement, et sur les implications et les actions politiques possibles pour répondre à ces tendances.

# ABRÉVIATIONS

<b>AIDA</b>	Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique	<b>MDT/MPE</b>	meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	<b>MPME</b>	micro-, petites et moyennes entreprises
<b>BPIT</b>	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	<b>NEI</b>	États nouvellement indépendants
<b>BSTP</b>	bourses de sous-traitance et de partenariat	<b>NORAD</b>	Agence norvégienne de coopération pour le développement
<b>CAMI-20</b>	vingtième Conférence des ministres africains de l'industrie	<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>CCS</b>	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>OMD</b>	objectifs du Millénaire pour le développement
<b>CEI</b>	Communauté d'États indépendants	<b>OMPI</b>	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
<b>CELAC</b>	Conférence ministérielle de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes	<b>OMT</b>	Organisation mondiale du tourisme
<b>CIV</b>	Centre international de Vienne	<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>COMFAR</b>	Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité	<b>ONU-Habitat</b>	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
<b>DEEE</b>	déchets d'équipements électriques et électroniques	<b>PAGE</b>	Partenariat pour l'action en matière d'économie verte
<b>EREP</b>	Plateforme européenne pour une utilisation efficace des ressources	<b>PCB</b>	polychlorobiphényles
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	<b>PEID</b>	petits États insulaires en développement
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial	<b>PET</b>	polyéthylène téréphtalate
<b>GESAMP</b>	Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin	<b>PGI</b>	progiciel de gestion intégré
<b>GFSI</b>	Initiative mondiale de la sécurité alimentaire	<b>PMA</b>	pays les moins avancés
<b>GSCP</b>	Programme mondial de conformité sociale	<b>PME</b>	petites et moyennes entreprises
<b>HCFC</b>	hydrochlorofluorocarbones	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
		<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
		<b>POP</b>	polluants organiques persistants
		<b>PRG</b>	potentiel de réchauffement global
		<b>REAP</b>	Responsible Entrepreneur Achievement Programme

<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe	<b>UE</b>	Union européenne
<b>SECO</b>	Secrétariat d'État suisse à l'économie	<b>UNU-MERIT</b>	Maastricht Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology de l'Université des Nations Unies
<b>TEST</b>	transfert d'écotechnologies		
<b>TICAD V</b>	cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique	<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international





“Ensemble, nous pouvons mettre à profit l’énorme potentiel qu’offre le développement industriel inclusif et durable. Cette vision largement partagée renforcera la position stratégique de l’ONUDI lors des délibérations qui conduiront à l’adoption d’un nouveau programme de développement mondial en 2015 et lui permettra de prendre toute sa place dans le programme de développement de l’après-2015.”

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies,  
à la quinzième session de la Conférence générale à Lima (Pérou).



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)  
Téléphone: (+43-1) 26026-0 Courrier électronique: [unido@unido.org](mailto:unido@unido.org)  
Site Web: [www.unido.org](http://www.unido.org)